



DEMANDE DE PROPOSITIONS

Emise le : 03 Octobre 2018

Agence MCA-MOROCCO

Pour le compte du :

Gouvernement du Maroc

Programme

Financée par

LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

par le biais du

MILLENNIUM CHALLENGE CORPORATION

pour

**LA SÉLECTION D'UN BUREAU D'ÉTUDES TECHNIQUES
(Infrastructure-PES) POUR LA MAÎTRISE D'ŒUVRE DE LA MISE
À NIVEAU DE 56 ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES RÉPARTIS EN**

DEUX LOTS :

LOT 1 : DANS LA RÉGION DE FÈS - MEKNÈS

LOT 2 : DANS LA RÉGION MARRAKECH - SAFI

MARCHÉ DE SERVICES DE CONSULTANTS

DP/QCBS/MCA-M/ES-26/Compact-PP-04

Lettre d'invitation

Rabat, Maroc

03, Octobre, 2018

« La sélection d'un bureau d'études techniques (infrastructure-pes) pour la maîtrise d'œuvre de la mise à niveau de 56 établissements scolaires répartis en deux lots :

Lot 1 : dans la région de Fès - Meknès

Lot 2 : dans la région Marrakech – Safi

Ref : DP/QCBS/MCA-M/ES-26/Compact-PP-04

Madame, Monsieur,

Le Gouvernement du Royaume du Maroc et Millennium Challenge Corporation ont signé un deuxième programme de coopération (Compact II) le 30 Novembre 2015, d'un budget de 450 millions de dollars US (« Financement MCC »), auquel s'ajoute une contribution du Gouvernement du Maroc de 15% au minimum, destiné à contribuer à la réduction de la pauvreté par la croissance économique au Maroc.

L'Agence MCA-Morocco est l'entité chargée par le Gouvernement marocain de coordonner et d'exécuter le Programme du Compact. Désignée comme Entité Responsable, cette agence établit et signe les contrats et a la responsabilité de garantir la mise en œuvre adéquate du Programme.

Ce Compact comprend deux projets à savoir : « Éducation et formation pour l'employabilité » et « Productivité du foncier »

Le Projet « Éducation et formation pour l'employabilité » a pour objectif d'améliorer l'employabilité des jeunes à travers l'amélioration de la qualité, de la pertinence et de l'accès équitable à l'éducation secondaire et à la formation professionnelle et ce, afin de mieux répondre aux besoins du secteur privé.

La première activité de ce projet qui porte sur l'éducation secondaire prévoit trois composantes fondamentales : (i) la mise en place d'un modèle intégré d'amélioration des établissements de l'enseignement secondaire à travers la contractualisation des performances et le renforcement des capacités de gestion des responsables desdits établissements, l'innovation pédagogique centrée sur l'élève et la réhabilitation de l'infrastructure ; (ii) le renforcement du système d'évaluation des acquis scolaires et du système d'information MASSAR et (iii) le développement d'une nouvelle approche pour l'entretien et la maintenance des infrastructures et des équipements scolaires.

Cette Demande de Propositions (DP) vient compléter l'Avis général de passation des marchés qui a été publié sur dgMarket, UN Development Business (« UNDB »), sur le site Internet de l'Agence MCA-Morocco <http://www.mcamorocco.ma/> et dans la presse locale le 25 juillet 2018.

L'Agence MCA-Morocco s'attend à ce que les cabinets de consultants légalement constitués présentent les Services de Consultants référencés ci-dessus (« Propositions »). De plus amples informations sur ces Services de Consultants sont données dans les Termes de référence.

La présente DP est ouverte à toutes les entités éligibles (« Consultants ») souhaitant y

participer. Sous réserve des restrictions énoncées dans la DP, les consultants peuvent s'associer à d'autres consultants en vue d'optimiser leur capacité à exécuter le contrat avec succès.

Un Consultant sera sélectionné en vertu de **la sélection basée sur la qualité et le coût (SBQC)**, la procédure d'évaluation dont les étapes sont décrites dans les sections de la DP conformément aux « Directives sur la passation des marchés du Programme de MCC » disponibles sur le site web de MCC (www.mcc.gov/ppg). Le processus de sélection, tel que décrit, inclut l'examen et la vérification des qualifications et des performances passées, ainsi qu'un contrôle des références, avant l'attribution du contrat.

La DP comprend les sections suivantes :

PREMIÈRE PARTIE – PROPOSITION ET PROCÉDURES DE SÉLECTION

Section I Instructions aux Consultants

Cette section fournit des informations afin d'aider les Consultants potentiels à préparer leur proposition, et décrit également la soumission, l'ouverture et l'évaluation des propositions, ainsi que l'attribution du présent contrat.

Section II Données particulières de la demande de propositions

Cette section inclut les stipulations propres à la présente procédure de passation de marchés et qui viennent compléter la section I, Instructions aux Consultants.

Section III Qualification et critères d'évaluation

Cette section précise les qualifications exigées du Consultant et les critères d'évaluation de sa Proposition.

Section IV A Formulaires de la Proposition technique

Cette section contient les formulaires de la Proposition technique qui doivent être remplis par chaque Consultant potentiel et soumis par voie électronique selon les modalités décrites dans l'annexe 1 de la Section II- Données Particulières de la Demande de Propositions (DPDP) - Procédures de soumission des propositions.

Section IV B Formulaires de la Proposition financière

Cette section contient les formulaires de la Proposition financière qui doivent être remplis par chaque Consultant potentiel et soumis par voie électronique selon les modalités décrites dans l'annexe 1 de la Section II- Données Particulières de la Demande de Propositions (DPDP) - Procédures de soumission des propositions.

Section V Termes de référence

Cette section contient les Termes de référence détaillés décrivant la nature, les tâches et les Services à fournir par le Consultant.

DEUXIÈME PARTIE – CONDITIONS DU CONTRAT ET FORMULAIRES CONTRACTUELS

Section VI Contrat et Conditions générales du Contrat

Cette section contient le formulaire de Contrat à conclure entre l'Agence MCA-Morocco et le Consultant.

Section VII Conditions particulières du Contrat et Annexes au Contrat

Cette section contient le formulaire comprenant les Clauses contractuelles qui viennent compléter les CGC et qui doivent être remplis par les Entités MCA pour chaque passation de marchés de Services de Consultants. Cette section comprend également une annexe (Annexe B : Stipulations complémentaires) comprenant des stipulations faisant partie intégrante des obligations qui incombent au Gouvernement et aux Entités MCA en vertu des stipulations du Compact et des documents connexes qui, conformément auxdites stipulations, doivent être transférées à tout Consultant, Sous-traitant ou associé participant au contrat financé par MCC.

Il convient de noter qu'une réunion de pré-soumission se tiendra comme indiqué dans les Données Particulières de la Demande de Propositions (« DPDP »), Section II de la présente DP.

Les Propositions doivent être soumises de la manière indiquées au point IC 17.5, des DPDP, au plus tard le **25 Janvier 2019 à 15h00 heure de Rabat, Maroc**.

Il convient de noter que **seules les propositions électroniques** seront **acceptées**. Les modalités de soumissions électroniques étant uniquement celles décrites dans l'annexe 1 de la Section II- Données Particulières de la Demande de Propositions (DPDP) - Procédures de soumission des propositions.

Dès réception de cette lettre, veuillez nous faire savoir par par courrier électronique à l'adresse suivante procurement@mcamorocco.ma ce qui suit :

- (a) si vous avez reçu la demande de Propositions et
- (b) si vous soumettez une Proposition seul ou en association avec un autre Consultant.

Veuillez agréer, Madame/Monsieur l'assurance de ma considération distinguée.

Agent de passation de marchés

Pour le compte de l'Agence MCA-Morocco

Complexe administratif et culturel de la Fondation Mohammed VI des œuvres sociales de l'Education - Formation, Avenue Allal EL FASSI- Madinat AL IRFANE, Hay Riad, Rez-de-chaussée, Bureau de l'Agent de passation des marchés, Rabat- Maroc

procurement@mcamorocco.ma

Table des matières

Table des matières

Section I.	Instructions aux consultants	2
1.	Portée de la demande de propositions	5
2.	Source du Financement	6
3.	Fraude et corruption	6
4.	Exigences environnementales et sociales	9
5.	Qualification et éligibilité des Consultants	10
6.	Origine des biens et des Services de Consultants	15
7.	Sections de la DP	15
8.	Eclaircissements concernant la demande de propositions	16
9.	Modification de la DP	17
10.	Frais de préparation de la proposition	18
11.	Langue de la Proposition	18
12.	Préparation de la proposition	18
13.	Impôts	21
14.	Proposition unique	21
15.	Monnaies de la proposition	22
16.	Période de validité des propositions	22
17.	Cachetage et marquage des propositions	22
18.	Date limite de soumission des Propositions	24
19.	Propositions en retard	24
20.	Ouverture des propositions	24
21.	Confidentialité	24
22.	Clarifications des Propositions	25
23.	Évaluation des propositions techniques	25
24.	Évaluation de la capacité financière	26
25.	Performances passées et contrôle des références	29
26.	Avis d'intention d'attribution	30
27.	Négociations	30
28.	Notification d'attribution du Contrat	32
29.	Contestations des soumissionnaires	32
30.	Renvoi des propositions financières non-ouvertes	32
31.	Date de commencement de la mission	32
32.	Divergences avec les Directives sur la passation des marchés du Programme de la MCC	32
33.	Conditionnalités du Compact applicables	33
Section II.	Données particulières de la demande de Propositions	34
Section III.	Critères de qualification et d'évaluation	41
Section IV.	A. Formulaire des propositions techniques.....	49

Formulaire TECH-1	Formulaire de soumission de la proposition technique	50
Formulaire TECH-2A	Capacité financière du Consultant	53
Formulaire TECH-2B	Procès, litiges, arbitrages, actions en justice, plaintes, enquêtes et différends actuels ou passés auxquels le consultant est parti	54
Formulaire TECH-3	Organisation du consultant	55
Formulaire TECH-4	Expérience du consultant	56
Formulaire TECH-5	Références des contrats financés par MCC	58
Formulaire TECH-6	Descriptif de l'approche, de la méthodologie et du programme de travail proposés pour accomplir la mission	59
Formulaire TECH-7	Observations et suggestions sur les Termes de référence et la mission	61
Formulaire TECH-8	Composition de l'équipe et répartition des tâches	62
Formulaire TECH-9.	Dotation en personnel (Personnel clé et personnel d'appui)	63
Formulaire TECH-10	Calendrier des activités et des livrables	65
Formulaire TECH-11	Modèle de Curriculum Vitae (CV) du personnel professionnel clé proposé	66
Section IV.	B. Formulaires des propositions financières	68
Formulaire FIN-1	Formulaire de Soumission de la proposition financière	69
Formulaire FIN-2.	Etat récapitulatif des Prix	70
Formulaire FIN-3.	Ventilation des Coûts par Activité	72
Formulaire FIN-4.	Ventilation des taux de rémunération	73
Section V.	Termes de référence	74
ACCORD CONTRACTUEL.....		76
CONDITIONS GENERALES DU CONTRAT		78
1.	Définitions	78
2.	Interprétation	79
3.	Langue et Droit applicable	79
4.	Communications	80
5.	Sous-traitance	80
6.	Relations entre les Parties	80
7.	Lieux	80
8.	Pouvoir du Membre en Charge	80
9.	Représentants désignés	81
10.	Description et Approbation du personnel ; Ajustements ; Approbation des tâches supplémentaires	81
11.	Heures ouvrables, heures supplémentaires, congés, etc.	82
12.	Retrait et/ou remplacement du Personnel	83

13.	Règlement des différends	84
14.	Commissions et primes	85
15.	Contrat formant un tout	85
16.	Commencement, achèvement et amendement du Contrat	85
17.	Paielements au Consultant	86
18.	Impôts et taxes	87
19.	Suspension des paiements	88
20.	Résiliation	88
21.	Paielement à la suite de la résiliation	91
22.	Force majeure	93
23.	Stipulations nécessaires ; clauses de transfert	94
24.	Exigences en matière de lutte contre la fraude et la corruption	94
25.	Lutte contre le commerce des êtres humains	98
26.	Égalité des genres et intégration sociale	100
27.	Interdiction du travail forcé des enfants	101
28.	Interdiction du harcèlement sexuel	101
29.	Non-discrimination et égalité des chances	102
30.	Mécanisme de réclamation destiné au Personnel du Consultant et du Sous-traitant	102
31.	Norme de performance	103
32.	Conflit d'intérêts	103
33.	Informations confidentielles ; droit de jouissance	104
34.	Les documents préparés par le Consultant sont la propriété de l'Agence MCA-Morocco	105
35.	Responsabilité du Consultant	105
36.	Assurance à la charge du Consultant	105
37.	Comptabilité, inspection et audit	105
38.	Actions du Consultant nécessitant l'approbation préalable de l'Agence MCA-Morocco	106
39.	Obligations par rapport aux contrats de sous-traitance	106
40.	Utilisation des fonds	106
41.	Équipements, véhicules et matériel fournis par l'Agence MCA-Morocco	106
42.	Équipements et matériel apportés par le Consultant	107
43.	Assistance et exemptions	107
44.	Accès aux lieux	108
45.	Changements des Lois en vigueur en matière d'impôts et de taxes	108
46.	Services, installations et propriétés de l'Agence MCA-Morocco.	108
47.	Paielements	108

48.	Personnel de contrepartie	108
49.	Bonne foi	109
50.	Exécution du Contrat	109
CONDITIONS PARTICULIERES DU CONTRAT		110
ANNEXES AU CONTRAT		115
Annexe A : Description des Services.....		115
Annexe B : Stipulations complémentaires		116
Annexe C : Rapports		117
Annexe D : Personnel clé et sous-traitants		118
Annexe E : Ventilation du prix contractuel en Dollars US.....		119
Annexe F : Ventilation du prix contractuel dans la monnaie nationale.....		120
Annexe G : Services et installations fournies par l'Agence MCA-Morocco.....		121
Annexe H : Formulaire de certificat d'observation des sanctions		122
Annexe I : Formulaire d'auto-certification pour les Consultants/Sous-traitants/Fournisseurs....		128
Annexe J : Avis d'intention d'attribution du Contrat		130

**PREMIÈRE PARTIE :
PROPOSITION ET PROCÉDURES
DE SÉLECTION**

Section I. Instructions aux consultants

A. Généralités

Les mots et expressions ci-dessous utilisés dans la première partie (Propositions et procédures de sélection) de cette Demande de Propositions ont le sens qui leur est attribué ci-après. Ces définitions ne s'appliquent pas aux mots et expressions utilisés dans la deuxième partie (Conditions du contrat et formulaires contractuels) de la DP. Sauf indication contraire, ces mots et expressions auront le sens qui leur est attribué dans les sous-clauses 1.1 et 2.1 du CGC.

- (a) « Addendum » ou « addenda » désigne un amendement à la présente demande de Propositions, apporté par l'Agence MCA-Morocco.
- (b) « Associé » désigne une entité faisant partie de l'association constituée par le Consultant. Un Sous-traitant n'est pas un associé.
- (c) « Association » ou « association » désigne une association d'entités constituant le Consultant.
- (d) « Compact » désigne le Compact du Millennium Challenge **identifié dans les DPDP.**
- (e) « Confirmation » désigne une confirmation écrite.
- (f) « Consultant » désigne toute personne morale susceptible de fournir ou qui fournit des Services à l'Agence MCA-Morocco en vertu du Contrat.
- (g) « Contrat » désigne le contrat proposé à la signature entre l'Agence MCA-Morocco et le Consultant, y compris toutes les pièces jointes, les annexes et tous les documents qui y sont intégrés par renvoi, dont un modèle est fourni dans la deuxième partie de la présente DP.
- (h) « Jour » désigne un jour du calendrier civil.
- (i) « SBF » désigne la méthode de sélection dans le cadre d'un budget déterminé, telle que définie dans les Directives de MCC.
- (j) « Proposition financière » a le sens donné dans la sous-clause 12.5 de la section IC.
- (k) « Agent fiduciaire » désigne toute entité qui fournit des Services à l'Agence MCA-Morocco en vertu du contrat d'Agent fiduciaire.
- (l) « CGC » désigne les Conditions générales du contrat .
- (m) « Gouvernement » désigne le gouvernement

identifié par les DPDP.

- (n) « Normes de Performance de l'IFC » désigne les normes de performance de la Société financière internationale en matière de durabilité sociale et environnementale.
- (o) « Instructions aux Consultants » ou « IC » désigne la section I de la présente DP, y compris toute modification, fournissant aux Consultants toutes les informations nécessaires à la préparation de leurs Propositions.
- (p) « Personnel clé » désigne le personnel professionnel clé désigné conformément à la sous-clause 12.3 (d).
- (q) « SMC » désigne la méthode de sélection au moindre coût telle que définie dans les Directives de MCC.
- (r) « Millennium Challenge Corporation » ou « MCC » désigne un organisme du gouvernement américain agissant au nom du gouvernement des États-Unis.
- (s) « Agence MCA-Morocco » désigne l'entité responsable **identifiée par les DPDP.**
- (t) « Financement MCC » désigne le financement octroyé par MCC au gouvernement conformément aux termes et conditions du Compact.
- (u) « Directives sur la passation des marchés du Programme de MCC » ou « Directives de MCC » désigne les Directives sur la passation des marchés du Programme de MCC et ses amendements publiés de temps à autre sur le site web de MCC www.mcc.gov/ppg.
- (v) « DPDP » désigne les Données particulières de la demande de propositions, qui figurent à la Section II de la présente DP ; Elles présentent les conditions spécifiques d'une mission.
- (w) « Personnel » désigne le personnel professionnel clé et le personnel supplémentaire mis à disposition par le Consultant ou par tout sous-traitant ou associé chargé de fournir tout ou une partie des Services.
- (x) « Conférence préalable à la soumission des propositions » désigne la conférence préalable à la soumission indiquée à l'alinéa IC 1.4 des

DPDP, le cas échéant.

- (y) « Accord de mise en œuvre du programme » désigne l'accord de mise en œuvre du programme à conclure ou conclu.
- (z) « Proposition » désigne la proposition technique ou la proposition financière de prestation de Services, soumise par le Consultant en réponse à la présente DP.
- (aa) « SBQ » désigne la méthode de sélection fondée sur la qualité, telle que définie dans les Directives de MCC.
- (bb) « SFQC » désigne la méthode de sélection fondée sur la qualité et le coût, telle que définie dans les Directives de MCC.
- (cc) « DP » désigne la présente demande de propositions, y compris toute modification susceptible d'être introduite ou préparée par l'Agence MCA-Morocco en vue de la sélection du Consultant.
- (dd) « CPC » désigne les Conditions particulières du contrat.
- (ee) « Services » désigne les activités qui doivent être réalisées par le Consultant conformément au Contrat.
- (ff) « Sous-traitant » désigne toute personne physique ou morale auprès de laquelle le Consultant sous-traite une partie des Services.
- (gg) « Taxes » a la signification qui lui est donnée dans le Compact.
- (hh) « PET » désigne le Panel d'évaluation technique constitué aux fins d'évaluation des propositions reçues ; il soumet un rapport comportant des recommandations pour l'attribution du Contrat objet de la DP.
- (ii) « Proposition financière » a la signification qui lui est donnée à la sous-clause 12.3 des Instructions aux Consultants.
- (jj) « Termes de référence » ou « TdR » désigne le document de la section V de la présente DP, décrivant les objectifs, le champ de la mission, les activités et les tâches à réaliser, les responsabilités respectives de l'Agence MCA-Morocco et du Consultant, ainsi que les résultats escomptés et les livrables de la mission.

(kk) « Commerce des êtres humains » ou « CEH » a la signification qui lui est donnée dans les Directives sur la passation des marchés du Programme de MCC.

1. Portée de la demande de propositions
 - 1.1 L'Agence MCA-Morocco choisit un Consultant selon la méthode de sélection **décrite dans les DPDP.**
 - 1.2 Sauf indication contraire exigée par le contexte, les termes mentionnés au singulier dans la présente DP comprennent également le pluriel et vice versa ; de même, les termes indiqués au masculin comprennent également le féminin et vice versa
 - 1.3 Les Consultants sont invités à soumettre une Proposition technique et une Proposition financière pour les Services de Consultants nécessaires à cette mission, comme **spécifié dans les DPDP.** La proposition servira de base aux négociations du Contrat et à la signature du Contrat avec le Consultant retenu.
 - 1.4 Les Consultants doivent s'informer des conditions locales et en tenir compte dans la préparation de leur proposition. Pour obtenir des informations sûres sur la mission et les conditions locales, il est recommandé aux Consultants d'assister à la réunion de pré-soumission, s'il en est **prévu une dans les DPDP.** La participation à cette réunion est fortement recommandée, mais n'est pas obligatoire. La participation à une Réunion de pré-soumission et/ou la visite de sites ne sont pas prises en compte lors de l'évaluation des propositions.
 - 1.5 L'Agence MCA-Morocco fournit en temps opportun et à titre gracieux les Services **spécifiés dans les DPDP**, aide le Consultant à obtenir les licences et permis nécessaires à la prestation des Services, et fournit les données et rapports afférents aux projets. Aucun autre service n'est fourni. Les consultants sont donc responsables de tous les coûts engagés pour la préparation et la prestation des Services dans les délais, y compris, à titre indicatif et non limitatif, les frais de location de bureaux, de communication, d'assurance, de matériel de bureau, de déplacement, etc. **non spécifiés dans les DPDP.**
 - 1.6 L'Agence MCA-Morocco n'est nullement tenue d'accepter l'une quelconque des propositions qui auront été soumises et se réserve le droit, à tout moment avant l'attribution du Contrat, d'annuler la procédure de

sélection sans encourir aucune responsabilité envers tout Consultant.

- | | |
|--------------------------|---|
| 2. Source du Financement | 2.1 Les États-Unis d'Amérique, agissant par l'intermédiaire de MCC, et le Gouvernement ont signé le Compact. Le Gouvernement, agissant par l'intermédiaire de l'Agence MCA-Morocco, entend utiliser une partie du Financement MCC pour effectuer des paiements autorisés en vertu du Contrat. Tous paiements effectués au titre du Financement MCC sont soumis, à tous égards, aux termes et conditions du Compact et des documents connexes, y compris aux restrictions sur l'utilisation et le décaissement du Financement MCC. Aucune partie autre que le Gouvernement et l'Agence MCA-Morocco ne peut se prévaloir du Compact ni prétendre au produit du Financement MCC. Le Compact et les documents s'y rapportant sont disponibles sur le site web de MCC (www.mcc.gov) et sur le site web de l'Agence MCA-Morocco. |
| 3. Fraude et corruption | 3.1 MCC exige de tous les bénéficiaires du Financement MCC, y compris de l'Agence MCA-Morocco et de tous les candidats, soumissionnaires, fournisseurs, entrepreneurs, sous-traitants, consultants et sous-consultants au titre de tout contrat financé par MCC, le respect des normes d'éthique les plus strictes lors de la sélection des consultants et de l'exécution desdits contrats. La politique de MCC en matière de prévention et de détection de la fraude et de la corruption, et de lutte contre ces pratiques dans les opérations de MCC (« Politique Anti-Fraude et Anti-corruption de MCC ») s'applique à tous les contrats et procédures de passation de marchés impliquant un Financement MCC. Ladite Politique est disponible sur le site web de MCC. La Politique AFC de MCC exige des sociétés et entités bénéficiant de fonds MCC de reconnaître avoir pris connaissance de la Politique AFC de MCC et de certifier avoir des engagements et procédures acceptables en place pour faire face aux risques de fraude et de corruption. En vertu de cette Politique, les expressions ci-dessous sont définies de la manière suivante :

(i) « Coercition » signifie porter atteinte ou nuire, ou menacer de porter atteinte ou de nuire, directement ou indirectement, à une partie ou à la propriété d'une partie, ou influencer indûment les actions d'une partie dans le cadre de la mise en œuvre de |

tout contrat financé, en totalité ou en partie, par un Financement MCC, y compris les mesures prises dans le cadre d'une procédure de passation de marchés ou de l'exécution d'un contrat ;

- (ii) « Collusion » désigne un accord tacite ou explicite entre au moins deux parties visant à se livrer à une pratique coercitive, entachée de corruption, à se livrer à une manœuvre frauduleuse ou à un acte d'obstruction ou à se livrer à une pratique interdite, y compris tout accord visant à fixer, stabiliser ou manipuler des prix, ou à priver par ailleurs l'Agence MCA-Morocco des avantages d'une concurrence libre et ouverte ;
- (iii) « Corruption » désigne la proposition, le don, la réception ou la sollicitation, directement ou indirectement, de toute chose de valeur pour influencer indûment les actions d'un agent public, du personnel de l'Agence MCA-Morocco, du personnel de MCC, des consultants ou des employés d'autres entités participant à des activités financées, en totalité ou en partie par MCC, y compris lorsque lesdites activités ont trait à la prise de décision ou à l'examen de décisions, à d'autres mesures de gestion du processus de sélection, à l'exécution d'un marché public ou au versement de tout paiement à un tiers dans le cadre d'un contrat ou en vue de l'exécution d'un contrat ;
- (iv) « Fraude » désigne tout acte ou toute omission, y compris toute déclaration qui, volontairement ou par négligence, induit ou tente d'induire en erreur une partie afin d'obtenir un avantage financier ou autre dans le cadre de la mise en œuvre d'un contrat financé en totalité ou en partie par MCC, y compris tout acte ou toute omission visant à influencer (ou tenter d'influencer) un processus de sélection ou l'exécution d'un contrat, ou à se soustraire (ou tenter de se soustraire) à une obligation ;
- (v) « obstruction d'enquête sur des allégations de fraude ou de corruption » désigne tout acte entrepris dans le cadre de la mise en œuvre d'un contrat financé en totalité ou en partie par MCC :
 - (a) qui cause la destruction, la falsification, l'altération ou la dissimulation délibérées de

- preuves ou qui consiste en de fausses déclarations à des enquêteurs ou autres agents publics dans le but d'entraver une enquête sur des allégations de coercition ou de collusion, de fraude ou de corruption, ou de pratiques interdites ;
- (b) qui menace, harcèle ou intimide une partie pour l'empêcher soit de divulguer sa connaissance d'informations pertinentes en rapport avec une enquête ou soit de poursuivre l'enquête ; et/ou
 - (c) qui vise à empêcher la réalisation d'une inspection et/ou l'exercice des droits de vérification de MCC et/ou du Bureau de l'inspecteur général responsable pour le compte de MCC, tels que prévus au Contrat et en vertu du Compact et des accords connexes ; et
- (vi) « pratiques interdites » désigne tout acte en violation de la section E (Respect de la loi sur la lutte contre la corruption et contre le blanchiment de fonds et le financement du terrorisme, le commerce des êtres humains et autres restrictions) de l'Annexe des Conditions générales du contrat qui font partie intégrante des contrats financés par MCC.
- (a) L'Agence MCA-Morocco rejettera la proposition (et MCC refusera l'approbation d'une proposition d'attribution d'un Contrat) si elle établit que le Consultant auquel il est recommandé d'attribuer le Contrat s'est livré, directement ou par l'intermédiaire d'un agent, à des activités de coercition, de collusion, de corruption, de fraude, d'obstruction ou à des pratiques interdites en vue de l'obtention du contrat.
 - (b) MCC et l'Agence MCA-Morocco peuvent prendre des sanctions à l'encontre du Consultant, y compris exclure le Consultant indéfiniment ou pour une période déterminée, de toute attribution de contrats financés par MCC si MCC ou l'Agence MCA-Morocco établit, à un moment quelconque, que le Consultant s'est livré, directement ou par l'intermédiaire d'un agent, à des activités de coercition, de collusion, de corruption, de fraude, d'obstruction ou à des pratiques interdites en vue de l'obtention ou au cours de l'exécution du Contrat.

(c) MCC et l'Agence MCA-Morocco peuvent exiger que le Contrat contienne une clause obligeant le Consultant retenu à autoriser l'Agence MCA-Morocco, MCC ou toute entité désignée par MCC à examiner les documents et pièces comptables du consultant, de son fournisseur ou de ses sous-consultants liés par le contrat, relatifs au dépôt de sa proposition ou à l'exécution du Contrat, et à les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par MCC ou par l'Agence MCA-Morocco, avec l'approbation de MCC.

(d) En outre, MCC peut annuler toute partie du financement MCC alloué au Contrat si elle établit qu'un agent d'un bénéficiaire du Financement MCC s'est livré à des activités de coercition, de collusion, de corruption, de fraude, d'obstruction ou à des pratiques interdites au cours du processus de sélection ou d'exécution d'un contrat financé par MCC, sans que l'Agence MCA-Morocco ait pris à temps et à la satisfaction de MCC les mesures appropriées pour remédier à la situation.

4. Exigences
environnementales
et sociales

Commerce des
êtres humains

4.1 MCC a une politique de tolérance zéro en ce qui concerne le Commerce des Êtres Humains. Le Commerce des Êtres Humains (« CEH ») est un crime qui consiste à agir par la force, fraude et/ou coercition pour exploiter une autre personne. Le Commerce des Êtres Humains peut prendre la forme de la servitude domestique, du péonage, du travail forcé, de la servitude sexuelle, et de l'utilisation des enfants soldats. Cette pratique prive l'être humain de ses droits et de sa liberté, augmente les risques sanitaires mondiaux, alimente les réseaux du crime organisé en pleine croissance et peut accroître le niveau de pauvreté et ralentir le développement. MCC s'est engagé à veiller à ce que des mesures adéquates soient prises pour prévenir, atténuer et contrôler les risques de CEH dans les pays partenaires et les projets qu'il finance.

4.2 La Description des Services (Annexe A du Contrat) énonce certaines interdictions, des exigences à l'égard du Consultant, des mesures correctives et d'autres stipulations contraignantes qui font partie intégrante de tout Contrat à conclure.

4.3 Des renseignements supplémentaires sur les exigences de MCC pour lutter contre le Commerce des Êtres Humains sont énoncées dans la Politique de lutte contre le

Directives de MCC en matière d'environnement et normes de performances de l'IFC	4.4	<p>Commerce des Êtres Humains, disponible sur le site web de MCC (https://www.mcc.gov/resources/doc/policy-counter-trafficking-in-persons-policy). Tous les contrats financés par MCC doivent respecter les exigences de MCC en matière de lutte contre le Commerce des Êtres Humains telles qu'énoncées dans la Politique de lutte contre le Commerce des Êtres Humains. Les Contrats classés à haut risque de CEH par MCC doivent mettre en œuvre un Plan de gestion des risques en matière de CEH (qui doit être élaboré par l'Agence MCA-Morocco et mis en œuvre par l'entrepreneur concerné).</p> <p>Les projets financés par MCC dans le cadre d'un Compact seront développés et mis en œuvre conformément aux directives de MCC en matière d'environnement, y compris aux normes de performance environnementale et sociale énoncées dans les Normes de performance de la Société financière internationale en matière de durabilité environnementale et sociale, telles qu'amendées de temps à autre. Le Consultant doit veiller à ce que ses activités, y compris les activités réalisées par les Sous-traitants, en vertu du Contrat soient conformes aux Directives de MCC en matière d'environnement (tel que ce terme est défini dans le Compact ou accord connexe, disponible à l'adresse http://www.mcc.gov), et qu'elles ne soient pas « de nature à causer un risque important pour l'environnement, la santé ou la sécurité » tel que défini dans ces Directives. Le Consultant est également tenu de se conformer aux normes de performance de l'IFC aux fins du présent contrat. Des informations supplémentaires sur les normes de performance de l'IFC sont disponibles à l'adresse suivante :</p> <p>http://www.ifc.org/wps/wcm/connect/topics_ext_content/ifc_external_corporate_site/sustainability-at-ifc/policies-standards/performance-standards.</p>
5. Qualification et éligibilité des Consultants	5.1	<p>Les critères de qualification et d'éligibilité des consultants énoncés dans la présente section s'appliqueront au Consultant et à l'ensemble des entités qui le compose, pour n'importe quelle partie du Contrat, y compris pour des Services connexes.</p>
Qualification des Consultants	5.2	<p>Les Consultants doivent satisfaire aux exigences des critères juridiques, financiers et liés aux litiges énoncés aux paragraphes 3.1 à 3.3 de la Section III de la présente DP.</p>

- | | |
|--|---|
| Éligibilité des Consultants | 5.3 Les Consultants doivent également satisfaire aux critères d'éligibilité énoncés dans la présente DP et tels que contenus dans les Directives sur la passation des marchés du Programme MCC régissant les marchés financés par MCC en vertu du Compact. |
| Qualification et éligibilité des coentreprises et associations | 5.4 Dans le cas où un Consultant est ou propose de se constituer en co-entreprise ou en une association, (a) tous les membres de la co-entreprise ou de l'association doivent satisfaire aux exigences juridiques, financières ou de litige, d'éligibilité et autres exigences énoncées dans la DP ; (b) tous les membres de la co-entreprise ou de l'association seront conjointement et solidairement responsables de l'exécution du Contrat ; et (c) la co-entreprise ou l'association devra désigner un représentant habilité à exécuter toutes les activités au nom de chaque membre et de tous les membres de la co-entreprise ou de l'association adjudicataire du Contrat, au cours de son exécution. |
| Conflit d'intérêts | <p>5.5 Le Consultant ne doit pas avoir de conflit d'intérêts. Tout Consultant en situation de conflit d'intérêts sera disqualifié, sauf si le conflit d'intérêts a été atténué et si l'atténuation a été approuvée par MCC. L'Agence MCA-Morocco exige des Consultants de défendre avant tout et à tout moment les intérêts de l'Agence MCA-Morocco, d'éviter scrupuleusement toute possibilité de conflit, y compris avec d'autres activités ou avec les intérêts de leurs cabinets, et d'agir sans faire entrer en ligne de compte l'éventualité d'une mission ultérieure. Sans limiter la portée générale de ce qui précède, un consultant, y compris toutes les parties constituant le Consultant, et tout sous-traitant et fournisseur d'une partie du contrat, y compris des Services connexes, ainsi que leur personnel et affiliés respectifs, peuvent être considérés comme ayant un conflit d'intérêts et être disqualifiés ou exclus :</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) s'ils ont au moins un associé détenant une majorité dominante en commun avec une ou plusieurs autres parties dans le processus prévu par la présente DP ; ou (b) s'ils ont le même représentant légal qu'un autre consultant dans le cadre de cette demande de propositions ; ou (c) s'ils ont des relations, directement ou par l'intermédiaire d'une tierce partie commune, leur permettant d'avoir accès à des informations sur la proposition d'un autre consultant ou d'influencer |

celle-ci ou d'influencer les décisions de l'Agence MCA-Morocco au sujet de la sélection concernant la présente procédure de passation de marchés ; ou

- (d) s'ils participent à plus d'une proposition dans le cadre de la présente procédure. Il convient de noter que la participation d'un consultant à plus d'une proposition entraîne la disqualification de toutes les propositions dudit consultant. Toutefois, cette stipulation n'interdit pas d'inclure un même sous-traitant dans plus d'une proposition; ou
- (e) s'ils sont eux-mêmes, ou ont des relations d'affaires ou familiales avec (i) un membre du Conseil d'administration ou du personnel de l'Agence MCA-Morocco, (ii) l'Agent de passation de marché, l'Agent fiduciaire, ou l'Auditeur (tel que prévu dans le Compact ou les accords connexes) engagé par l'Agence MCA-Morocco dans le cadre du Compact, et participant directement ou indirectement à une quelconque partie (A) de la préparation de cette DP (B) du processus de sélection dans le cadre de cette procédure de passation de marchés ou (C) de la supervision du Contrat, sauf si le conflit né de cette relation a été résolu d'un manière jugée satisfaisante par MCC ; ou
- (f) si l'un quelconque de leurs affiliés a été ou est actuellement engagé par l'Agence MCA-Morocco comme Agent de passation de marchés ou comme Agent fiduciaire en vertu du Compact.

5.6 Tout Consultant engagé par l'Agence MCA-Morocco pour fournir des biens, réaliser des travaux ou fournir des Services pour un projet autres que des Services de consultants , ainsi que ses affiliés ne sont pas autorisés à fournir des Services de consultants en rapport avec lesdits biens, travaux ou Services. De la même manière, tout Consultant engagé par l'Agence MCA-Morocco pour fournir des Services de consultants en vue de la préparation ou de la mise en œuvre d'un projet ainsi que ses affiliés, ne sont pas autorisés à fournir ultérieurement des biens, travaux ou Services autres que les Services de consultants découlant ou directement liés à ceux-ci pour la préparation ou la mise en œuvre du même projet. Par exemple, un Consultant engagé pour préparer les termes de référence d'une mission ne peut pas être engagé pour la mission en question. Aux fins du présent paragraphe, les Services autres que les Services de consultants sont définis comme

des Services ayant pour finalité un produit physique mesurable, comme par exemple des études, un forage d'exploration, des prises de vue aériennes et des images satellites.

5.7 [Supprimé intentionnellement.]

5.8 Les Consultants sont tenus de divulguer toute situation de conflit réel ou potentiel qui affecte leur capacité à servir au mieux l'intérêt de l'Agence MCA-Morocco ou qui pourrait raisonnablement être perçue comme ayant cet effet. Ne pas divulguer une telle situation peut entraîner la disqualification du Consultant ou la résiliation du Contrat.

Agents publics

5.9

- (a) Aucun membre du Conseil d'administration de l'Agence MCA-Morocco ou employé de l'Agence MCA-Morocco (à temps partiel ou à plein temps, salarié ou bénévole, en congé, etc.) ne peut être proposé ou travailler comme consultant ou pour le compte de celui-ci.
- (b) Sous réserve des stipulations de la sous-clause 5.9 (d), aucun employé actuel de l'administration publique ne peut travailler comme consultant ou employé du Consultant au sein de son propre ministère, département ou organisme de tutelle.
- (c) Un consultant peut engager d'anciens employés de l'Agence MCA-Morocco ou de l'administration publique pour fournir des Services pour le compte de leurs anciens ministères, département ou organismes de tutelle, à condition toutefois qu'ils n'existent pas de conflit d'intérêts.
- (d) Dans le cas où un consultant présente dans sa proposition technique un employé de l'administration publique comme faisant partie de son personnel, celui-ci doit détenir une attestation écrite signée d'un responsable de l'administration publique confirmant :
 - (i) qu'il sera en congé sans solde à compter de la date de dépôt officiel de la proposition et demeurera en congé sans solde jusqu'à la fin de sa mission auprès du consultant, et qu'il est autorisé à travailler à plein temps en dehors du poste officiel qu'il occupait ; ou
 - (ii) qu'il a démissionné ou pris sa retraite de son emploi dans le secteur public avant ou à la date

d'attribution du contrat. En aucun cas les employés décrits ci-dessus aux alinéas (i) et (ii) ne doivent être chargés d'approuver la mise en œuvre du présent contrat. Le consultant doit fournir l'attestation susmentionnée à l'Agence MCA-Morocco dans le cadre de sa proposition technique.

- (e) Tout Consultant désireux de retenir les services d'une personne visée à la sous-clause 5.9 (a) à (d), qui aurait quitté l'Agence MCA-Morocco moins de douze (12) mois avant la date de la présente DP, doit obtenir de l'Agence MCA-Morocco un avis de « non-objection » à son intégration au sein du personnel du Consultant, avant le dépôt par celui-ci de sa proposition.

Inéligibilité et
exclusion

- 5.10 Un Consultant, toutes les parties constituant le Consultant et tout Sous-traitant et fournisseur d'une partie du Contrat, y compris des connexes, ainsi que leur personnel et leurs affiliés respectifs ne doivent pas être une personne ou une entité (a) frappée par une déclaration d'inéligibilité pour cause de coercition, collusion, corruption, fraude, obstruction d'enquêtes sur des allégations de fraude ou de corruption, ou pratiques interdites prévues à la sous-clause IC 3.1 ci-dessus, ou (b) ayant été déclarée non habilitée à participer à une procédure de passation de marchés conformément aux procédures prévues à la partie 10 des Directives sur la passation des marchés du Programme de MCC (Procédures de vérification de l'éligibilité), disponibles sur le site web de MCC www.mcc.gov/ppg. De même, toute entité établie ou ayant son siège social ou une part importante de ses activités dans un pays soumis aux sanctions ou restrictions imposées par la législation ou la politique américaine, ne sera pas habilitée à participer à la présente procédure de passation de marchés.
- 5.11 Un Consultant, toutes les parties constituant le Consultant et tout Sous-traitant et fournisseur d'une partie du contrat, y compris des services connexes, ainsi que leur personnel et leurs affiliés respectifs qui ne sont pas inéligibles pour l'un des motifs visés à la clause 5 des IC seront néanmoins exclus si :
 - (a) conformément à la loi et aux règlements officiels du pays, le Gouvernement interdit les relations commerciales avec le pays du Consultant (y compris ses associés, sous-traitants et fournisseurs, ainsi que leurs affiliés respectifs) ; ou
 - (b) en application d'une décision du Conseil de sécurité

des Nations Unies adoptée en vertu du chapitre VII de la Charte des Nations Unies, le Gouvernement interdit toute importation de biens en provenance du pays du Consultant (y compris ses associés, sous-traitants et fournisseurs, ainsi que leurs affiliés respectifs) ou tout paiement aux entités présentes dans ledit pays ; ou

(c) ce Consultant , toute partie le constituant, tout sous-traitant ou fournisseur, ou leur personnel ou leurs affiliés respectifs sont considérés inéligibles par MCC en vertu d'une politique ou d'une directive susceptible d'être en vigueur à un quelconque moment, telle que publiée sur le site web de MCC.

- | | |
|---|--|
| Justification de la continuation de l'éligibilité des consultants | 5.12 Les consultants doivent fournir des éléments de preuve attestant qu'ils sont toujours éligibles, d'une manière jugée satisfaisante par l'Agence MCA-Morocco, selon les exigences raisonnables de cette dernière. |
| Avantage concurrentiel indu | 5.13 Dans le cas où un Consultant peut tirer un avantage concurrentiel indu du fait d'avoir fourni dans le passé des Services de consultants relatifs à la mission en question, l'Agence MCA-Morocco mettra à la disposition de tous les Consultants, avec cette DP, l'ensemble des informations qui donnent cet avantage concurrentiel indu à ce Consultant par rapport aux autres Consultants concurrents. |
| Commissions et primes | 5.14 Le consultant communique les renseignements sur les commissions et primes éventuellement réglées ou devant être réglées en rapport avec la présente procédure de passation de marchés ou la proposition y relative, et pendant l'exécution du Contrat s'il est attribué au Consultant, comme demandé dans le formulaire de Proposition financière FIN-1, qui figure à la Section IV B. |
| 6. Origine des biens et des services de Consultants | 6.1 Les biens et les services de consultants fournis au titre du Contrat peuvent provenir de n'importe quel pays, sous réserve des mêmes restrictions énoncées à l'égard des consultants (y compris leurs éventuels associés), leur personnel et leurs sous-traitants, visées à la sous-clause IC 5.10. |

B. Dossier de la DP

- | | |
|----------------------|--|
| 7. Sections de la DP | 7.1 La présente DP est composée de la Première partie et de la |
|----------------------|--|

Deuxième Partie comprenant toutes les sections énoncées ci-dessous, et doit être lue conjointement avec tout addendum émis conformément à la clause IC 9.

Première partie - Proposition et procédures de sélection

- Section I. Instructions aux Consultants
- Section II. Données particulières de la demande de propositions
- Section III. Qualifications et critères d'évaluation
- Section IV. A. Formulaire de la Proposition technique
- Section IV. B. Formulaire de la Proposition financière
- Section V. Termes de référence

Deuxième partie – Conditions du Contrat et formulaires contractuels

- Section VI. Contrat et conditions générales du contrat
- Section VII. Conditions particulières du Contrat et Annexes au Contrat

- 7.2 La lettre d'invitation émise par l'Agence MCA-Morocco ne fait pas partie de la demande de propositions.
- 7.3 L'Agence MCA-Morocco n'est pas responsable de l'exhaustivité de la présente DP et de ses addenda s'ils ne proviennent pas directement de la source indiquée par l'Agence MCA-Morocco dans la Lettre d'invitation.
- 7.4 Le Consultant doit examiner l'ensemble des instructions, formulaires et conditions, et termes de référence qui figurent dans cette DP. Ne pas fournir toutes les informations et de tous les documents exigés dans le cadre de la présente DP peut entraîner le rejet de la proposition.

- | | |
|---|--|
| 8. Eclaircissements concernant la demande de propositions | 8.1 Tout Consultant potentiel désireux d'obtenir des éclaircissements sur la présente DP doit prendre contact avec l'Agence MCA-Morocco. Toute demande d'éclaircissement doit être formulée par écrit, et expédiée par courriel ou par télécopie à l'adresse de l'Agence MCA-Morocco indiquée dans les DPDP . L'Agence MCA-Morocco répond à toute demande d'éclaircissements, à condition qu'elle ait été reçue dans le délai indiqué dans |
|---|--|

les DPDP avant la date limite de soumission des propositions. L'Agence MCA-Morocco adresse une copie des réponses, ainsi qu'un résumé de la demande d'éclaircissements, sans mentionner l'auteur, à tous les consultants destinataires de la lettre d'invitation, inscrits sur la liste restreinte ou ayant obtenu la DP directement auprès de l'Agence MCA-Morocco, selon le cas, à la date **indiquée dans les DPDP**. L'Agence MCA-Morocco publie également une copie des réponses et des résumés de demandes d'éclaircissements sur le site web de l'Agence MCA-Morocco **indiqué dans les DPDP**. Au cas où les éclaircissements donnent lieu à la modification des principaux points de la DP, l'Agence MCA-Morocco modifiera la DP conformément à la procédure énoncée à la clause IC 9.

- 8.2 Le représentant désigné du Consultant est invité à participer à la conférence préalable à la soumission des propositions, **s'il en est prévu une en vertu de la clause IC 1.4, des DPDP**. La conférence a pour objectif de clarifier les préoccupations et d'apporter des réponses aux questions concernant les préoccupations susceptibles d'être soulevées à ce stade.
- 8.3 Le procès-verbal de la conférence, y compris les questions soulevées, sans mention de l'auteur, et les réponses préparées après la conférence, seront publiés sur le site web de l'Agence MCA-Morocco comme indiqué à l'alinéa IC 8.1 des DPDP, et transmis par écrit à tous les consultants destinataires de la lettre d'invitation, inscrits sur la liste restreinte ou ayant obtenu la DP directement auprès de l'Agence MCA-Morocco, selon le cas. Toute modification de la DP jugée nécessaire après la conférence sera effectuée exclusivement par l'Agence MCA-Morocco par la publication d'un addendum et non par le biais du procès-verbal de ladite Conférence.

9. Modification de la DP

- 9.1 À tout moment, avant la date limite de soumission des propositions, l'Agence MCA-Morocco peut modifier la présente DP en y apportant des Addenda.
- 9.2 Tous les Addenda publiés font partie de la présente DP, seront affichés sur le site web de l'Agence MCA-Morocco et communiqués par écrit à tous les Consultants destinataires de la lettre d'invitation, inscrits sur la liste restreinte ou ayant obtenu la DP directement auprès de l'Agence MCA-Morocco, selon le cas.

- 9.3 Afin de donner aux Consultants potentiels un délai raisonnable pour tenir compte des addenda dans le cadre de la préparation de leur proposition, l'Agence MCA-Morocco peut, à sa seule discrétion, prolonger la date limite de soumission des propositions.

C. Préparation des propositions

- | | |
|--|--|
| 10. Frais de préparation de la proposition | 10.1 Sauf indication contraire prévue dans les DPDP , les frais de préparation et de soumission de la proposition sont à la charge du Consultant. L'Agence MCA-Morocco n'est pas responsable de ces frais, quel que soit le déroulement ou le résultat du processus concernant la proposition. |
| 11. Langue de la Proposition | 11.1 Si les propositions doivent être soumises en anglais et/ou dans une autre langue comme indiqué dans les DPDP , la version anglaise fait foi. |
| 12. Préparation de la proposition | <p>12.1 Lors de la préparation de sa proposition, le consultant est censé examiner en détail les documents constituant la DP. Ne pas fournir les informations demandées peut entraîner le rejet d'une proposition.</p> <p>12.2 Lors de la préparation de sa proposition technique, le Consultant doit prêter particulièrement attention aux considérations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">(a) En l'absence de pré-sélection des Consultants, un Consultant peut s'associer à un autre Consultant s'il estime que cela peut renforcer l'expertise nécessaire à la mission. Lorsqu'un Consultant est une co-entreprise ou une association ou souhaite se constituer comme tel, (i) tous les membres de la co-entreprise ou de l'association doivent satisfaire aux conditions juridiques, financières, de litiges et autres conditions visées à la présente DP ; (ii) tous les membres de la co-entreprise ou de l'association seront conjointement et solidairement responsables de l'exécution du contrat ; et (iii) la co-entreprise ou l'association devra désigner un représentant habilité à mener toutes les activités pour le compte de chacun et de tous les membres de la co-entreprise ou de l'association au cours du processus de soumission des propositions et d'exécution du contrat, au cas où la co-entreprise ou l'association se voit attribuer ledit Contrat.(b) En cas de pré-sélection des Consultants, tout consultant présélectionné qui estime que son |

association à d'autres Consultants dans le cadre d'une co-entreprise ou d'une association peut renforcer l'expertise nécessaire à la mission, peut s'associer à (a) un ou plusieurs consultants non présélectionnés ou à (b) un ou plusieurs Consultants présélectionnés si **les DPDP le prévoient**. Tout Consultant présélectionné doit obtenir l'accord préalable de l'Agence MCA-Morocco s'il souhaite constituer une co-entreprise avec un (des) Consultant(s) non présélectionné(s) ou un (des) Consultants présélectionné(s). En cas d'association à un ou plusieurs Consultants non présélectionnés, le Consultant présélectionné agit en qualité de représentant habilité de l'association. Dans le cas d'une co-entreprise, tous les associés doivent être conjointement et solidairement responsables et désigner qui agira en qualité de chef de file de la co-entreprise.

- (c) La DP peut fournir le budget prévisionnel ou le niveau d'effort estimatif du personnel clé, jamais les deux. Le budget prévisionnel ou le nombre de personne-mois estimatif du personnel clé prévu pour l'exécution de la mission peut être **précisé dans les DPDP**. Toutefois, l'évaluation de la proposition doit être basée sur le prix et le nombre de personne-mois estimés par le Consultant.
- (d) Pour les missions relevant de la sélection dans le cadre d'un budget déterminé SBD, le budget disponible figure à l'alinéa IC 12.2 (c) de la DP, et la proposition financière ne doit pas dépasser ce budget; le nombre de personne-mois estimatif du personnel professionnel clé ne doit pas être divulgué.
- (e) Le Consultant ne doit pas proposer de personnel professionnel clé alternatif ; Seul un curriculum vitae (« CV ») peut être soumis pour chaque poste indiqué dans les Termes de référence.

Format et contenu des Propositions technique et financière

12.3 Les consultants sont invités à soumettre une proposition technique, comprenant les informations qui figurent aux alinéas (a) à (g) ci-après, en utilisant les formulaires types fournis à la Section IV A (« Proposition technique »). Une page correspond à une face imprimée de papier A4 ou de papier à lettres des États-Unis.

- (a) Le consultant doit fournir des informations sur sa capacité financière (Formulaire TECH-2A qui figure à la Section IV A). Le Consultant doit fournir des informations sur les procès, litiges, arbitrages,

plaintes, enquêtes ou différends actuels ou passés auxquels il est partie (Formulaire TECH-2B qui figure à la Section IV A). Le Consultant doit fournir une brève description de son cabinet et un aperçu de son expérience récente ainsi que celle de chacun de ses éventuels associés dans le cadre de missions similaires (Formulaires TECH-3 et TECH-4 qui figurent à la Section IV A). Pour chaque mission, l'aperçu de l'expérience doit indiquer les noms des associés ou du personnel clé ayant participé à ladite mission, la durée de la mission, le montant du contrat et la part prise par le Consultant. Le consultant ne doit fournir que les informations concernant les missions pour lesquelles il a été légalement recruté comme cabinet ou comme entreprise chef de file d'une co-entreprise. Les missions exécutées à titre privé par des membres individuels du personnel professionnel d'un Consultant ou par le biais d'autres Consultants ne font partie ni de l'expérience du Consultant ni de celle d'un associé, même si elles peuvent figurer dans les CV desdits membres du personnel professionnel. Les Consultants doivent pouvoir justifier leur expérience déclarée, à la demande de l'Agence MCA-Morocco. Le consultant doit fournir ses références (Formulaires TECH-5 qui figurent à la Section IV A).

- (b) Le Formulaire TECH-7 qui figure à la Section IV A est utilisé pour présenter les observations ou suggestions éventuelles sur les Termes de référence, ainsi que les propositions réalisables susceptibles d'améliorer la qualité/l'efficacité de la mission, y compris les observations ou suggestions sur les besoins en matière de personnel, de services et d'installations à fournir par la contrepartie, notamment le support administratif, les bureaux, les transports locaux, les équipements, les données, etc. à fournir par l'Agence MCA-Morocco.
- (c) Une description de l'approche, la méthodologie et le programme de travail proposé pour l'exécution de la mission couvrant les sujets suivants : l'approche technique et la méthodologie, le programme de travail proposé, ainsi que l'organisation et le plan de dotation en personnel. Des conseils sur le contenu de cette section de la proposition technique figurent dans le Formulaire TECH-6 de la Section IV A. Le programme de travail proposé doit respecter le calendrier des travaux et des livrables (Formulaire TECH-10 de la Section IV A), qui présentera sous

forme de diagrammes à barres le calendrier proposé pour chaque activité.

- (d) Le Formulaire TECH-8 de la Section IV A présente la liste du personnel professionnel clé par domaine d'expertise, le poste d'affectation de chaque personne et la tâche qui lui incombe.
- (e) Le Formulaire TECH-9 de la Section IV A présente les estimations des apports de personnel (en nombre de personnes- mois de professionnels étrangers et nationaux) nécessaire pour l'exécution de la mission. Les données relatives aux personnes-mois doivent être indiquées séparément pour le personnel travaillant dans les bureaux du Consultant et ceux travaillant sur le terrain, et pour le personnel professionnel étranger et le personnel professionnel national.
- (f) Les CV des membres du personnel professionnel clé signés par ces derniers et/ou par le représentant habilité du Consultant (Formulaire TECH-11 de la Section IV A).
- (g) Une description détaillée de la méthodologie proposée et du personnel requis pour la formation, si la formation est considérée dans **les DPDP** comme étant une composante spécifique de la mission (Formulaire TECH-6 de la Section IV A).

12.4 La proposition technique ne doit comporter aucune information financière autre que celle demandée dans le Formulaire TECH-2A. Toute proposition technique contenant des informations financières constitue un motif valable pour déclarer la proposition irrecevable.

Propositions financières 12.5 La proposition financière du consultant doit être préparée en utilisant les formulaires qui figurent à la Section IV B (la « Proposition financière »). Elle énumère tous les coûts associés à la mission, ainsi que la rémunération du personnel (étranger, national, présent sur le terrain ou au siège) et les frais de déplacement, s'ils sont **indiqués dans les DPDP**. Toutes les activités et les éléments décrits dans la proposition technique sont censés avoir été pris en compte dans le prix proposé dans la proposition financière.

13. Impôts

13.1 Les dispositions fiscales qui régissent le contrat figurent à la clause 18 des CGC. Les Consultants doivent examiner avec soin cette clause lors de la préparation de leur proposition.

- | | |
|--|--|
| 14. Proposition unique | 14.1 Seule une proposition peut être soumise par un Consultant. Si un Consultant soumet ou participe à plus d'une proposition, toutes les propositions en question seront disqualifiées. Toutefois, cela n'empêche pas que les mêmes sous-consultants ou les mêmes experts individuels puissent participer à plus d'une proposition. |
| 15. Monnaies de la proposition | 15.1 Les consultants doivent soumettre leur proposition dans la/les monnaie(s) spécifiée(s) dans les DPDP. |
| 16. Période de validité des propositions | <p>16.1 Les propositions restent valables pour la période spécifiée dans les DPDP après la date limite de soumission des propositions, déterminée par l'Agence MCA-Morocco. Une proposition dont la période de validité est plus courte peut être rejetée par l'Agence MCA-Morocco au motif qu'elle est irrecevable.</p> <p>16.2 Au cours de la période de validité de la proposition, le consultant doit garder à sa disposition le personnel clé identifié dans sa proposition. L'Agence MCA-Morocco fera de son mieux pour mener à bien les négociations dans ces délais. Toutefois, l'Agence MCA-Morocco pourra si nécessaire demander aux Consultants de prolonger la période de validité de leur propositions. Les Consultants qui acceptent de prolonger la période de validité de la proposition doivent confirmer qu'ils gardent à disposition le personnel professionnel clé désigné dans la proposition, ou peuvent présenter dans leur confirmation de prolongation de la période de validité de la proposition le personnel clé de remplacement, qui sera pris en compte lors de l'évaluation finale en vue de l'attribution du contrat. Les Consultants qui n'acceptent pas cette prolongation, peuvent refuser de prolonger la validité de leur proposition.</p> |

D. Soumission et ouverture des propositions

- | | |
|--|---|
| 17. Cachetage et marquage des propositions | <p>17.1. Les propositions technique et financière doivent être soumises par voie électronique. Aucune copie papier n'est autorisée.</p> <p>17.2. Les lettres de soumission de la proposition technique et de la proposition financière doivent suivre respectivement le format indiqué dans (Formulaire TECH-1) et (Formulaire FIN-1).</p> <p>17.3. Si cela est requis dans les DPDP, le représentant autorisé du consultant signataire des propositions technique et financière doit fournir dans la proposition technique une autorisation sous</p> |
|--|---|

forme de procuration écrite établissant que le signataire a été dûment autorisé à signer pour le compte du consultant et ses associés.

17.4. Les consultants doivent recevoir un lien de demande de fichier (File Request Link - FRL) lors de la demande de proposition, qui sera utilisé pour soumettre une proposition complète. Pour éviter tout doute, une proposition complète désigne une proposition technique et une proposition financière. Un consultant qui soumet uniquement la proposition technique ou uniquement la proposition financière verra sa soumission rejetée.

17.5. Un seul exemplaire de chaque proposition technique et financière doit être soumis. Cette copie doit être considérée comme étant l'original.

17.6. Le lien de demande de fichier expirera à la date limite de soumission de la proposition, spécifiée dans ITC 18.1. Les propositions technique et financière doivent être soumises uniquement via seront informés. Les soumissions par copie papier ou par courrier électronique ne sont pas acceptables et entraîneront le rejet de la proposition. Le lien de demande de fichier peut être utilisé plusieurs fois pour soumettre des documents supplémentaires.

17.7. Tous les documents soumis (fichiers autonomes ou fichiers dans des dossiers) doivent être au format PDF. Les propositions technique et financière doivent être soumises séparément sous forme de fichiers PDF, des dossiers ou des dossiers compressés, et aucun d'eux ne doit dépasser 10 Go.

17.8. Les propositions financières doivent être des fichiers PDF protégés par un mot de passe, tandis que les propositions techniques, au format PDF également, restent généralement accessibles et s'ouvrent lorsque vous double-cliquez dessus. Le mot de passe pour ouvrir les propositions financières doit rester en possession des consultants jusqu'à ce que l'entité MCA le demande, dans le seul but d'ouvrir formellement les propositions financières. Cette demande ne doit être faite que pour les consultants ayant obtenu la note technique minimale requise pour passer. Les consultants qui envoient leurs mots de passe pour ouvrir les propositions financières avant d'y être officiellement invités verront leur proposition dans son intégralité rejetée.

17.9. L'entité MCA ne peut être tenue responsable de l'envoi ou de l'emplacement erroné des propositions, des propositions soumises par courrier électronique ou la non utilisation du lien de demande de fichier (FRL). Ces cas peuvent être un motif de rejet de la proposition.

17.10. Les consultants doivent utiliser, pour les propositions, le

format de nom du fichier qui se trouve dans les DPDP.

- | | |
|--|---|
| 18. Date limite de soumission des Propositions | 18.1 Les Propositions doivent être remises à l'Agence MCA-Morocco avant la date limite de soumission des propositions figurant dans les DPDP . |
| | 18.2 L'Agence MCA-Morocco peut, à sa seule discrétion, prolonger le délai de soumission des propositions en modifiant la présente DP conformément aux stipulations de l'alinéa IC 9, auquel cas, tous les droits et obligations de l'Agence MCA-Morocco et des Consultants précédemment soumis au délai initial sont désormais soumis au nouveau délai tel que prorogé. |
| | 18.3 Toute proposition reçue par l'Agence MCA-Morocco après la date limite de soumission est déclarée en retard et rejetée. Cette décision de rejet est notifiée au Consultant concerné. |
| 19. Propositions en retard | 19.1 Supprimée intentionnellement. |
| 20. Ouverture des propositions | 20.1 L'Agence MCA-Morocco ouvre les enveloppes de grande taille/les cartons au cours d'une séance publique tenue à l'adresse, à la date et à l'heure spécifiées dans les DPDP dès que possible après le délai de soumission des propositions, et sépare les propositions techniques des propositions financières. L'Agence MCA-Morocco veille à ce que les propositions financières restent cachetées et conservées en toute sécurité jusqu'au moment prévu de leur ouverture en public. |

E. Évaluation des propositions

- | | |
|---------------------|---|
| 21. Confidentialité | 21.1 Les informations relatives à l'évaluation des propositions et les recommandations sur l'attribution du contrat ne doivent pas être communiquées aux Consultants ni à aucune autre personne non officiellement concernée par la procédure de passation de marchés, jusqu'à la publication de l'avis d'attribution du contrat. L'utilisation induue par un Consultant des informations confidentielles liées à la procédure peut entraîner le rejet de sa proposition ou invalider l'ensemble de la procédure de passation de marchés. |
| | 21.2 Toute tentative faite par un Consultant pour influencer l'Agence MCA-Morocco lors de l'examen, l'évaluation et le classement des propositions ou de la décision d'attribution du contrat peut entraîner le rejet de la |

proposition dudit Consultant et exposer le Consultant aux dispositions de la législation nationale, de la réglementation de l'Agence MCA-Morocco et de la Politique AFC de MCC, ainsi qu'à d'autres sanctions et voies de recours, dans la mesure du possible.

21.3 Pendant la période allant de l'ouverture des propositions à l'attribution du contrat, les Consultants ne sont autorisés à entrer en contact avec l'Agence MCA-Morocco à propos d'une questions en rapport avec leurs propositions techniques ou leurs Propositions financières, que par courrier adressé à l'agent de passation des marchés.

22. Clarifications des Propositions

22.1 Pour faciliter l'examen et l'évaluation des propositions, l'Agence MCA-Morocco peut, à sa seule discrétion, demander à tout Consultant des précisions sur sa proposition. Toute clarification soumise par un Consultant qui n'est pas une réponse à une demande qui lui est adressée par l'Agence MCA-Morocco, sera rejetée. La demande de clarifications adressée par l'Agence MCA-Morocco et la réponse du Consultant doivent être formulées par écrit. Aucun changement dans les coûts ou sur le fond de la proposition ne peut être demandé, proposé ou permis, sauf pour confirmer la correction des erreurs de calcul décelées par l'Agence MCA-Morocco lors de l'évaluation des propositions.

22.2 Au cas où le Consultant ne fournit pas les précisions sur sa proposition à la date et à l'heure définies dans la demande de clarifications de l'Agence MCA-Morocco, sa proposition peut être rejetée.

23. Évaluation des propositions techniques

23.1 Le Panel d'évaluation technique (PET) évalue les propositions techniques sur la base de leur conformité aux Termes de référence, à l'aide des critères et sous-critères d'évaluation et du système de points spécifiés à la Section III. Chaque proposition conforme se voit attribuer un score technique (St). Toute proposition non conforme à la DP ou qui obtient un score technique inférieur au minimum **indiqué dans les DPDP** peut être rejetée à ce stade.

23.2 Dans des cas exceptionnels, si aucun des scores techniques attribués par le PET n'atteint ou ne dépasse le minimum requis, l'Agence MCA-Morocco se réserve le droit d'inviter le Consultant ayant le score technique le plus élevé à négocier sa proposition technique et sa proposition financière. Si les négociations ne donnent pas lieu à un

contrat acceptable dans un délai raisonnable, l'Agence MCA-Morocco se réserve le droit, à sa seule discrétion, de mettre fin aux négociations et d'inviter — encore une fois, à sa seule discrétion — le consultant ayant reçu le deuxième score technique (St) le plus élevé à négocier sa proposition technique et sa proposition financière.

- | | |
|---|--|
| 24. Évaluation de la capacité financière | <p>24.1 La capacité financière du Consultant à se mobiliser et à exécuter les Services est impérative. Le Consultant doit inclure dans sa proposition des informations sur sa situation financière et économique. Les informations requises doivent être fournies dans le Formulaire TECH-2A.</p> <p>24.2 Tout Consultant ne parvenant pas à démontrer, à travers ses dossiers financiers qu'il a la capacité économique et financière de fournir les services décrits dans les Termes de référence respectifs peut être disqualifié. En cas de disqualification d'un Consultant, il sera mis fin à l'évaluation de la proposition technique et la proposition financière devra être retournée non ouverte au Consultant concerné, à sa demande et à ses frais.</p> <p>24.3 L'Agence MCA-Morocco peut, à sa seule discrétion, demander des clarifications ou des informations supplémentaires sur les renseignements fournis dans le Formulaire TECH-2A.</p> <p>24.4 Le résultat de l'évaluation de la capacité financière donne lieu à une réponse sans équivoque de type OUI ou NON. Il devra être mis fin à l'évaluation de tout Consultant ayant reçu la réponse NON, et sa proposition financière sera retournée non ouverte. L'évaluation des propositions ayant reçu la réponse OUI à ce stade sera poursuivie selon la méthode du score technique décrite à la Section III.</p> |
| Proposition financière (uniquement pour la SBQ) | <p>24.5 À l'issue du classement des propositions techniques et après réception d'un avis de « non-objection » de MCC (le cas échéant), lorsque la sélection est fondée sur la qualité uniquement (SBQ), le premier Consultant au classement sera invité à négocier sa proposition technique et sa proposition financière, ainsi que le Contrat, conformément aux instructions visées à la sous-clause IC 27.</p> |
| Proposition financière (uniquement pour la SQC, la SBF et la SMC) | <p>24.6 À l'issue de l'évaluation des propositions techniques, et après réception d'un avis de « non-objection » de MCC (le cas échéant), l'Agence MCA-Morocco communique aux Consultants ayant soumis des propositions, les scores techniques (score total uniquement) qu'ils ont obtenus.</p> |

L'Agence MCA-Morocco avise dans le même temps les Consultants ayant obtenu le score minimum de qualification requis, la date, l'heure et le lieu d'ouverture des propositions financières, et les informe que leur présence à la séance d'ouverture des propositions financières n'est pas obligatoire. L'ouverture des propositions financières a lieu dans l'endroit **indiqué dans les DPDP**. La date et l'heure prévues pour l'ouverture des propositions financières doivent être précisées sur le site web de l'Agence MCA-Morocco **indiqué dans les DPDP**. L'Agence MCA-Morocco répond dans les plus brefs délais par écrit à tout Consultant qui, après avoir été notifié des résultats de la demande de propositions, soumet par écrit une demande de compléments d'information, tel que prévu dans les Directives sur la passation des marchés du Programme de MCC. La notification doit aussi aviser les Consultants dont les propositions techniques n'ont pas obtenu le score minimum de qualification requis ou qui ont été déclarés irrecevables, que leurs propositions financières leur seront retournées non ouvertes, à leur demande et à leurs frais, une fois que l'Agence MCA-Morocco aura achevé le processus de sélection.

- 24.7 L'Agence MCA-Morocco ouvre les propositions financières au cours d'une séance publique tenue à l'adresse, à la date et à l'heure spécifiées dans la notification visée à la sous-clause IC 24.6. Toutes les propositions financières seront d'abord examinées pour confirmer qu'elles sont restées cachetées et n'ont pas été ouvertes. Seules les propositions financières des Consultants ayant obtenu le score minimum de qualification requis à l'issue de l'évaluation technique seront ouvertes. Le score technique (St) uniquement et le prix proposé comme indiqué dans le Formulaire de soumission de la proposition financière (Formulaire FIN-1), sont lus à haute voix et consignés par écrit. Une copie doit être affichée sur le site web de l'Agence MCA-Morocco.
- 24.8 Le PET corrige toute erreur de calcul et, en cas de divergence entre un montant partiel et un montant total ou entre un montant en lettres et un montant en chiffres, le montant partiel et le montant en lettres prévaudront. En plus des corrections ci-dessus, les activités et éléments décrits dans la proposition technique mais non assortis de prix, seront considérées comme ayant été pris en compte dans les prix d'autres activités ou éléments. Dans les cas

où une activité ou un élément est quantifié différemment entre la proposition financière et la proposition technique, aucune correction ne sera portée à la proposition financière. Dans le cas où les Consultants ne sont pas tenus de soumettre leurs propositions financières dans une monnaie unique, les prix doivent être convertis en une seule devise pour les besoins d'évaluation, en utilisant les cours de vente, la source et la date **indiqués dans les DPDP**.

- 24.9 En cas de sélection fondée sur la qualité et le coût (SBQC), la proposition financière la moins disante (Fm) reçoit le score financier maximal (Sf) de 100 points. Les scores financiers (Sf) des autres propositions financières seront calculés comme prévu à la Section III : Qualifications et critères d'évaluation. Les propositions sont classées en fonction de leur score technique (St) et financier (Sf) combinés après introduction de pondérations (T étant le poids attribué à la proposition technique et F étant le poids attribué à la proposition financière ; T + F étant égal à 1) comme **indiqué dans les DPDP**. $S = St \times T\% + Sf \times F\%$. Le consultant ayant obtenu le score technique / financier combiné le plus élevé est invité à des négociations.
- 24.10 En cas de sélection dans le cadre d'un budget déterminé, l'Agence MCA-Morocco retient le cabinet ayant remis la Proposition technique la mieux classée dans les limites du budget. Les propositions qui dépassent le budget indiqué seront rejetées. En cas de sélection au moindre coût (SMC), l'Agence MCA-Morocco retient la proposition la moins disante parmi celles ayant obtenu le score technique minimum requis. Dans les deux cas, le prix de la proposition évaluée conformément à la sous-clause IC 24.9 est pris en compte et le cabinet retenu est invité à des négociations.
- 24.11 Avant l'exécution d'un Contrat, l'Agence MCA-Morocco vérifie que les prix proposés sont raisonnables par rapport au marché. Au cas où ils ne le sont pas (soit parce qu'ils s'avèrent excessivement élevés ou déraisonnablement bas), la proposition peut, à la discrétion de l'Agence MCA-Morocco, être rejetée pour ce motif. Au cas où le prix proposé par un consultant a été jugé déraisonnable, ledit consultant n'est pas autorisé à réviser sa proposition. Par ailleurs, l'Agence MCA-Morocco peut aussi vérifier toute information fournie dans les Formulaire TECH inclus dans la proposition. Si le résultat de la vérification du

caractère raisonnable des prix s'avère négatif, un rejet de la proposition peut s'en suivre et l'Agence MCA-Morocco peut, à sa discrétion, inviter le consultant suivant dans le classement à des négociations.

25. Performances
passées et contrôle
des références

25.1 Conformément aux Directives de MCC, les performances des Consultants dans des contrats antérieurs constituent pour l'Agence MCA-Morocco un facteur affectant la qualification dans le cadre de leur évaluation. L'Agence MCA-Morocco se réserve le droit de vérifier les références fournies par le Consultant ou d'utiliser, à sa seule discrétion, toute autre source d'information à cette fin. Dans le cas où le Consultant (y compris l'un de ses associés, des membres de la co-entreprise ou de l'association) est ou a été partie à un contrat financé par MCC (soit avec MCC directement ou avec une Agence MCA-Morocco, n'importe où dans le monde) à titre de consultant principal, d'affilié, d'associé, de filiale, de sous-traitant ou à tout autre titre, il doit mentionner ce contrat dans la liste de références jointe à sa proposition, en utilisant le formulaire technique TECH-5 : Références des contrats financés par MCC. Ne pas mentionner de tels contrats dans la liste pourrait amener l'Agence MCA-Morocco à prendre une décision négative par rapport aux performances passées du consultant dans des contrats antérieurs. Cependant, ne pas indiquer de tels contrats parce que le Consultant (y compris tout associé ou membre de sa co-entreprise/de son association) n'a pas été partie à de tels contrats ne sera pas un motif de décision négative par l'Agence MCA-Morocco sur les performances passées du consultant dans des contrats antérieurs. Par conséquent, un consultant ne doit pas avoir nécessairement de performances passées dans le cadre d'un contrat financé par MCC. L'Agence MCA-Morocco vérifiera les références, y compris les rapports d'évaluation des performances passées du consultant, saisis dans le Système d'évaluation des performances passées de l'entreprise (SEPPE) de MCC. Une décision négative par l'Agence MCA-Morocco portant sur les performances passées du consultant dans des contrats antérieurs pourra constituer, à la seule discrétion de l'Agence MCA-Morocco, un motif de disqualification du consultant ou diminuer ses scores après l'évaluation.

F. Attribution du Contrat

26. Notification
d'intention
d'attribution du
Contrat

26.1 Après avoir achevé le rapport d'évaluation et après avoir obtenu toutes les approbations nécessaires conformément aux Directives, l'Agence MCA-Morocco envoie la notification d'intention d'attribution du Contrat au Consultant retenu. La notification d'intention d'attribution comprend une déclaration indiquant que l'Agence MCA-Morocco adressera une notification formelle d'intention d'attribution du Contrat et un projet d'accord contractuel après l'expiration du délai de dépôt des contestations et la résolution des contestations soumise, et après l'issue positive des négociations. La notification d'intention d'attribution **ne constitue pas la formation d'un contrat** entre l'Agence MCA-Morocco et le cabinet retenu, et ne donne pas lieu à la création d'un droit ou des droits équitables par la notification de cette intention d'attribution.

26.2 L'Agence MCA-Morocco émet la notification d'intention d'attribution et notifie également, par écrit, les résultats de la demande de propositions à tous les autres consultants qui ont soumis des propositions. L'Agence MCA-Morocco répond dans les plus brefs délais par écrit à tout consultant qui, après avoir été notifié des résultats de la demande de Propositions, soumet par écrit une demande de compléments d'information, tel que prévu dans les Directives sur la passation des marchés du Programme de MCC ou soumet une contestation formelle.

27. Négociations

27.1 Les négociations se déroulent à la date et à l'adresse **indiquées dans les DPDP**. Le Consultant invité devra, comme condition préalable à sa participation aux négociations, confirmer la disponibilité de l'ensemble du personnel professionnel clé énuméré dans sa proposition technique. Ne pas confirmer une telle disponibilité peut amener l'Agence MCA-Morocco à entamer des négociations avec le Consultant qui le suit dans le classement. Les représentants du Consultant qui négocient pour son compte doivent détenir des autorisations écrites les habilitant à négocier et à signer le contrat pour le compte du Consultant.

Négociations techniques

27.2 Les négociations débutent par la discussion de la proposition technique, y compris de (a) l'approche technique et de la méthodologie proposées, (b) du programme de travail proposé, (c) de l'organisation et de la dotation en personnel et (d) des éventuelles

propositions du Consultant pour améliorer les Termes de référence.

27.3 L'Agence MCA-Morocco et le Consultant finaliseront par la suite les Termes de référence, le plan de dotation en personnel, le calendrier des travaux, les aspects logistiques et les conditions de préparation des rapports. Ces documents seront ensuite intégrés à la « Description des Services », qui fait partie du Contrat. Il conviendra de veiller particulièrement à préciser la contribution de l'Agence MCA-Morocco en matière de services et d'installations nécessaires à la bonne exécution de la mission. L'Agence MCA-Morocco dresse le procès-verbal des négociations qui sera signé par l'Agence MCA-Morocco et le Consultant.

Négociations financières 27.4 Il appartient au Consultant, avant le début des négociations financières, de s'informer sur le montant des impôts locaux dont il devra s'acquitter en vertu du contrat. L'Agence MCA-Morocco n'est en aucun cas, responsable du paiement ou du remboursement des impôts. Sauf circonstances exceptionnelles, les négociations financières ne portent ni sur les taux de rémunération du personnel ni sur les autres taux unitaires proposés.

Disponibilité du personnel professionnel/des experts 27.5 Ayant fondé le choix du Consultant, entre autres, sur l'évaluation du Personnel professionnel clé proposé, l'Agence MCA-Morocco entend négocier le Contrat sur la base du personnel dont le nom figure dans la proposition technique.

27.6 Pendant la négociation du contrat, l'Agence MCA-Morocco ne prend en considération aucun remplacement du Personnel professionnel clé, à moins que les parties ne conviennent que ce remplacement a été rendu inévitable par un grand retard du processus de sélection ou pour des raisons telles qu'un décès ou une incapacité médicale de l'un quelconque des membres du personnel professionnel clé. Si tel n'est pas le cas et s'il est établi que le Consultant a proposé une personne clé sans s'assurer de sa disponibilité, le Consultant peut être disqualifié. Tout professionnel de remplacement devra avoir une expérience et des qualifications supérieures ou égales à celle du membre du personnel clé initial.

Clôture des négociations 27.7 Les négociations s'achèvent par un examen du projet de contrat et des Annexes. L'Agence MCA-Morocco et le Consultant paraphent par la suite le contrat convenu. Si

- les négociations échouent, l'Agence MCA-Morocco invite le Consultant dont la proposition a obtenu le deuxième meilleur score à négocier le contrat. En cas d'issue positive des négociations, l'Agence MCA-Morocco émet une notification d'attribution du Contrat.
28. Notification d'attribution du Contrat
- 28.1 Après l'attribution du Contrat, l'Agence MCA-Morocco publie sur son site web ainsi que dans la base de données en ligne dgMarket et UNDB les résultats indiquant le marché, le nom du Consultant retenu, le prix et la durée des Services ainsi que le résumé des Services objet du contrat. Ces informations seront également notifiées à tous les consultants qui ont soumis des propositions.
29. Contestations des soumissionnaires¹
- 29.1 Les consultants pourront contester les résultats d'une procédure de passation de marchés conformément aux règles prévues dans le Système de contestation des soumissionnaires mis en place par l'Agence MCA-Morocco et approuvé par MCC. Les règles et stipulations du Système de contestation des soumissionnaires sont également publiées sur le site web de l'Agence MCA-Morocco **indiqué dans les DPDP.**
30. Renvoi des propositions financières non-ouvertes
- 30.1 Supprimé intentionnellement.
31. Date de commencement de la mission
- 31.1 Le Consultant est censé commencer sa mission à la date et au lieu **spécifiés dans les DPDP.**
32. Divergences avec les Directives sur la passation des marchés du Programme de MCC
- 32.1 La passation de marchés faisant l'objet de ce dossier de demande de propositions se fait conformément aux Directives sur la passation des marchés du Programme MCC et est régi par toutes ses stipulations. En cas de conflit entre une section ou stipulation du présent dossier de demande de propositions (y compris tout éventuel addendum audit dossier) et les Directives sur la passation des marchés du Programme de MCC, les termes et conditions des Directives prévaudront, sauf dérogation

¹ Pour les demandes de propositions publiées avant l'adoption (conformément à la Partie 5 des Directives sur la passation des marchés du programme) d'un système de contestation des soumissionnaires, le texte existant de cette clause sera supprimé dans son intégralité et remplacé par le texte complet du système provisoire de contestation des soumissionnaires approuvé par la MCC.

accordée par MCC.

33. Conditionnalités du
Compact
applicables

33.1 Il est recommandé aux Consultants d'examiner attentivement les stipulations énoncées à l'Annexe B (Stipulations complémentaires), jointes et intégrées aux Conditions particulières du Contrat, étant donné qu'elles font partie des obligations du Gouvernement et de l'Agence MCA-Morocco en vertu des stipulations du Compact et des accords connexes qui, conformément auxdites stipulations, doivent être transférées à tout Consultant ou sous-consultant qui participe à la passation de marchés ou aux contrats ultérieurs financés par MCC. Les autres dispositions du contrat se trouvent sur le site MCC : <https://www.mcc.gov/resources/doc/annex-of-general-provisions>.

Section II. Données particulières de la demande de Propositions

A. Généralités															
IC Définitions	<p>« Compact » désigne le Compact du Millennium Challenge conclu le 30 novembre 2015 entre les États-Unis d’Amérique, agissant par l’intermédiaire de la Millennium Challenge Corporation, et le Gouvernement du Royaume du Maroc, tel que modifié de temps à autre.</p> <p>« Gouvernement » désigne le gouvernement du Royaume du Maroc.</p> <p>« MCA-Morocco » désigne l’Agence MCA-Morocco, l’entité responsable désignée par le Gouvernement pour mettre en œuvre le Compact.</p>														
IC 1.1	La méthode de sélection basée sur la qualité et le coup SBQC .														
IC 1.3	<p>Le nom de la mission est : Maîtrise d’œuvre de la mise à niveau de 56 établissements scolaires répartis en deux lots :</p> <p>Lot 1 : dans la région de Fès - Meknès</p> <p>Lot 2 : dans la région Marrakech – Safi</p>														
IC 1.4	<p>Une conférence préalable à la soumission des propositions se fera par webinar via le lien https://zoom.us/j/144071988, le 07 janvier 2019 à 15h00 heure locale de Rabat, Maroc.</p> <p><u>Des visites des lieux seront organisées suivant le planning suivant :</u></p> <table><tr><th>Visite des lieux</th><th>Dates</th><th>Heure et Lieu de rencontre</th></tr><tr><td>Visite des lieux AREF Marrakech</td><td>17-déc.-18</td><td rowspan="2">09h00 à la Délégation d'Essaouira</td></tr><tr><td>Visite des lieux AREF Safi</td><td>18-déc.-18</td></tr><tr><td>Visite des lieux AREF Fès</td><td>20-déc.-18</td><td rowspan="2">09h30 à l'AREF de Fès</td></tr><tr><td>Visite des lieux AREF Méknès</td><td>21-déc.-18</td></tr></table> <p>La participation de tous les Consultants potentiels ou leurs représentants à la conférence de pré-soumission et aux visites des lieux est fortement recommandée, mais n’est pas obligatoire.</p>		Visite des lieux	Dates	Heure et Lieu de rencontre	Visite des lieux AREF Marrakech	17-déc.-18	09h00 à la Délégation d'Essaouira	Visite des lieux AREF Safi	18-déc.-18	Visite des lieux AREF Fès	20-déc.-18	09h30 à l'AREF de Fès	Visite des lieux AREF Méknès	21-déc.-18
Visite des lieux	Dates	Heure et Lieu de rencontre													
Visite des lieux AREF Marrakech	17-déc.-18	09h00 à la Délégation d'Essaouira													
Visite des lieux AREF Safi	18-déc.-18														
Visite des lieux AREF Fès	20-déc.-18	09h30 à l'AREF de Fès													
Visite des lieux AREF Méknès	21-déc.-18														
IC 1.5	<p>L’Agence MCA-Morocco fournira les installations et services suivants :</p> <p>« Aucun »</p>														
B. Contenu de la DP															
IC 8.1	<p>Les Consultants peuvent demander des clarifications par courriel au plus tard le 10 Janvier 2019, de manière à ce que les réponses soient communiquées à tous les Consultants au plus tard le 17 Janvier 2019.</p> <p>Les demandes de clarifications doivent être adressées exclusivement par email à :</p> <p>L’Agent de passation de marchés à l’ adresse suivante : procurement@mcamorocco.ma</p>														

C. Préparation des propositions	
IC 11.1	La proposition est présentée par écrit en français.
IC 12.2 (b)	Les consultants peuvent s'associer à d'autres consultants.
IC 12.2 (c)	Le budget estimatif pour la mission s'élève à 4 200 000,00 USD Ce budget est uniquement une estimation. La proposition financière du soumissionnaire ne sera pas rejetée si elle dépasse l'estimation sauf si elle est justifiée non raisonnable suite à l'analyse du caractère raisonnable des prix requise par le Program Procurement Guidelines (PPG).
IC 12.3 (a)	Des informations sur la capacité financière du Consultant sont requises (Formulaire TECH-2A qui figure à la Section IV A)
IC 12.3 (g)	La formation n'est pas un élément spécifique de la mission.
IC 12.5	Les indemnités journalières et les indemnités de déplacement à l'intérieur du pays seront comprises dans le prix total qui figure dans le Formulaire FIN-2
IC 15.1	<p>Les Propositions financières doivent être libellées comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pour les entreprises marocaines : la devise de la soumission est le Dirham marocain. • Pour les entreprises étrangères : <ul style="list-style-type: none"> ○ Si l'entreprise dispose d'un registre de commerce au Maroc*, la devise de l'offre doit être le Dirham marocain (MAD). ○ Si l'entreprise ne dispose pas de registre de commerce au Maroc, la devise doit être le dollar américain (USD). <p>*Une copie de l'extrait du registre de commerce (Modèle D) doit être fournie.</p> <p>Aucune autre monnaie n'est autorisée.</p> <p><i>Il est fortement conseillé aux consultants non-résidents désirant ouvrir un compte au Maroc en cas d'attribution de ce contrat, de se renseigner au préalable auprès d'un conseiller financier ou agent fiduciaire sur les conditions et modalités d'ouverture d'un tel compte et sur les éventuelles implications fiscales.</i></p>
IC 16.1	Les propositions doivent rester valables cent-vingt (120) jours après la date limite de soumission des propositions spécifiée à l'alinéa IC 18.1 de la DPDP.
D. Soumission et ouverture des propositions	

IC 17.2	Une procuration écrite est requise.
IC 17.3 à 17.10	<p>Les soumissions sous format papier ne seront pas acceptées.</p> <p>Les consultants doivent soumettre leurs propositions par voie électronique. L'Annexe 1 de la présente Section II (Données particulières de la demande de propositions) définit la procédure complète de soumission des propositions par voie électronique. Les Consultants qui soumettent leurs propositions par voie électronique (a) n'ont pas à soumettre des copies papier et (2) n'ont pas à soumettre plus d'une copie originale de la proposition technique et de la proposition financière.</p> <p>Les copies électroniques soumises par un Consultant ne doivent en aucun cas être ouvertes et évaluées simultanément (pendant le processus formel d'ouverture).</p>
IC 18.1	Les propositions doivent être soumises au plus tard le 25 Janvier 2019 à 15h00 heure locale de Rabat, Maroc.
IC 20.1	<p>L'ouverture des propositions se déroulera via une réunion en ligne (webinaire) sur la plateforme zoom.us (https://zoom.us) via le lien suivant : https://zoom.us/j/883150053, le 25 Janvier 2019 à 16h00 heure locale de Rabat, Maroc.</p> <p>Le Procès-verbal de la séance d'ouverture des propositions techniques sera envoyé aux consultants ayant soumissionné à la date limite indiquée à la clause IC 18.1.</p>
E. Évaluation des propositions	
IC 23.1	<p>Le score technique minimum (St) requis pour la qualification est de 75 sur 100.</p> <p>Pour plus de détails sur les critères d'attribution des scores, voir la Section III.</p>
IC 24.6	Le dépouillement des propositions financières se déroulera à travers une conférence en ligne (webinar) sur la plateforme Zoom (www.zoom.us). Les références et informations nécessaires à la participation (date, heures, liens web) à la conférence en ligne seront communiquées aux Consultants, ayant obtenu le score technique minimum de qualification, lors de leur invitation à y prendre part.
IC 24.8	<p>La seule monnaie pour la conversion des prix est le Dirham marocain pour des besoins d'évaluation.</p> <p>Aux fins d'évaluation des propositions, la source des cours de vente officiels est la suivante : le taux de change moyen de BANK AL MAGHRIB (http://www.bkam.ma/Marches/Principaux-indicateurs/Marche-des-changes/Cours-de-change/Cours-de-reference)</p> <p>La date du taux de change aux fins d'évaluation est le dixième (10^{ème}) jour avant la date limite de soumission des propositions.</p>
IC 24.9	<p>Le poids attribué à la proposition technique est T = 70%.</p> <p>Le poids attribué à la proposition financière est F = 30%.</p>

F. Attribution du Contrat	
IC 27.1	<p>Les négociations se tiennent à l'adresse indiquée ci-dessous :</p> <p style="text-align: center;">Agence MCA-Morocco Bureau de l'Agent de passation des marchés Complexe administratif et culturel de la Fondation Mohammed VI des œuvres sociales de l'Education - Formation, Avenue Allal EL FASSI- Madinat AL IRFANE Hay Riad, Rabat – Maroc</p> <p>La date prévue pour la négociation du contrat est de 10 jours après le dépouillement des propositions financières ;</p>
IC 29.1	<p>Le Système de contestation des soumissionnaires mis en place par l'Agence MCA-Morocco est disponible sur son site web www.mcamorocco.ma.</p>
IC 31.1	<p>La date de commencement des Services sera indiquée sur l'ordre de service fourni par l'Agence MCA-Morocco après la date d'entrée en vigueur du Contrat ; le lieu est au Maroc.</p>

Annexe 1 de la Section II – Données particulières de la demande de propositions Procédure de soumission des propositions par voie électronique

1. Le Consultant reçoit un lien de demande de fichier (par courrier électronique) et utilise ledit lien pour soumettre sa proposition complète. Pour éviter tout doute, Proposition Complète = Proposition Technique + Proposition Financière.
2. Le lien de demande de fichier expire à la date limite de soumission des propositions, prévue au point IC 18.1.
3. Tous les documents soumis (que ce soit des fichiers autonomes ou des fichiers dans des dossiers) doivent être en format PDF.
4. Les propositions financières, doivent être **sous forme de fichier PDF obligatoirement protégées par un mot de passe**. Cette condition est obligatoire afin que les propositions soit acceptées.

Dans le cas contraires, les propositions seront automatiquement rejetées.

5. Des instructions sur la façon de protéger les fichiers PDF par mot de passe dans Adobe Acrobat sont disponibles sur le site suivant: <https://helpx.adobe.com/acrobat/using/securing-pdfs-passwords.html>. Si vous ne disposez que d'Adobe Reader, il est conseillé de télécharger et d'installer un programme gratuit tel que PDFMate. Des instructions sur la manière de protéger les fichiers PDF par mot de passe dans PDFMate sont accessibles sur le site suivant: <http://www.pdfmate.com/feature-encrypt.html>
6. La proposition technique et la proposition financière doivent être soumises dans des fichiers PDF/ dossiers / dossiers compressés distincts.
7. La proposition technique et la proposition financière ne doivent pas dépasser 10 Go chacune.
8. Les consultants sont informés que la capacité de leur bande passante Internet déterminera la vitesse à laquelle leurs Propositions seront téléchargées via le lien de demande de fichier. Les consultants sont donc invités à lancer le processus de téléchargement de leurs Propositions via le lien de demande de fichier en temps utile avant l'expiration de la date limite de soumission des propositions.
9. Les consultants qui obtiennent le score technique minimum de qualification requis seront invités à fournir les mots de passe pour leur proposition financière à une date ultérieure. **Les consultants qui enverront les mots de passe pour leur proposition financière avant d'être officiellement invités à le faire verront leurs propositions automatiquement rejetées.**
10. La proposition technique et la proposition financière doivent être soumises via le lien de demande de fichier uniquement. Les propositions soumises par courrier électronique ne seront pas acceptées. En outre, seules les propositions complètes devront être soumises avant la date limite de soumission des propositions. Dans le cas où un Consultant soumet uniquement la proposition technique ou uniquement la proposition financière, sa proposition sera rejetée. De

même, dans le cas où un Consultant soumet uniquement sa proposition technique par copie papier et uniquement sa proposition financière par voie électronique - ou vice versa –ses propositions seront rejetées.

11. Les consultants doivent utiliser le nom de fichier pour les propositions comme suit :
 - a. Nom de fichier de la proposition technique : ES-26-TechPro [Nom du Consultant] MCA-Morocco]
 - b. Nom de fichier de la proposition financière : ES-26-FinPro [Nom du Consultant] MCA-Morocco]

Section III : Critères de qualification et d'évaluation

- 3.1 Statut juridique
Chaque entité dont est constitué le Consultant doit joindre au Formulaire TECH-1, une copie de ses actes constitutifs ou de tout autre document tenant lieu, indiquant son statut juridique. Dans le cas où le Consultant est une association d'entités, il doit joindre tout autre document montrant son intention de s'associer ou qu'il est associé à une ou d'autres entités qui déposent conjointement une proposition. Chaque associé doit fournir les informations requises dans le Formulaire TECH-1.
- 3.2 Critères financiers
Si requis par le point IC 12.3 des DPDP, le Consultant doit prouver qu'il a la capacité financière requise pour exécuter le contrat, comme l'exige le Formulaire TECH-2A. Chaque associé doit fournir les informations requises dans le Formulaire TECH-2A.
- 3.3 Critères de règlement des litiges et arbitrage
Le Consultant donnera des informations correctes sur tout litige actuel ou passé ou arbitrage lié à des contrats achevés, résiliés ou en cours d'exécution par le Consultant au cours des cinq (5) dernières années de la manière indiquée dans le Formulaire TECH-2B. Un historique consistant de sentences arbitrales rendues contre le consultant, ou l'existence d'un litige portant une valeur très élevée peut conduire au rejet de la Proposition. Chaque associé doit fournir les informations requises dans le Formulaire TECH-2B.
- 3.4 Critères d'évaluation
Toute proposition ayant obtenu un score minimum total inférieur à **75 points** sera rejetée. Toute proposition ne satisfaisant pas aux critères obligatoires figurant dans le tableau ci-dessous peut être rejetée, à la seule discrétion de l'Agence MCA-Morocco. Par ailleurs, toute proposition d'un Consultant dont un membre du Personnel clé ne satisfait pas aux exigences obligatoires peut être rejetée, à la seule discrétion de l'Agence MCA-Morocco.

Réf	Eléments
Critère obligatoire 1	Néant

Critères, sous-critères et système de points pour l'évaluation des propositions techniques.		
IC 23.1	Critères et sous-critères	Points
	1. La capacité organisationnelle et expérience du consultant : Le consultant doit fournir une description résumée de son organisation. Cette description devrait notamment inclure l'organigramme de la structure. Il est également à noter que (i) la proposition doit préciser la répartition du nombre de jours de mission de chacun des experts (réparti entre le terrain et le siège du cabinet). Le consultant doit justifier la pertinence de son expérience dans l'exécution des projets et des prestations de nature semblable, y compris la taille, la valeur, et le volume des	

	contrats pertinents exécutés ou en cours d'exécution. Les preuves doivent inclure les expériences réussies du prestataire dans l'exécution d'au moins un (1) projet de nature et de complexité similaires au cours des dix (10) dernières années. En plus, le consultant doit avoir l'expérience dans le domaine des BTP où il y a une forte implication avec d'autres contractants et parties prenantes. Ce critère a pour but de démontrer que le consultant dispose des compétences humaines, matérielles et logistiques lui permettant de se mobiliser pour exécuter la prestation objet de ce contrat. (Maximum 10 pages)	
	Capacité organisationnelle	7
	Exécution de projets de nature et de complexité similaire(BTP) au cours des 10 dernières années attestées par des attestations de références (5 points par références).	15
	Expérience dans des projets similaires et dans le cadre de marchés financés par des bailleurs de fonds Conformément aux Directives de la Passation des Marchés de MCC, l'Agence MCA-Morocco considère, les performances passées du Consultant dans le cadre des contrats financés par MCC, comme un critère, dans l'évaluation de la proposition technique du consultant. L'Agence MCA-Morocco se réserve le droit de contacter les références mentionnées au niveau de Formulaire TECH- 5 ainsi que d'autres sources pour vérifier les références et les performances passées	3
	Nombre total de points pour le critère n°1	25
	2. Démarche, méthodologie et plan de travail : Le consultant sera évalué notamment sur la démarche, la méthodologie et le plan de travail proposés y compris le chronogramme des activités et des livrables, l'organisation de la mission et la dotation en personnel selon un schéma clair, logique et approprié. Il est important de préciser que le consultant doit inclure lors de son approche méthodologique la période de base et les périodes optionnelles. La proposition technique pour ce volet est structurée en 4 chapitres (introduction, approche et méthodologie, planning d'exécution, organisation et staff). (Maximum 20 pages)	
	Démarche, méthodologie proposées et Organisation de la mission	15
	Plan de travail proposé y compris le chronogramme des activités et des livrables	5
	Dotation en personnel par équipe et son niveau d'effort (siège-terrain Tech-9)	10
	Nombre total de points pour le critère n°2	30
	3. Qualification du personnel clé de la mission : Les qualifications de l'équipe seniors sera d'une grande importance, notamment celles du chef de mission. Les CV des	

	experts précisant leurs qualifications, compétences et expériences en lien avec l'objet de la prestation doivent témoigner d'une expérience avérée et de performances passées dans l'exécution des projets similaires. L'éducation et la formation y compris le niveau de connaissances en français et en arabe sont nécessaires. (Maximum 10 pages par CV)	
	Chef de mission	15
	Equipe spécialistes seniors	30
	<i>Ingénieur Génie Civil</i>	5
	<i>Architecte</i>	5
	<i>Ingénieur électricien</i>	4
	<i>Ingénieur en fluides</i>	4
	<i>Chef d'équipe environnemental et social</i>	5
	<i>Spécialiste en réinstallation/aspects fonciers</i>	4
	<i>Spécialiste en santé/sécurité</i>	3
	Nombre total de points pour le critère n°3	45
	Nombre total de points pour tous les critères	100
	Le score technique minimum requis (St) pour la qualification est de	75
	Si aucun des scores techniques attribués par le Panel d'évaluation technique n'atteint ou ne dépasse le minimum requis, l'agence MCA-Morocco se réserve le droit d'inviter le Consultant ayant le score technique le plus élevé à négocier sa proposition technique et sa proposition financière. Si les négociations ne donnent pas lieu à un contrat acceptable dans un délai raisonnable, l'agence MCA-Morocco se réserve le droit, à sa seule discrétion, de mettre fin aux négociations et d'inviter — encore une fois, à sa seule discrétion — le Consultant ayant reçu le deuxième score technique (St) le plus élevé à négocier sa proposition technique et sa proposition financière.	
IC 24.10	La formule de calcul du score financier est la suivante : $Sf = 100 \times Fm / F$ où Sf est le score financier, Fm est la proposition financière la moins disante et F le prix de la proposition examinée. Les poids T et F appliqués à la proposition technique et à la proposition financière sont : T = 0.7 et F = 0.3	

3.5 Tableau de qualification

Documents établissant la qualification du Consultant

Facteur	3.5.1 ELIGIBILITE						
	Exigence	Consultant					Documents requis
		Entité unique	Co-entreprise ou association			Sous-traitant	
			Tous les membres	Chaque membre	Au moins un membre		
3.5.1.1 Qualification et éligibilité	Conformément à la clause IC 5.1 à 5.4, et 5.9	Doit satisfaire aux exigences	Co- entreprise existante ou prévue ou autre association doit satisfaire aux exigences	Doit satisfaire aux exigences	N/D	Doit satisfaire aux exigences	TECH-1 et pieces jointes
3.5.1.2 Conflit d'intérêt	Absence de conflit d'intérêt tel que décrit aux clauses IC 5.5 à IC 5.8 à moins que le conflit d'intérêt n'ait été atténué et l'atténuation approuvée par MCC.	Doit satisfaire aux exigences	Co- entreprise existante ou prévue ou autre association doit satisfaire aux exigences	Doit satisfaire aux exigences	N /D	Doit satisfaire aux exigences	TECH-1 et pieces jointes
3.5.1.3 Inéligibilité et exclusion	Ne pas avoir été déclaré inéligible sur la base d'un des critères visés au point IC 5.10	Doit satisfaire aux exigences	Co- entreprise existante ou prévue ou autre association doit satisfaire aux exigences	Doit satisfaire aux exigences	N/D	Doit satisfaire aux exigences	TECH-1 et pièces jointes

Le Consultant doit fournir les informations requises dans les fiches d'informations correspondantes qui figurent à la Section IV, Formulaire de demande de propositions, pour

prouver qu'il satisfait aux exigences visées ci-dessous. **Les sous-traitants qui composent l'équipe ne pourront être remplacés sans l'autorisation préalable de l'Agence MCA-Morocco.**

Facteur	3.5.2 ANTÉCÉDENTS D'INEXÉCUTION DE CONTRATS						
	Exigence s	Consultant					Document s Requis
		Entité unique	Joint Venture ou Association			Sous- traitant	
			Tous les membres	Chaque membre	Au moins un membre		
3.5.2.1 Litiges en cours	L'ensemble des procès, litiges, arbitrages, actions en justice, plaintes, enquêtes ou différends en suspens, ne doit pas représenter plus de dix pourcent (10%) des avoirs nets du Consultant .	Doit satisfaire elle-même aux exigences, y compris en tant que membre passé ou existant d'une co-entreprise ou autre association (non obligatoires si elle a été dans le passé membre d'une co-entreprise ou autre association ayant une part de moins de vingt pourcent (20%) dans le contrat).	N/D	Doit satisfaire elle-même aux exigences, y compris en tant que membre passé ou existant d'une co-entreprise ou autre association (non obligatoires si elle a été dans le passé membre d'une co-entreprise ou autre association ayant une part de moins de vingt pourcent (20%) dans le contrat).	N/D	Doit satisfaire elle-même aux exigences ou en tant que Sous-traitant principal, ou membre passé ou existant d'une co-entreprise ou autre association (non obligatoire si elle a été dans le passé membre d'une co-entreprise ou autre association ayant une part de moins de vingt pourcent (20%) dans le contrat).	Formulaire TECH-2B

Facteur	3.5.3 SITUATION FINANCIÈRE						
Sous-Facteur	Exigence	Consultant					Documents requis
		Entité unique	Co-entreprise			Sous-traitant	
			Tous les membres	Chaque membre	Chaque membre		
3.5.3.1 Performances financières	Présentation de la preuve que la situation financière du Consultant lui permet de mobiliser et de fournir les Services	Doit satisfaire aux exigences	N/D	Doit satisfaire aux exigences	N/D	N/D	Formulaires TECH-2A, TECH-2B et Formulaire TECH-4
3.5.3.2 Ressources financières	Le Consultant doit prouver l'accès à des ressources financières ou la disponibilité de telles ressources comme des actifs liquides, des biens immobiliers non grevés d'hypothèque, des lignes de crédit, et autres moyens financiers.	Doit satisfaire aux exigences	Doit satisfaire aux exigences	Doit satisfaire aux exigences	N/D	N/D	Formulaires TECH-2A, TECH-2B et Formulaire TECH-4

Facteur	3.5.4 EXPERIENCE						
Sous-Facteur	Exigence	Consultant					Documents requis
		Entité unique	Co-entreprise			Sous-traitant	
			Tous les membres	Chaque membre	Au moins un membre		
3.5.4.1 Capacité et expérience technique de l'entreprise	Voir le tableau des critères à l'alinéa 3.4 et les domaines spécifiques des TdR	Doit satisfaire aux exigences	Doit satisfaire aux exigences	N/D	Doit satisfaire aux exigences	N/D	Formulaire TECH-3 / Form TECH-6
3.5.4.2 Expérience générale et spécifique	Voir le tableau des critères à l'alinéa 3.4 et les domaines spécifiques des TdR	Doit satisfaire aux exigences	Doit satisfaire aux exigences	N/D	Doit satisfaire à chacune des exigences	Doit satisfaire au moins à une exigence particulière	Formulaire TECH-4

Section IV A. Formulaires des propositions techniques

L'inscription de tout prix dans ces formulaires techniques entraînera l'irrecevabilité de la proposition (voir sous-clause IC 12.4).

Formulaire TECH-1 Formulaire de Soumission de la Proposition Technique

Formulaire TECH-2A Capacité financière du Consultant

Formulaire TECH-2B Procès, litiges, arbitrages, actions en justice, plaintes, enquêtes et différends actuels et passés auxquels le Consultant est partie

Formulaire TECH-3 Organisation du Consultant

Formulaire TECH-4 Expérience du Consultant

Formulaire TECH-5 Références des contrats financés par MCC

Formulaire TECH-6 Description de l'approche, de la méthodologie et du programme de travail proposé pour l'exécution de la mission

Formulaire TECH-7 Commentaires et suggestions sur les Termes de référence et la mission

Formulaire TECH-8 Composition de l'Equipe et répartition des tâches

Formulaire TECH-9 Plan de dotation en personnel

Formulaire TECH-10 Programme de travail et des livrables

Formulaire TECH-11 Curriculum Vitae (CV) du Personnel clé professionnel proposé

Note : Les commentaires entre crochets qui figurent dans les pages suivantes sont destinés à vous aider à préparer la Proposition technique et ne doivent par conséquent pas figurer dans la proposition technique à soumettre.

Tous les formulaires doivent être soumis pour chaque Lot pour lequel le Consultant choisi de soumissionner.

Formulaire TECH-1 Formulaire de soumission de la proposition technique

Formulaire à soumettre pour chaque Lot

[Lieu, Date]

À : **M. Abdelghni LAKHDAR**, Directeur Général

Adresse : Agence MCA-Morocco, Complexe administratif et culturel de la Fondation Mohammed VI des œuvres sociales de l'Education - Formation, Avenue Allal EL FASSI- Madinat AL IRFANE Hay Riad, Rabat- Maroc

Monsieur,

Re : « La sélection d'un bureau d'études techniques (Infrastructure-PES) pour la maîtrise d'œuvre de la mise à niveau de 56 établissements scolaires répartis en deux lots :

Lot 1 : dans la région de Fès - Meknès

Lot 2 : dans la région Marrakech – Safi

Ref : DP/QCBS/MCA-M/ES-26/Compact-PP-04

Nous, soussignés, vous proposons nos services à titre de Consultant, pour la mission susmentionnée conformément à votre demande de propositions (DP) en date du **[Insérer la date]** et à notre proposition.

Nous déclarons par la présente que nous ne sommes pas engagés dans des activités interdites décrites dans la politique de MCC en matière de lutte contre le Commerce des êtres humains, et que nous nous engagerons pas, ne faciliterons pas et n'autoriserons pas ces activités interdites tout au long de la durée du Contrat. Par ailleurs, nous garantissons que les activités interdites décrites dans la politique de MCC en matière de lutte contre le commerce des êtres humains ne seront pas tolérées de la part de nos employés, de nos sous-traitants ou de la part des employés de nos sous-traitants. Enfin, nous reconnaissons que notre engagement dans de telles activités constituera un motif de suspension ou de résiliation de l'emploi ou du contrat.

Nous avons pris connaissance de la Politique de MCC en matière de prévention, de détection et de correction de la fraude et de la corruption dans le cadre des activités de MCC². Nous avons pris des mesures visant à garantir qu'aucune personne agissant pour notre compte ou en notre nom ne s'est engagée dans des pratiques de corruption ou de fraude telles que décrites à la clause 3 des IC. Dans ce cadre, nous certifions que :

- (a) Les prix figurant dans la proposition ont été fixés de manière indépendante, sans aucune consultation, communication ou accord avec d'autres soumissionnaires ou concurrents en vue de restreindre la compétition relative :
 - (i) Auxdits prix ;
 - (ii) À l'intention de soumettre une proposition;
 - (iii) Aux méthodes ou facteurs de calcul des prix proposés.

² Disponible sur le site web : www.mcc.gov/resources/doc/policy-fraud-and-corruption

- (b) Nous ne divulguons pas volontairement les prix figurant dans cette proposition, directement ou indirectement, à d'autres soumissionnaires ou concurrents avant l'ouverture des propositions ou l'attribution du contrat, sauf disposition contraire prévue par la loi ;
- (c) Nous ne tentons pas et ne tenterons pas de persuader un candidat de soumettre ou de ne pas soumettre une proposition dans le but de limiter la concurrence.
- (d) Nous ne nous trouvons pas en situation de conflit d'intérêt en vertu de la Clause 5.5 des ITB *[insérer, si nécessaire: « autre que dans les cas énumérés ci-après »] [Dans le cas où une ou plusieurs situations de conflit d'intérêt a/ont été énumérée(s), insérer : « Nous proposons les atténuations suivantes pour nos situations de conflit d'intérêt : [Insérer la description des situations de conflit d'intérêt, ainsi que les atténuations proposées.]»].*

Nous vous soumettons par les présentes notre proposition, qui comprend la proposition technique et la proposition financière sous enveloppe/colis cacheté (e) séparé(e), clairement marqué(e).

Nous vous soumettons notre proposition conjointement avec :

[Insérer la liste comportant le nom complet et l'adresse de chaque Consultant associé].³

Nous déclarons par les présentes que toutes les informations et déclarations figurant dans la proposition sont exactes et acceptons que toute fausse déclaration contenue dans ladite proposition puisse entraîner notre disqualification.

Nous joignons à la présente proposition des informations confirmant notre éligibilité, conformément à la section III de la DP.

Si les négociations ont lieu pendant la période initiale de validité de la proposition, nous nous engageons à négocier sur la base du personnel professionnel clé désigné dans notre proposition.

Notre proposition a pour nous force obligatoire sous réserve des modifications résultant de la négociation du contrat, et nous nous engageons, si nous sommes retenus, à commencer les services nécessaires à la mission au plus tard à la date indiquée dans la DP.

Nous comprenons et acceptons sans condition que, conformément à la clause 28.1 des IC, toute contestation ou remise en cause de la procédure ou des résultats de passation de marchés se fera uniquement par le biais du Système de Contestation des Soumissionnaires (SCS) de l'Agence MCA-Morocco.

Il est entendu que vous n'êtes pas tenus d'accepter aucune des propositions reçues.

Veuillez agréer, Mesdames/Messieurs, l'assurance de notre considération distinguée,

³ [Supprimer si aucune association n'est envisagée.]

[Signataire autorisé]

[Nom et titre du signataire]

[Nom du Consultant]

[Adresse du Consultant]

Annexes :

1. Procuration confirmant que le signataire de la proposition est dûment autorisé à signer la proposition au nom du Consultant et de ses associés ;
2. Acte(s) constitutif(s) (ou autres documents justifiant le statut juridique) ;
3. Accords de constitution de co-entreprise ou d'association (le cas échéant, mais sans divulguer d'informations sur la proposition financière).
4. **[Tous les autres documents requis en vertu des DPDP]**

Formulaire TECH-2A Capacité financière du Consultant

Formulaire à soumettre pour chaque Lot

L'Agence MCA-Morocco se réserve le droit de demander des informations supplémentaires sur la capacité financière du consultant. Tout Consultant qui se trouve dans l'incapacité de démontrer à travers ses dossiers financiers qu'il a la capacité financière d'exécuter les Services requis peut être disqualifié.

Le Consultant doit avoir une capacité financière importante pour mobiliser et offrir certains types de services en vertu desquels il doit engager des dépenses importantes avant d'être payé par l'Agence MCA-Morocco. Dans ces circonstances, la demande de propositions comprendra une évaluation de la capacité financière en plus de l'évaluation qualitative effectuée au moyen du Formulaire Tech-4. Le Formulaire Tech-2A comprend les exigences relatives aux documents requis pour évaluer la capacité financière. Les documents requis sont :

- *Les états financiers audités des trois (3) dernières années, accompagnés des lettres des auditeurs.*

OU

- *Les états financiers certifiés des trois (3) dernières années, accompagnés des déclarations fiscales.*

Dans le cas où l'un quelconque de ces documents n'est pas produit pour démontrer la capacité financière, la proposition sera rejetée.

Dans le cas où la proposition est soumise par une co-entreprise, toutes les parties de la co-entreprise doivent soumettre les renseignements requis relatifs à la capacité financière. Les rapports doivent être soumis selon l'ordre d'importance de l'associé dans la co-entreprise, du plus important au moins important.

Informations Financières (MAD ou USD)	Information historique pour les trois (3) derniers exercices (du plus récent au plus ancien (MAD ou USD))		
	Exercice 1	Exercice 2	Exercice 3
Informations extraites du Bilan			
(1) Total Actifs (TA)			
(2) Actifs circulants (AC)			
(3) Total Passif (TP)			
(4) Passif circulant (PC)			

Informations extraites de la Déclaration de revenus			
(5) Chiffre d'affaires total (Total Revenue)			
(6) Bénéfices avant Impôt (BAI)			
Actif Net Comptable (Comptabilité française) ou Net Worth (English Accounting)			
Ratio de liquidité générale (Current ratio) (2) / (4)			
Actifs circulants nets			
Marge bénéficiaire nette % (Résultat net plus amortissement / Chiffre d'affaires (Gross revenue))			

Signataire Mandaté

Nom et titre du Signataire

Nom du Consultant

Formulaire TECH-2B Procès, litiges, arbitrages, actions en justice, plaintes, enquêtes et différends actuels ou passés impliquant le Consultant

Formulaire à soumettre pour chaque Lot

[Fournir des informations sur les procès, litiges, arbitrages, actions en justice, plaintes, enquêtes et différends actuels ou passés des cinq (5) dernières années comme indiqué sur le formulaire ci-dessous.]

Le Consultant, ou une société, une entité ou une filiale apparentée, a-t-il été, au cours des cinq (5) dernières années, impliqué dans un procès, un litige, un arbitrage, une action en justice, une plainte, une enquête ou un différend dont la procédure ou l'issue pourrait raisonnablement être interprétée par l'Agence MCA-Morocco comme pouvant avoir un impact sur la situation financière ou opérationnelle du Consultant de manière à affecter négativement sa capacité à satisfaire à l'une quelconque de ses obligations en vertu du Contrat ?

Non : _____ Oui : _____ (voir ci-après)

Litiges, arbitrages, actions en justice, plaintes, enquêtes et différends au cours des cinq (5) dernières années

Année	Objet du contentieux	Valeur de la décision rendue contre le Consultant en équivalent de USD :

Formulaire TECH-3 Organisation du Consultant

Formulaire à soumettre pour chaque Lot

[Fournir un résumé du profil et de l'organisation de votre cabinet/entité et de chacun de vos associés dans le cadre de cette mission (décomposition des parts de chaque associé dans votre cabinet/entité, nombre d'employés, date de création du cabinet/entité...). Inclure l'organigramme de votre cabinet/entité. La proposition doit montrer que le Consultant dispose des capacités organisationnelles et de l'expérience nécessaires pour fournir au siège, un système de gestion de projet relatif au Contrat et à son équipe projet dans le pays, un appui administratif et technique. La proposition doit en outre montrer que le Consultant peut travailler hors siège et fournir rapidement du personnel remplaçant expérimenté.

Maximum 10 pages

Formulaire TECH-4 Expérience du Consultant

Formulaire à soumettre pour chaque Lot[Fournir dans le tableau ci-dessous des informations sur les missions pertinentes pour lesquelles votre cabinet et chacun de vos associés ont été dûment engagés à titre individuel, soit en tant que seule société soit comme l'une des principales sociétés au sein d'une association, pour exécuter des Services de consultants similaires à ceux demandés dans les Termes de référence de la présente DP. Cela doit comprendre **les missions similaires financées par MCC**. Ne pas fournir d'informations sur une expérience dans un quelconque projet financé par MCC peut entraîner le rejet de la proposition . La proposition doit démontrer que le Consultant a réalisé avec succès des projets similaires en termes de contenu, de complexité, de valeur, de durée et de volume liés aux services sollicités dans cette demande de propositions.

Le Consultant est tenu de fournir des attestations de référence ou de bonne exécution relatives aux études et suivi des travaux de construction, achevées avec réussite pendant les dix (10) dernières années, dûment signées et vérifiables qui confirment le type de travaux exécutés et la qualité de l'expérience professionnelle inscrite dans ce formulaire TECH-4.

Maximum 20 pages]

Nom de la mission :	Montant approximatif du contrat (en USD courant) :
Pays : Lieu dans le pays :	Durée de la mission (en mois) :
Nom du client :	Nombre des mois de travail des professionnels pour la mission :
Courriel et numéro de téléphone des contacts donnés à titre de référence	Fournir les coordonnées d'au moins trois (3) personnes susceptibles de fournir des informations substantielles sur (1) le type de travail effectué et (2) la qualité du travail. Pour chaque référence, indiquez un contact, son poste, son adresse, son numéro de téléphone et son courriel
Adresse :	Montant approximatif des services fournis par votre cabinet en vertu du contrat (en USD courant) :
Date de début (mois/année) : Date d'achèvement (mois/année) :	Nombre de mois de travail des professionnels fournis par les Consultants associés :
Nom des Consultants associés (le cas échéant) :	Nom des responsables de votre cabinet participant à la mission, et les tâches réalisées (indiquer les responsables, par exemple

	directeur/coordonnateur du projet, Responsable de l'équipe) :
Descriptif du projet : Description des demandes de mobilisation du projet et de la manière dont votre cabinet a géré les besoins administratifs, logistiques et financiers requis pour cette mobilisation.	
Description des services effectivement rendus par votre personnel dans le cadre de la mission :	

Nom du cabinet: _____

Formulaire TECH-5 Références des contrats financés par MCC

Formulaire à soumettre pour chaque Lot

Le Consultant ou le membre d'une co-entreprise/d'une association qui compose le Consultant doit compléter ce formulaire et fournir des informations sur tous les contrats financés par MCC (exécutés soit directement avec MCC, soit avec une Entité du Millennium Challenge Account, où que ce soit dans le monde) auxquels le Consultant ou un membre d'une co-entreprise/d'une association qui compose le Consultant est ou a été partie, que ce soit à titre de Consultant principal, d'affilié, d'associé, de filiale, de sous-traitant ou à tout autre titre.

Contrats avec MCC			
Nom et numéro du Contrat	Prise part dans le Contrat	Montant total du Contrat	Nom et adresse du Maître d'ouvrage

Contrats avec une Entité MCA			
Nom et numéro du Contrat	Part prise dans le Contrat	Montant total du Contrat	Nom et adresse du Maître d'ouvrage

Formulaire TECH-6 Descriptif de l'approche, de la méthodologie et du programme de travail proposés pour accomplir la mission

Formulaire à soumettre pour chaque Lot

Le Consultant doit fournir dans cette section une description détaillée de la manière dont il entend fournir les services requis conformément aux Termes de référence (TdR) inclus dans la DP. Ces informations doivent être suffisamment détaillées pour convaincre le Panel d'évaluation technique que le Consultant comprend les défis liés à l'exécution des services requis et que son approche, sa méthodologie et son programme de travail pourront lui permettre d'y faire face.

Votre proposition technique doit comporter les trois (3) chapitres suivants :

- (a) Approche technique et méthodologie ;
 - (b) Programme de travail proposé ;
 - (c) Organisation et plan de dotation en personnel.
- (a) Approche technique et méthodologie. Vous devez expliquer dans ce chapitre la manière dont vous comprenez les objectifs de la mission, votre approche par rapport aux services, la méthodologie que vous adopterez pour réaliser les tâches et atteindre les résultats escomptés, ainsi que le niveau de détail des livrables. Vous devez indiquer les difficultés à résoudre et leur ampleur, et décrire l'approche technique que vous entendez adopter pour traiter ces difficultés. Vous devez également décrire les méthodologies que vous proposez d'adopter et souligner la compatibilité de ces méthodologies avec l'approche proposée. Vous devez par ailleurs décrire les équipements et/ou logiciels nécessaires pour la prestation des services mentionnés dans les Termes de référence.
- (b) Programme de travail proposé. Vous devez indiquer dans ce chapitre les principales tâches de la mission, leur contenu et leur durée, l'échelonnement des tâches et les liens qui existent entre elles, les étapes principales (y compris les approbations provisoires par l'Agence MCA-Morocco) et les dates de remise des rapports. Le programme de travail proposé doit être en cohérence avec l'approche technique et la méthodologie, montrant votre compréhension des TdR et votre capacité à les traduire en un programme de travail réaliste. Une liste des documents à produire, y compris les rapports, les plans et dessins techniques et les tableaux à livrer, doit être fournie. Le programme de travail doit respecter le calendrier des travaux et des livrables qui figurent au Formulaire TECH-10.
- (c) Organisation et plan de dotation en personnel. Dans le cadre de ce chapitre, vous devez proposer la structure et la composition de votre équipe. Vous devez énumérer les principaux volets de la mission, le personnel clé et le personnel technique et le personnel d'appui proposé.

Note : Lorsque les Termes de référence comprennent des tâches favorisant l'égalité des sexes et l'intégration sociale, la proposition doit clairement décrire comment le Consultant entend intégrer ces tâches au sein de l'approche technique, de la méthodologie, du programme de travail proposé, de l'organisation et du programme de dotation en personnel. Il est entendu que ce type de compétences et d'expérience peut ne pas s'inscrire dans le cadre des services normaux de certains Consultants, et, par conséquent, il convient de prêter une attention particulière à l'importance d'une proposition interdisciplinaire et d'un programme de dotation en personnel adéquats.

Maximum 50 pages, tableaux et diagrammes inclus]

Formulaire TECH-7 Observations et suggestions sur les Termes de référence et la mission

Formulaire à soumettre pour chaque Lot

[L'Agence MCA-Morocco est ouverte à toute observation ou suggestion visant à améliorer de la mission pour un meilleur rapport coût/efficacité. Ces observations et suggestions ne serviront pas à des fins d'évaluation, mais pourront être discutés au cours des négociations. L'Agence MCA-Morocco n'est pas tenue d'accepter les propositions. Si les modifications/suggestions proposées nécessitent de modifier le prix proposé, il faudra le signaler, sans indiquer le prix d'une telle modification.

Maximum 5 pages]

A: Observations et suggestions sur les Termes de référence

[Veuillez présenter et justifier vos modifications ou améliorations proposées aux Termes de référence pour optimiser la capacité d'exécution de la mission (en supprimant par exemple, certaines activités que vous jugez inutiles ou en proposant d'autres, ou un échelonnement différent des activités).]

B: Observations et suggestions sur le personnel et les installations à fournir

[Veuillez insérer vos observations sur le personnel et les installations devant être fournis par l'Agence MCA-Morocco.]

Formulaire TECH-8 Composition de l'équipe et répartition des tâches

Formulaire à soumettre pour chaque Lot

Personnel professionnel clé				
Nom de l'employé	Organisation	Domaine d'expertise	Poste	Tâches confiées à chacun des membres de l'équipe

Personnel de support				
Nom de l'employé	Organisation	Domaine d'expertise	Poste	Tâches confiées à chacun des membres de l'équipe

Formulaire TECH-9. Programme de dotation en personnel (Personnel clé et personnel d'appui)Formulaire à soumettre pour chaque Lot**Le Consultant doit utiliser ce formulaire une fois pour chaque Lot**

		Effectif (sous forme de diagrammes à barres) ¹													Total des apports de personnel par mois			
			1 ²	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	N	Au siège	Sur le terrain ³	Total	
Personnel étranger																		
1		[Siège]																
		[Terrain]																
2		[Siège]																
		[Terrain]																
3		[Siège]																
		[Terrain]																
n		[Siège]																
		[Terrain]																
										Sous-total								
Personnel local																		
1		[Siège]																
		[Terrain]																
2																		
n																		

Personnel d'appui	Sous-total			
	Total			

1. L'effectif doit être indiqué par personne pour le Personnel professionnel clé et par catégorie pour le personnel d'appui (par exemple : rapporteurs, personnel administratif).
2. Les mois sont calculés à compter du début de la mission. Pour chaque catégorie d'employés, veuillez indiquer séparément le personnel qui travaille au siège et celui qui travaille sur le terrain.
3. Le travail de terrain désigne les activités effectuées hors du siège du Consultant.

Effectif du personnel à plein temps :

Effectif du
personnel à temps
partiel :

Formulaire TECH-10 Calendrier des activités et des livrables

Formulaire à soumettre pour chaque Lot

Le Consultant doit utiliser ce formulaire une fois pour chaque Lot

	Tâche	Mois											
		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	Rapport de démarrage												
Mission 1: Diagnostic/Études													
Diagnostic													
2	Diagnostic A												
2.1	Diagnostic (y compris le Diagnostic GIS et le Diagnostic PES/PAR)												
2.2	Rapport Diagnostic avec les besoins infra des PEI intégrés (28 sites) et programme physique												
3	Diagnostic B												
3.1	PEPP-Adaptation												
3.2	Un état de référence des projets												
3.3	Plan et mise en œuvre du plan de communication et de consultation publique												
Etudes													
4	Etude A: Etudes techniques												
4.1	APS (28 sites)												
4.2	APD (28 sites)												
4.3	PE & DCE (28 sites)												
5	Etude B: Études PES/PAR												
5.1	Plans d'Action de												

	Réinstallation (PAR)												
5.2	PGES Spécifiques / Études /SS, VIH, Genre, Risques												
5.3	Plan et mise en œuvre du plan de communication et de consultation publique - Mise en œuvre												
5.4	PEPP-Mise en œuvre												
5.5	Application PAR												
Mission 2 Exécution (Contrôle et surveillance des travaux y compris Application PES/PAR)													
6	Exécution												
6.1	Remise des rapports mensuels incluant : - Contrôle et surveillance des travaux ; - PGES spécifiques / surveillance ; PEPP-Suivi et surveillance / Exécution												
6.2	Réceptions Provisoires												
	Réceptions Définitives												

[Veuillez indiquer les principales activités de la mission, y compris les livrables et les autres étapes principales, telles que les approbations par l'Agence MCA-Morocco. Pour les missions qui comportent plusieurs phases, veuillez indiquer séparément les activités, les livrables et les étapes principales de chaque phase. Veuillez indiquer la durée des activités sous forme d'un diagramme à barres. Veuillez consulter les TdR pour la liste complète des livrables. L'exemple type susmentionné (à remplir par le Consultant selon les TdR) vous servira d'indicateur de la charge de travail proposée. La soumission sera évaluée dans le cadre de l'approche technique et de la méthodologie.]

Formulaire TECH-11 Modèle de Curriculum Vitae (CV) du personnel professionnel clé proposé

Formulaire à soumettre pour chaque Lot

- | | | |
|------------|---|--|
| 1. | Poste proposé | [un seul candidat sera désigné pour chaque poste] |
| 2. | Nom du cabinet | [Insérer le nom du cabinet proposant le personnel] |
| 3. | Nom de l'employé | [insérer le nom complet] |
| 4. | Date de naissance | [Insérer la date de naissance] |
| 5. | Nationalité | [Insérer la nationalité] |
| 6. | Formation | [Résumer pour chaque employé les études universitaires et autres études spécialisées de l'employé, en indiquant le nom des écoles ou universités fréquentées, les diplômes obtenus et des dates d'obtention] |
| 7. | Affiliation à des associations professionnelles | |
| 8. | Autres formations | [Indiquer les diplômes supérieurs et toute autre formation] |
| 9. | Pays de l'expérience professionnelle | [Citer les pays où l'employé a servi au cours des 10 dernières années] |
| 10. | Langues | [Indiquer, pour chaque langue, le niveau de connaissance : bon, moyen ou médiocre en ce qui concerne la langue lue/écrite/parlée] |
| | | <div style="display: flex; justify-content: space-around;"> Langue Parlée Lue Ecrit </div> |
| 11. | Expérience professionnelle | [Dresser la liste des emplois exercés par l'employé depuis la fin de ses études par ordre chronologique inverse, en commençant par son poste actuel. Pour chacun, indiquer (voir modèle ci-dessous) les dates, le nom de l'employeur et le titre du poste occupé.]
De [année] : À [année] :
Employeur :
Poste(s) occupé(s) : |
| 12. | Attributions | [Citer les tâches confiées à l'employé dans le cadre de la présente mission] |
| 13. | Missions antérieures les plus utiles à ses attributions dans le cadre de la mission : | [Parmi les missions auxquelles l'employé a pris part, fournir les informations suivantes pour les missions les plus utiles à ses attributions visées au point 12.]

Nom de la mission ou du projet :
Année :

Lieu : |

Client :

Caractéristiques
principales du projet :
Poste occupé :

Activités réalisées :

14. Références :

[Fournir au moins trois attestations de travail ou trois lettres de recommandation délivrées par les superviseurs, pour des missions accomplies par le Personnel clé.] [L'Agence MCA-Morocco se réserve le droit de contacter d'autres sources et de vérifier les références de l'employé, en particulier les performances passées dans les projets financés par MCC.]

15. Attestation :

Je, soussigné, certifie qu'à ma connaissance, le présent CV rend fidèlement compte de ma situation, de mes qualifications et de mon expérience professionnelle. Je reconnais que toute fausse déclaration volontairement faite dans le présent CV pourra entraîner ma disqualification ou mon renvoi dans le cas où je serais retenu.

Je, soussigné, m'engage par les présentes à participer avec le **[Consultant]** à la demande de propositions susmentionnée. Je déclare en outre que je suis apte et disposé à travailler :

1. pour la/les périodes prévue(s) dans les Termes de référence spécifiques joints à la présente demande de propositions, et à occuper le poste pour lequel mon CV a été inclus dans la proposition du Consultant et
2. pendant la période d'exécution du Contrat.

Signature du membre du Personnel
professionnel clé

Dans la cas où le présent formulaire NE porte PAS la signature du membre du personnel professionnel clé, alors en signant ci-dessous, le représentant habilité du Consultant déclare ce qui suit :

« Compte dûment tenu de ma signature apposée ci-dessous, si le membre du personnel professionnel clé N'a PAS signé ce CV, je déclare que les informations qu'il contient sont, à ma connaissance, vraies et exactes ET JE confirme qu'après m'être entretenu avec ce dernier, j'ai obtenu l'assurance qu'il restera disponible pour cette mission si le contrat est attribué pendant la période de validité visée dans la DP. »

Signature du représentant habilité du consultant

Jour / mois / année

Section IV. Formulaires des propositions financières

Les formulaires types des propositions financières servent à l'élaboration des propositions financières, conformément aux stipulations de la sous-clause 12.5 de la Section I, Instructions aux Consultants.

Formulaire FIN-1 Formulaire de soumission de la Proposition financière

Formulaire FIN-2. Etat récapitulatif des prix

Formulaire FIN-3. Ventilation des coûts par activité

Formulaire FIN-4. Ventilation de la rémunération

Note : Les commentaires entre crochets qui figurent dans les pages suivantes sont destinés à vous aider à préparer votre proposition financière et par conséquent, ne doivent pas figurer dans la Proposition financière à soumettre.

Tous les formulaires doivent être soumis pour chaque Lot pour lequel le Consultant choisi de soumissionner.

Formulaire FIN-1 Formulaire de Soumission de la proposition financière

Formulaire à soumettre pour chaque Lot

Rabat, le

À : **M. Abdelghni LAKHDAR**, Directeur Général

Adresse : Agence MCA-Morocco, Complexe administratif et culturel de la Fondation Mohammed VI des œuvres sociales de l'Education - Formation, Avenue Allal EL FASSI- Madinat AL IRFANE Hay Riad, Rabat- Maroc

Monsieur,

Re : « La sélection d'un bureau d'études techniques (Infrastructure-PES) pour la maîtrise d'œuvre de la mise à niveau de 56 établissements scolaires répartis en deux lots :

Lot 1 : dans la région de Fès - Meknès

Lot 2 : dans la région Marrakech – Safi

Ref : DP/QCBS/MCA-M/ES-26/Compact-PP-04

Nous, soussignés, vous proposons nos services à titre de Consultant, pour la mission susmentionnée conformément à votre demande de propositions (DP) du **[Insérer la Date]** et à notre Proposition technique.

Notre proposition financière ci-jointe s'élève à **[Insérer le montant⁴ en lettres et en chiffres]**.

Nous comprenons et nous acceptons cependant, le contrat attribué, suite à cet appel d'offres, engagera l'attributaire pour une durée de **Trente-six (36)** mois maximum sans toutefois dépasser la date de fin du Compact du 30 juin 2022.

L'Agence MCA-Morocco pourrait décider d'activer, à sa seule discrétion par ordre de service, la tâche optionnelle (Mission 2 : contrôle & surveillance des travaux).

Notre proposition financière a pour nous force obligatoire sous réserve des modifications résultant de la négociation du Contrat, jusqu'à l'expiration de la période de validité de la proposition, comme indiqué au Paragraphe IC 16.1 des DPDP.

Les commissions ou primes que nous avons versées ou que nous verserons à des agents dans le cadre de cette proposition et de l'exécution du contrat s'il nous est attribué, sont indiquées ci-dessous :⁵

Nom et Adresse des agents	Montant et Monnaie	Objet de la commission ou de la prime

⁴Le montant doit coïncider avec ceux indiqués sous le prix total du Formulaire FIN-2.

⁵Le cas échéant, remplacer ce paragraphe par "Aucune commission ou prime n'a été ou ne devra être versée à des représentants dans le cadre de cette proposition et l'exécution du contrat".

--	--	--

Il est entendu que vous n'êtes pas tenus d'accepter aucune des propositions reçues.

Veillez agréer, Madame/Monsieur, l'assurance de notre considération distinguée.

Signataire du représentant désigné

Nom et titre du Signataire :

Nom du Consultant

Formulaire FIN-2. Etat récapitulatif des Prix

Formulaire à soumettre pour chaque Lot

Re : « La sélection d'un bureau d'études techniques (infrastructure-pes) pour la maîtrise d'œuvre de la mise à niveau de 56 établissements scolaires répartis en deux lots :

Lot 1 : dans la région de Fès - Meknès

Lot 2 : dans la région Marrakech – Safi

Ref : DP/QCBS/MCA-M/ES-26/Compact-PP-04

	Prix ¹	
	USD	Dirham marocain (MAD)
<i>Période de base couvrant les tâches de 1 à 5 (Mission 1)</i>		
<i>Période optionnelle couvrant la tâche 6 (Mission 2)</i>		
Montant total de la proposition financière		

1. Indiquer le montant total à payer par l'Agence MCA-Morocco dans chaque monnaie. Ce montant total doit correspondre au montant des sous-totaux pertinents indiqués dans le Formulaire FIN-3. (Les dispositions fiscales relatives à cette DP figurent à la Section VI, Conditions générales du Contrat.)
2. Si la DP contient des options, le coût de ces options doit être fixé et ces options doivent être évaluées à 100%.
3. Fournir des **prix complets** (couvrant les frais des déplacements internationaux, de communication, des transports locaux, les frais de bureau, frais d'expédition des effets personnels, les taux directs et indirects et les bénéfices).
4. Voir la clause IT 12.5 des DPDP pour les frais de déplacement.

Formulaire FIN-3. Ventilation des Coûts par Activité**Formulaire à soumettre pour chaque Lot**

Re : « La sélection d'un bureau d'études techniques (Infrastructure-PES) pour la maîtrise d'œuvre de la mise à niveau de 56 établissements scolaires répartis en deux lots :

Lot 1 : dans la région de Fès - Meknès

Lot 2 : dans la région Marrakech – Safi

Ref : DP/QCBS/MCA-M/ES-26/Compact-PP-04

[Les informations fournies dans ce Formulaire ne peuvent être utilisées que pour établir les montants à payer au Consultant pour d'éventuels services supplémentaires demandés par l'Agence MCA-Morocco et/ou pour vérifier le caractère raisonnable des prix proposés. Veuillez compléter pour chaque phase.]

Groupe d’activités par phase	Détail par phase	Description2	
		Prix ³	
		USD	MAD
Rapport de démarrage			
Mission 1	Diagnostic/Études		
Diagnostic			
Diagnostic A	Diagnostic (y compris le Diagnostic GIS et le Diagnostic PES/PAR)		
	Rapport Diagnostic avec les besoins infra des PEI intégrés (28 sites) et programme physique		
Diagnostic B	PEPP-Adaptation		
	Un état de référence des projets		
	Plan et mise en œuvre du plan de communication et de consultation publique		
Etudes			
Etudes A	Études Techniques		
	APS (28 sites)		
	APD (28 sites)		

	PE & DCE (28 sites)		
Étude B	Études PES/PAR		
	Plans d'Action de Réinstallation (PAR)		
	PGES Spécifiques / Études /SS, VIH, Genre, Risques		
	Plan et mise en œuvre du plan de communication et de consultation publique - Mise en œuvre		
	PEPP-Mise en œuvre		
	Application PAR		
Mission 2	Exécution et réceptions		
Exécution	Remise des rapports mensuels incluant : - Contrôle et surveillance des travaux ; - PGES spécifiques / surveillance ; PEPP-Suivi et surveillance / Exécution		
Réceptions	Provisoires		
	Définitives		

1. Le Formulaire FIN-3 doit être complété pour la totalité de la mission. Dans le cas où certaines activités requièrent différents modes de facturation et de paiement (par exemple : la mission se fait par étapes, et chaque étape a un échéancier de paiements différent), le Consultant remplit un Formulaire FIN-3 séparé pour chaque groupe d'activités. Inclure les années de base et optionnelles.
2. Brève description des activités dont la ventilation des prix est reprise dans ce Formulaire.
3. Fournir des **prix complets** (couvrant les frais des déplacements internationaux, de communication, des transports locaux, les frais de bureau, et d'expédition des effets personnels, les taux directs et indirects et les bénéfices).
4. Voir la clause IT 12.5 des DPDP pour les frais de déplacement.

Formulaire FIN-4. Ventilation des taux de rémunération

Formulaire à soumettre pour chaque Lot

Re : « La sélection d'un bureau d'études techniques (Infrastructure-PES) pour la maîtrise d'œuvre de la mise à niveau de 56 établissements scolaires répartis en deux lots :

Lot 1 : dans la région de Fès - Meknès

Lot 2 : dans la région Marrakech – Safi

Ref : DP/QCBS/MCA-M/ES-26/Compact-PP-04

[Les informations fournies dans ce Formulaire ne peuvent être utilisées que pour établir le caractère raisonnable du prix et les montants à payer au Consultant pour d'éventuels services supplémentaires demandés par l'Agence MCA-Morocco.]

Nom ²	Poste ³	Taux Plein par Personne et par Mois ⁴		
Personnel Étranger			USD	[Monnaie nationale]
		Siège		
		Terrain		
		Siège		
		Terrain		
		Siège		
		Terrain		
Personnel National				
		Siège		
		Terrain		
		Siège		
		Terrain		
		Siège		
		Terrain		

1. Le Formulaire FIN-4 doit être complété pour le Personnel professionnel clé et les autres membres du Personnel qui figurent dans les Formulaires TECH-8 et 9.
2. Le Personnel professionnel doit être indiqué par personne ; le personnel d'appui doit être indiqué par catégorie (par exemple : rapporteurs, personnel administratif).
3. Les postes du Personnel professionnel clé doivent correspondre à ceux indiqués dans les Formulaires TECH-8 et 9.
4. Indiquer séparément les taux de rémunération par personne et par mois pour le personnel qui travaille au siège et celui qui travaille sur le terrain. Fournir des prix complets (couvrant les frais des déplacements internationaux, de communication, des transports locaux, les frais de bureau, et d'expédition des effets personnels, les taux directs et indirects et les bénéfices).
5. Voir la clause IT 12.5 des DPDP pour les frais de déplacement.

Section V. Termes de référence

AGENCE MCA-MOROCCO

**PROJET « ÉDUCATION ET FORMATION POUR L'EMPLOYABILITÉ »
ACTIVITÉ : « ÉDUCATION SECONDAIRE »**

**SÉLECTION D'UN BUREAU D'ÉTUDES TECHNIQUES (INFRASTRUCTURE-PES)
POUR LA MAÎTRISE D'ŒUVRE DE LA MISE À NIVEAU DE 56
ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES RÉPARTIS EN DEUX LOTS :
LOT 1 : DANS LA RÉGION DE FÈS - MEKNÈS
LOT 2 : DANS LA RÉGION MARRAKECH - SAFI**

1. INTRODUCTION :	79
2. CONTEXTE :	79
3. DESCRIPTION DE LA MISSION :	79
3.1 ÉTENDUE DU PRÉSENT CONTRAT :	80
3.2 POINTS DE VIGILANCES :	80
3.3 ÉTENDUE DE LA MISSION :	81
3.4 ENJEUX LIÉS À L'ENVIRONNEMENT, AUX ASPECTS SOCIAUX ET À LA SANTÉ-SÉCURITÉ (ESSS) :	81
3.5 ENJEUX LIÉS À L'INCLUSION SOCIALE ET LE GENRE :	81
3.6 GESTION DU CONTRAT :	81
4. RÔLES ET RESPONSABILITÉS DES PARTIES PRENANTES :	82
4.1 AGENCE MCA-MOROCCO :	82
4.2 MILLENNIUM CHALLENGE CORPORATION :	82
4.3 MINISTÈRE EN CHARGE DE L'ÉDUCATION ET SES SERVICES DÉCENTRALISÉS/ DÉCONCENTRÉS :	82
4.4 BUREAU DE CONTRÔLE :	82
4.5 LABORATOIRE :	82
5. DESCRIPTION DÉTAILLÉE DE LA MISSION 1 (TRANCHE DE BASE) – DIAGNOSTIC-ÉTUDES :	82
5.1 DIAGNOSTIC DES SITES AXÉ SUR LA SANTÉ, SÉCURITÉ ET L'HYGIÈNE :	82
5.2 ÉTUDES TECHNIQUES & PES/PAR :	86
6. DESCRIPTION DÉTAILLÉE DE LA MISSION 2 (TRANCHE OPTIONNELLE) – CONTRÔLE ET SURVEILLANCE DES TRAVAUX :	91
7. DOCUMENTATION DU PROJET/LIVRABLES :	94
8. PROGRAMME DES PRESTATIONS ET DES LIVRABLES PAR LOT :	96
8.1 PLANNING DES PRESTATIONS.....	96
9. MODALITÉS DE PAIEMENT :	97
10. CAPACITE ORGANISATIONNELLE :	97

Acronymes et Abréviations

APD	Avant-projet Détaillé
APS	Avant-projet Sommaire
AREF	Académie Régionale d'Education et de Formation
BC	Bureau de contrôle
CCAG	Cahier des Clauses Administratives Générales
CCAP	Cahier des Clauses Administratives Particulières
CCTG	Cahier des Clauses Techniques Générales
CCTP	Cahier des Clauses Techniques Particulières
CPR	Cadre politique de réinstallation
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCE	Dossier de Consultation des Entreprises
DOE	Dossier des Ouvrages Exécutés
DP	Demande de Propositions
DPR	Direction Provinciale
DSSP	Direction de la Stratégie, des statistiques et de la planification
EIES	Étude d'Impact Environnementale et Sociale
EIESP	Étude d'Impact Environnemental et Sociale Programmatique
ESSS	Évaluation environnementale, sociale et de santé-sécurité
EXE	Études d'exécution et de synthèse
ISG	Inclusion sociale et de genre
MCA	Millennium Challenge Account
MCC	Millennium Challenge Corporation
MENFPESRS	Ministère de l'Éducation Nationale et de la formation professionnelle de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique
MIAES	Modèle intégré d'amélioration des établissements de l'enseignement secondaire
MO	Maître d'ouvrage
MOE	Maîtrise d'œuvre
NPS	Norme de Performance Standard
OPC	Ordonnancement, Coordination et Pilotage
PAR	Plan d'Action de Réinstallation
PEI	Projet d'établissement intégré
PEO	Plans d'Exécution des Ouvrages
PES	Performances environnementales et sociales
PEPP	Plan d'Engagement des Parties Prenantes
PGES	Plan de Gestion Environnementale, Sociale et Santé-Sécurité
PSS	Plan Santé-Sécurité (faisant partie du PGES)
RMS	Région de Marrakech-Safi
RFM	Région de Fès-Meknès
SSI	Sécurité Système Incendie
TIC	Technologie d'information et de communication
VRD	Voirie et Réseaux Divers

1. INTRODUCTION :

L'Agence MCA-Morocco, désignée ci-après par **maître d'ouvrage (MO)**, engage un **Bureau d'études techniques (BET)** ou un groupement de **BET** composé de spécialistes qualifiés (Ingénieur génie civil, architecte, topographe, laboratoire technique, environnementaliste, sociologue...), désigné ci-après par **Maîtrise d'œuvre (MOE)** pour la mise en œuvre de la composante infrastructure de la sous-activité « modèle intégré d'amélioration des établissements de l'enseignement secondaire ».

2. CONTEXTE :

Le Gouvernement du Royaume du Maroc et Millennium Challenge Corporation ont signé un deuxième programme de coopération (Compact II) le 30 Novembre 2015, d'un budget de 450 millions de dollars US (« Financement MCC »), auquel s'ajoute une contribution du Gouvernement du Maroc de 15% au minimum, destiné à contribuer à la réduction de la pauvreté par la croissance économique au Maroc.

L'Agence MCA-Morocco est l'entité chargée par le Gouvernement marocain de coordonner et d'exécuter le Programme du Compact. Désignée comme Entité Responsable, cette agence établit et signe les contrats et a la responsabilité de garantir la mise en œuvre adéquate du Programme.

Ce Compact comprend deux grands projets à savoir : : « Éducation et formation pour l'employabilité » et « Productivité du foncier »

Le Projet « Éducation et formation pour l'employabilité » a pour objectif d'améliorer l'employabilité des jeunes à travers l'amélioration de la qualité, de la pertinence et de l'accès équitable à l'éducation secondaire et à la formation professionnelle et ce, afin de mieux répondre aux besoins du secteur privé.

La première activité de ce projet qui porte sur l'éducation secondaire prévoit trois composantes fondamentales : (i) la mise en place d'un modèle intégré d'amélioration des établissements de l'enseignement secondaire à travers la contractualisation des performances et le renforcement des capacités de gestion des responsables desdits établissements, l'innovation pédagogique centrée sur l'élève et la réhabilitation de l'infrastructure ; (ii) le renforcement du système d'évaluation des acquis scolaires et du système d'information MASSAR et (iii) le développement d'une nouvelle approche pour l'entretien et la maintenance des infrastructures et des équipements scolaires.

Ces services concernent la composante infrastructure de la sous-activité MIAES. Au cœur de ce modèle, il y a la préparation et la finalisation des Projets d'Etablissements Intégrés (PEIs). Ce processus sera conduit d'une façon participative (en assurant l'inclusion et en stimulant les innovations). L'approche participative requiert l'invitation des parties prenantes – incluant les administrateurs des établissements, les enseignants, les étudiants, les parents, les autres membres de la communauté, les autorités locales, les ONG locales, et le secteur privé local – à réfléchir ensemble et à développer une vision commune sur les besoins et une appartenance partagée du PEI.

Les PEIs identifieront, entre autres, les besoins en termes d'infrastructure qui sont l'objet de ces termes de référence. En tenant compte des contraintes budgétaires, un classement par ordre de priorité des investissements s'avère nécessaire. À cet effet, une optimisation de l'utilisation de l'infrastructure existante et des espaces additionnels proposés est nécessaire et ce, pour assurer la sécurité des établissements et avoir un impact positif en termes de résultats attendus du projet.

Il est à noter que l'activité Éducation Secondaire a été classée « catégorie B » selon les directives environnementales de MCC (www.mcc.gov)-

3. DESCRIPTION DE LA MISSION :

La sous-activité MIAES vise globalement la transformation qualitative des établissements de l'enseignement secondaire en modernisant les méthodes d'enseignement et de gestion ainsi que

les installations. La **MOE** veillera à la mise en place dudit modèle intégré dans sa composante infrastructure, désigné ci-après par (le Projet). **Les investissements en infrastructure** ont pour objet l'amélioration de l'environnement d'apprentissage des élèves, pour qu'il soit sain, sécurisé et permet l'innovation pédagogique. Le budget alloué, pour les Travaux d'infrastructure, est de l'ordre de 400 000 USD par établissement y compris aléas et contingences, les détails sont présentés en annexe 1.

3.1 ÉTENDUE DU PRÉSENT CONTRAT :

Les missions du présent contrat sont à réaliser pour les deux lots dans deux régions : Région Marrakech-Safi (RMS) et Région Fès-Meknès (RFM) ayant 28 établissements par région. La mission de la **MOE** est répartie en deux tranches :

- **Tranche de base : « Diagnostic/Études Techniques »,**
- **Tranche optionnelle : suivi et contrôle des travaux d'exécution.**
- **Le MO se réserve le droit d'octroyer ou non la tranche optionnelle, décrite ci-dessous, au titulaire de la tranche de base.**
- **Les experts clés proposés par le consultant ne peuvent être affectés que dans une seule région. En cas de non-respect de cette condition, le consultant ne pourra être attributaire que d'un seul lot.**
- **Le consultant désirant répondre aux 2 lots doit impérativement présenter un personnel clé pour chaque lot.**

MISSION 1 : DIAGNOSTIC - ÉTUDES (TRANCHE DE BASE) :

- **Diagnostic A :** consiste-en :
 - Diagnostic technique des sites et identification des défaillances ayant un impact direct ou indirect sur la Santé & Sécurité et l'Hygiène ;
 - Intégration des besoins en infrastructures émanant des PEI ;
 - Estimation détaillée des coûts des travaux mis en évidence par le diagnostic A et les besoins en infrastructure émanant du PEI ;
 - Atelier de consultation/validation, établissement du programme physique (PEI) et des intrants de l'APS ;

NOTE : La priorisation des travaux en accord avec la stratégie des investissements en infrastructure doit se faire selon les grilles présentées en annexe 2.
- **Diagnostic B :** Diagnostic des performances environnementales et sociales/Plan d'action de réinstallation PES/PAR des sites ;
- **Études A :** Élaboration des APS, APD, projet d'exécution (PE), des Spécifications techniques détaillées et des dossiers de consultation des entreprises (DCE);
- **Études B :** Études PES/PAR.

MISSION 2 : CONTRÔLE & SURVEILLANCE DES TRAVAUX (TRANCHE OPTIONNELLE) :

- **Mission 2A :** Contrôle et surveillance des travaux incluant les réceptions provisoires, définitives ainsi que l'établissement du dossier de fin de travaux de tous les contrats pour chaque lot.
- **Mission 2B :** Application des exigences PES/PAR.

Tout au long de ces missions, la **MOE** devra coordonner étroitement avec le MO, pour toutes les étapes de validation du design du projet d'infrastructure.

3.2 POINTS DE VIGILANCES :

Lors de la préparation de son offre la **MOE** doit tenir compte des points suivants :

- L'état de chaque site est spécifique et la nature de l'intervention varie d'un site à l'autre ;
- La nécessité de respecter un calendrier rigoureux du projet y compris les contraintes du calendrier scolaire ;

3.3 ÉTENDUE DE LA MISSION :

La mission concerne deux régions, FÈS –MEKNÈS et MARRAKECH –SAFI, pour 56 sites au total (28 sites par région) répartis en deux lots, la liste des sites est jointe en annexe 1.

3.4 ENJEUX LIÉS À L'ENVIRONNEMENT, AUX ASPECTS SOCIAUX ET À LA SANTÉ-SÉCURITÉ (ESSS) :

Sur la base des informations disponibles, la composante infrastructure de sous-activité « MIAES » de l'activité « Éducation secondaire » telle que définie, ne semble comporter que des risques modérés au niveau environnemental et social. Par ailleurs, en se référant à la liste annexée à la loi 12-03 relative à l'EIES (Étude d'impact Environnemental et Social), ce projet, même en cas d'extension et de nouvelles constructions, n'est pas assujéti à l'EIES dans le cadre de la réglementation marocaine.

À cet effet, **Il n'y aura pas de procédure d'acceptabilité environnementale marocaine pour l'EIES dans le cadre de ce dernier.** Par contre, l'EIES demeure une obligation par rapport aux normes de MCC et de la Société financière internationale (SFI).

À la lumière de la classification préconisée par la SFI en fonction de la nature des impacts potentiels sociaux et/ou environnementaux, le projet est classé dans la Catégorie B (Projets ayant potentiellement des impacts sociaux et/ou environnementaux négatifs qui peuvent être facilement gérés par des mesures d'atténuation).

3.5 ENJEUX LIÉS À L'INCLUSION SOCIALE ET LE GENRE :

MCC apporte une attention particulière à la prise en compte des inégalités sociales et de genre et à leur intégration lors de la conception et de la mise en œuvre des programmes. Les inégalités conduisent à une affectation inefficace des ressources et retardent, par conséquent, le développement en général et la croissance économique, en particulier. Pour la mise en œuvre de ces normes, MCA-Morocco met à la disposition des différents prestataires un Plan d'action genre et inclusion sociale (PAGIS). Conformément à la politique genre⁶ et aux directives opérationnelles genre de MCC⁷, le PAGIS traduit l'engagement des différentes parties prenantes au Compact à promouvoir l'inclusion sociale et le genre à toutes les étapes de la conception et de la mise en œuvre des projets. Son objectif est d'assurer que les contraintes socio-économiques pouvant affecter la pleine participation des populations et leur accès aux bénéfices des projets sont atténuées et que des opportunités supplémentaires pour assurer une participation inclusive sont identifiées.

3.6 GESTION DU CONTRAT :

Le **MO** assure la gestion et le suivi global de l'exécution du contrat. Il est responsable des tâches suivantes :

- S'assurer de la conformité des livrables (examen et commentaires) selon les exigences des présents TdR ;
- Valider les livrables intermédiaires et finaux.

Une réunion d'information sera organisée pour informer la **MOE** des modalités de suivi et des principaux interlocuteurs, que ce soit au niveau des services du **MO** ou au niveau du MENFPESRS (central, régional, provincial et local)

La **MOE** désigne un interlocuteur unique « Chef de mission » qui traite directement avec le **MO** et qui assume la responsabilité de la gestion de tous les services demandés dans le cadre de ce contrat.

⁶<https://assets.mcc.gov/content/uploads/2017/05/mcc-policy-gender.pdf>

⁷<https://assets.mcc.gov/content/uploads/2017/05/guidance-2011001054001-genderintegration.pdf>

4. RÔLES ET RESPONSABILITÉS DES PARTIES PRENANTES :

Dans le cadre de ce contrat, la **MOE** interagira principalement avec les intervenants clés suivants :

4.1 AGENCE MCA-MOROCCO :

L'agence MCA-Morocco, maître d'ouvrage (**MO**), est l'entité qui prendra en charge la gestion dudit contrat en termes de signature, d'exécution, de suivi et de paiements.

4.2 MILLENNIUM CHALLENGE CORPORATION :

Le MCC est l'organisme de financement pour le projet. Le MCC n'a aucun rôle de surveillance directe dans la mise en œuvre du projet, mais elle possède certains droits d'objection, en particulier en ce qui concerne le processus de passation de marchés. Le MCC engage son propre ingénieur indépendant qui agit à titre de conseiller pour MCC dans le cadre de la surveillance globale de la mise en œuvre.

4.3 MINISTÈRE EN CHARGE DE L'ÉDUCATION ET SES SERVICES DÉCENTRALISÉS/ DÉCONCENTRÉS :

Le ministère (MENFPESRS) est représenté au niveau central par la Direction de la Stratégie, des statistiques et de la planification "DSSP" (ou autre direction désignée par le Ministère) et au niveau régional par l'Académie Régionale d'Éducation et de Formation. Le ministère et l'AREF fourniront, dans la mesure du possible et si elle existe, la documentation disponible. L'assistance requise pour la réussite de la mission sera assurée via les directions provinciales et les directeurs d'établissements, qui assureront et sécuriseront l'accès aux sites pour la réalisation du projet.

4.4 BUREAU DE CONTRÔLE :

Un Bureau de Contrôle (**BC**) sera éventuellement engagé par le **MO** pour :

- Le visa des documents de conception et d'exécution ;
- Le contrôle sur chantier des travaux de réalisation des ouvrages et des équipements fournis (dans la limite de ses attributions) ;
- Les vérifications nécessaires en vue des réceptions provisoires, définitives et élaboration des rapports de fin des travaux (dans la limite de ses attributions) ;
- L'intervention à la demande du **MO** pendant la période de garantie.

La **MOE** devra, à la demande du **MO**, soumettre ses plans techniques au visa du **BC** et maintenir une collaboration efficace avec ce BC.

4.5 LABORATOIRE :

Le bureau d'études engagera un laboratoire compétent pour effectuer les investigations nécessaires au diagnostic technique et pour les études géotechniques des sols de fondations. Ce laboratoire doit être qualifié pour réaliser des expertises techniques.

Dans la phase travaux, le **MO** engagera un laboratoire qui interviendra dans le contrôle de qualité des travaux et réceptions (dans la limite de ses attributions et sous la supervision du **MOE**). Il faut noter toutefois que la responsabilité de contrôle des travaux reste du ressort de la **MOE**.

5. DESCRIPTION DÉTAILLÉE DE LA MISSION 1 (TRANCHE DE BASE) – DIAGNOSTIC-ÉTUDES :

5.1 DIAGNOSTIC DES SITES AXÉ SUR LA SANTÉ, SÉCURITÉ ET L'HYGIÈNE :

5.1.1 Objectifs :

Les objectifs du diagnostic pour chaque site sont :

- Relever toutes les anomalies et dysfonctionnements ;
- Vérifier la conformité des infrastructures et installations vis-à-vis de la réglementation et des normes en vigueur au Maroc, celles adoptées par le MENFPESRS et les normes de performance en matière de durabilité environnementale et sociale de la SFI ;

-
- Analyser les résultats et définir les causes probables ;
 - Proposer des solutions dûment justifiées, quantifiées et estimées.
- Vu le budget limité (400 000 USD/établissement), le diagnostic se focalisera plus sur les priorités visées par le Projet (Santé, Sécurité et Hygiène).

5.1.2 Relevé topographique :

Avant de commencer le diagnostic technique, et pour les sites n'ayant pas de plans de masse, la MOE reconstituera ce dernier (ainsi que d'autres plans nécessaires à la mission) par un relevé topographique, qui servira d'état des lieux pour le travail des équipes techniques. Ce relevé devra contenir la représentation des bâtiments, des accès, des différents types de regards (de tirage, d'assainissement et pour vannes), fosses septiques, puit, château d'eau, les terrains de sports et les allées piétonnes et carrossables.

5.1.3 Analyse des aspects environnementaux et sociaux :

Les visites sur site doivent être réalisées conjointement par les experts infrastructure et PES. La MOE est appelée à relever les défaillances liées au respect de l'environnement, la santé, l'hygiène, la sécurité (y compris la sécurité incendie). L'équipe de diagnostic technique est appelée à travailler en étroite collaboration avec l'équipe PES, et plus particulièrement sur les aspects santé-sécurité. L'ensemble des éléments jugés pertinents pour cette analyse doivent figurés dans le rapport de diagnostic et pris en charge lors de l'établissement des estimations des travaux à réaliser.

5.1.4 Analyse des aspects liés au genre et à l'inclusion sociale (GIS) :

Une analyse de situation permet de comprendre comment les femmes et les hommes, les filles et les garçons, les populations vulnérables ou en situation de handicap bénéficient de l'infrastructure de manière différenciée. Il existe en effet un accès différencié à l'utilisation et à l'appropriation des installations et services d'infrastructure par les hommes et les femmes, liés aux inégalités des rapports et aux restrictions culturelles. Malgré ces constats, les projets d'infrastructure restent en réalité souvent insensibles au genre et à l'inclusion sociale, car on suppose que tous les usagers bénéficieront automatiquement de la nouvelle infrastructure, sans nécessairement la reconnaissance de l'ensemble des impacts sociaux et économiques, qu'ils soient positifs ou négatifs.

Bien conçue, bien située et accessible, l'infrastructure peut être un outil puissant dans la poursuite de l'égalité des sexes et l'inclusion sociale. Par conséquent, l'intégration du genre et de l'inclusion sociale ne doit pas seulement être considérée comme un facteur nécessitant une attention dans les projets d'infrastructure, mais doit plutôt être considérée comme un facteur critique pour assurer le succès du projet et la durabilité en veillant à ce que les conditions des filles, des femmes et des populations vulnérables ne se détériorent pas.

Pour cela, le MOE est appelé à effectuer un diagnostic de l'ensemble de l'infrastructure des établissements scolaires et de ses installations (sanitaires, accès, agencement, répartition des espaces communs) par rapport à leurs utilisations par les différents usagers : filles et garçons, femmes et hommes, personnes en situation d'handicap, de manière à ressortir les défaillances et/ ou les aménagements à apporter au bâtiment afin de répondre aux différents besoins des différents usagers. Cette analyse devrait permettre d'avoir des infrastructures scolaires inclusives est sensibles au genre.

5.1.5 Analyses techniques axées sur la Santé, Sécurité et l'Hygiène :

L'analyse technique des bâtiments et installations s'effectuera à partir des visites d'inspection sur le site. La MOE procédera à :

- L'analyse réglementaire et conformité technique ;
- L'examen de l'état général et le constat des désordres ou anomalies éventuelles ;

- La détermination des causes probables ;
- La proposition de solutions : modifications, réfection partielle ou totale, démolitions etc.

À l'issue de cette analyse la **MOE** dressera sous forme d'un bilan les anomalies constatées, causes probables, solutions proposées dûment quantifiées, chiffrées et justifiées.

Cette mission concerne tout ou une partie des domaines techniques définis ci-après :

a. Diagnostic architectural sommaire :

Vérification de la conformité des différents espaces aux normes scolaires, en termes d'accessibilité, de fonctionnalité et de fluidité de la circulation entre toutes les composantes de l'établissement ainsi qu'aux normes architecturales en matière d'hygiène, santé et sécurité.

b. Électricité :

Diagnostic de tout le réseau d'alimentation électrique partant du point de branchement (compteur ou poste transformateur) jusqu'aux points lumineux et prises de courant, incluant les tableaux électriques (TGBT et Tableaux secondaires), câblage, filerie, mise à la terre.....etc.

c. Plomberie –sanitaires

Diagnostic de tout le réseau d'alimentation d'eau potable (froide et chaude) du branchement jusqu'au point de déserte, incluant les conduites, appareils sanitaires.....etc.

Une attention particulière sera accordée aux établissements ruraux qui sont généralement alimentés par un système autonome : puit /château d'eau. La MOE devra s'assurer que ce dispositif subvient ou pas aux besoins de l'établissement durant la période de l'année scolaire et s'assurer de la potabilité de cette eau par le biais d'analyses menées par un laboratoire agréé.

d. Assainissement et Drainage :

Le diagnostic portera sur les réseaux suivants :

- Les réseaux d'eaux usées, d'eaux vannes et d'eaux pluviales ;
- Drainage général du site ;

Une attention particulière doit être accordée en cas des installations d'assainissement autonome (fosses septiques et puit perdu) pour statuer sur l'état physique, la capacité, le fonctionnement, l'entretien, et enfin, l'adéquation du système par rapport à la nature du sol.

e. Structure :

La **MOE** devra donner un avis technique sur l'état global de la structure porteuse y compris les ouvrages de soutènement, les gardes corps, les trottoirs périphériques et les allées piétonnes.

En cas d'anomalies touchant la stabilité des ouvrages, la MOE engagera, à sa charge, un laboratoire compétent pour des investigations supplémentaires (auscultations, géotechnique des sols...).

IMPORTANT :

- **Le choix des établissements bénéficiaires de ce projet a été fait en éliminant les cas présentant de graves désordres de structures porteuses (dalles, poteaux, poutres). Toutefois, quelques établissements présentent des désordres très localisés.**
- **En cas d'un éventuel branchement de l'un des réseaux (électrique, eau ou assainissement) au réseau public, la MOE aura la responsabilité d'effectuer, à sa charge, une enquête auprès des organismes gestionnaires (ONEE, régies, concessionnaires privés) pour évaluer les coûts estimatifs correspondant.**

5.1.6 Besoins et Améliorations émanant du PEI :

Le **MO** remettra à la **MOE**, pour chaque établissement, une liste des besoins et d'améliorations

souhaitées, en termes d'infrastructure, proposées dans le cadre du PEI. Ces améliorations pourraient inclure de nouvelles constructions.

La **MOE** devra statuer sur la faisabilité technique de ces **améliorations**, la possibilité de leur intégration dans chaque site correspondant en étroite collaboration avec le **MO** et enfin en estimer les coûts de réalisation.

5.1.7 Estimation des coûts :

Le **MOE** devra préparer une estimation des coûts de la mise aux normes en fonction du diagnostic. Cette estimation sera appuyée par un avant-métré des prestations préconisées par ce diagnostic. La **MOE** procédera au classement des travaux selon la matrice des investissements en infrastructure présentée en Annexe 2. L'estimation sera complétée par l'évaluation des coûts des besoins et améliorations proposées par le PEI. Ces estimations doivent respecter les budgets présentés en annexe XX1.

5.1.8 Rapport du diagnostic :

La **MOE** prépare un rapport du diagnostic à l'attention du **MO** et pour les besoins de l'Atelier de validation. Ce rapport contient au minimum les éléments suivants :

- Renseignements généraux sur le site y compris le programme physique ;
- État des lieux ;
- Anomalies et dysfonctionnement relevés et leurs analyses ;
- Défaillances relevées en matière d'inclusion sociale et du genre et leur analyses et propositions d'aménagements à apporter aux bâtiments afin de répondre aux différents besoins des différents usagers ;
- Plan et check-list GIS en matière de suivi des travaux de constructions ;
- Analyse des recommandations PEI et leur intégration ;
- Estimation des coûts (sur tableau Excel) ;
- Ventilation des estimations des coûts des travaux à réaliser selon la matrice des investissements en infrastructure présentée en Annexe 2 (sur tableau Excel).
- Interprétation des résultats effectués par le laboratoire
- Plans de masse existants ou reconstitués ;
- Fiches d'inspection dûment renseignées ;
- Avant-métré ;
- Rapport photo.

Il est important de préciser que pour les sites comprenant des internats, les résultats des diagnostics doivent être présentés séparément (établissement versus internat), que ce soit pour les analyses techniques ou pour les estimations des coûts.

5.1.9 Atelier de consultation/validation du rapport du diagnostic :

La priorisation des travaux à effectuer issue du diagnostic et de l'intégration du PEI, sera analysée en atelier avec les parties prenantes engagées dans ce projet. La **MOE** participera à cet atelier à titre d'expert technique. Les délibérations de l'atelier permettront de finaliser et de valider la liste des travaux jugés prioritaires en fonction des budgets disponibles décrits en annexe 1.

À l'issue de cet atelier le choix définitif du programme physique détaillé (intrants APS) par site sera arrêté.

Seules les prestations retenues dans ce programme seront étudiées dans les prochaines phases d'études.

5.2 ÉTUDES TECHNIQUES & PES/PAR :

5.2.1 Études PES/PAR :

5.2.1.1 Évaluation environnementale, sociale et de santé-sécurité (ESSS) :

Dans le cadre de la programmation du projet, une étude d'impact environnemental et social programmatique (EIESP) est en cours d'élaboration dans le premier lot des études et qui a concerné la région Tanger- Tétouan- Al Hoceima (TTH). L'EIESP en cours aboutira à un ensemble de documents génériques du projet à savoir : le Plan de Gestion Environnemental, Social et de santé/sécurité cadre (PGES), le plan de gestion santé-sécurité, le Cadre de Politique de réinstallation (CPR), le Plan d'Engagement des Parties Prenantes (PEPP) et le Plan VIH/SIDA.

L'évaluation environnementale devra présenter un état de référence des aspects ESSS et déboucher sur des plans de gestion ESSS (PGES) spécifiques permettant d'identifier les impacts ESSS du projet, positifs et négatifs, directs et indirects, et de définir les mesures d'atténuation et/ou de compensation à mettre en œuvre pour une gestion efficace des aspects ESSS du Projet. Le PGES cadre qui est réalisé auparavant, sera adapté aux spécificités locales de chaque établissement scolaire et permettra ainsi de produire les PGES spécifiques de chaque établissement scolaire.

L'évaluation ESSS devra être conforme aux lois et réglementations applicables, et aux accords environnementaux et sociaux internationaux dont le Maroc est signataire, aux normes de performances de la Société financière internationale (SFI) et à la Politique Environnementale de MCC.

Les services de la **MOE** incluent les démarches relatives aux processus d'obtention des autorisations requises en la matière (sécurité incendie entre autres).

Par ailleurs, la **MOE** devra mettre à jour le PEPP et le Plan de Consultations publiques pour la validation des PGES.

Un Plan d'Action de Réinstallation devra être préparé spécifiquement pour les établissements concernés.

5.2.1.2 Livrables :

Cette évaluation se fera en considérant les sites sélectionnés, elle sera déclinée ensuite à l'échelle de chaque établissement scolaire en tenant compte de ses spécificités

L'état de référence abordera également toutes les zones géographiques concernées par les infrastructures associées, telles que le raccordement aux réseaux électriques et à l'alimentation en eau, la réhabilitation des routes/pistes et installations nécessaires pour le bon fonctionnement de l'infrastructure des établissements scolaires.

Les PGES spécifiques aborderont, entre autres, et plus spécifiquement les thèmes suivants :

- Les impacts associés aux activités de construction, sur site et hors site ainsi que les changements d'accès ;
- les impacts liés à la phase relative à la réhabilitation de l'infrastructure des établissements scolaires, y compris les rejets d'eaux usées, la production de déchets et les émissions atmosphériques ;
- les impacts associés aux installations existantes, y compris les impacts environnementaux associés à la contamination antérieure du site ;

Ainsi, les résultats attendus sont essentiellement :

- **Un état de référence des projets** avec une base de données d'indicateurs qui sera complétée par établissement scolaire. Certains indicateurs ESSS seront communs à tous les

établissements scolaires et d'autres seront spécifiques. Ces indicateurs couvriront au minimum les aspects liés à :

- L'hygiène et la santé\Sécurité ;
 - La gestion des déchets solides et des produits chimiques ;
 - La gestion de l'eau ;
 - L'accès des personnes à mobilité réduite ;
 - La définition des plans d'urgence ;
- **Un Plan de Gestion et de Suivi/surveillance Environnemental, Social et de santé/sécurité (PGES) spécifique à chaque établissement** : Ce PGES spécifique devra définir les responsabilités locales et la procédure de suivi-évaluation de ces risques. Il devra également identifier les mesures d'atténuation et de surveillance pour éviter les impacts négatifs, les atténuer ou les ramener à des niveaux acceptables.
 - **Un Plan Santé / Sécurité spécifique à chaque établissement** : ce plan couvrira l'ensemble des aspects liés à la santé et à la sécurité sur le chantier de construction et pour les populations riveraines. Il sera basé sur le plan Santé-Sécurité globale déjà réalisé dans le cadre de l'EIESP et qui sera transmis au cabinet adjudicataire.

La MOE devra préciser dans le PGES que les entreprises doivent prendre en charge des séances de sensibilisation VIH/SIDA à leurs employés.

- **Un Plan d'Action de Réinstallation (PAR)** pour les établissements éventuellement concernés : si le besoin est exprimé et sur la base du CPR déjà élaboré pour la région Tanger-Tétouan- Al Hoceima et qui sera remis au cabinet adjudicataire : il s'agit d'une évaluation des besoins de réinstallation liée à l'historique socio-foncier et aux activités du projet avec estimation des coûts et de la population affectée. Le(s) PAR(s) devront se faire en conformité avec la NP 5 de la SFI.
- **Un audit du passif foncier** incluant l'historique du titre et des occupants, ainsi que le détail de l'historique des litiges sur le site (dossier juridique, indemnisations éventuelles et recommandations pour résolution) sera réalisé par le consultant dans le cadre du/des PARs.

Le déclenchement de la tâche relative à l'élaboration du Plan d'Action de Réinstallation (PAR) et de l'audit du passif foncier sera fait par un ordre de service partiel si le besoin est exprimé.

- **Adaptation du Plan d'Engagement des Parties Prenantes (PEPP) et son déploiement** au niveau des deux régions. Ce plan inclura un plan de communication et de consultation publique : la MOE est amenée à proposer et exécuter un plan de consultations publiques. Ce plan devra être en conformité avec les lignes directrices environnementales et sociales de MCC et de la NP 1 de la SFI. La MOE sera responsable d'élaborer les calendriers détaillés et d'établir les correspondances pour la consultation, d'aider le MCA et le gouvernement du Maroc à organiser les sessions ainsi que la distribution des rapports aux parties concernées. Le plan de la consultation publique détaillera le processus et les actions continues de sensibilisation et de consultation proposée.

La MOE sera responsable d'adapter le **Système de Gestion des Doléances (SGD de TTH)**. Ce SGD aura pour but de recevoir des plaintes et enregistrer les préoccupations des communautés concernées qui sont liées à la performance environnementale et sociale du projet, et qui facilitera la recherche des solutions. Le SGD doit avoir une portée qui est en fonction des

risques et des impacts négatifs du projet et être essentiellement utilisé par les Communautés affectées. Il doit avoir pour objectif de permettre de résoudre rapidement les questions soulevées, en utilisant un processus de consultation compréhensible et transparent, approprié sur le plan culturel et facilement accessible.

- **Les Documents d'Appel d'Offres** : fournir les clauses Environnementales et Sociales à insérer dans les documents d'Appel d'Offres relatifs aux travaux y compris dans les spécifications techniques de l'offre ;

- **Le Contrôle et la supervision des travaux** : la MOE sera responsable du contrôle et de la supervision pendant la mise en œuvre de tous les travaux à l'égard de l'EIESP, du PGESS et des autres exigences relatives aux aspects environnementaux, sociaux.

Il est à noter que les mesures de mitigation/amplification ESSS et les résultats des consultations publiques devront être pris en compte lors de l'élaboration des APD, des projets d'exécution, des DCE, etc....

5.2.1.3 Répartition du travail entre les missions :

L'ensemble du travail et des livrables décrit dans cette section, est réparti à titre indicatif, entre les 3 phases selon le tableau ci-dessous.

Tâche	Effort par phase	
	Diagnostic/Études	Travaux
Établir l'état de référence des projets	100%	-
Plan d'Action de Réinstallation (PAR)	50%	50%
PGES/spécifiques - surveillance-suivi (y compris le Plan Santé / Sécurité (spécifique))	50%	50%
Adaptation et mise en œuvre du plan d'Engagement des Parties Prenantes (PEPP) (y compris le Plan de communication et de consultation publique et sa mise en œuvre)	50%	50%

5.2.2 Études techniques :

5.2.2.1 L'AVANT-PROJET SOMMAIRE (APS) :

La MOE prépare l'APS basé sur le programme physique retenu et validé par le MO. Les propositions de la MOE doivent respecter les normes et directives adoptées par le Ministère (MENFPESRS) ainsi que les exigences en matière de santé sécurité hygiène et environnement. Les études de l'avant-projet sommaire ont pour objet de :

- Établir les plans de principe et esquisses des solutions techniques envisageables du programme physique retenu. La MOE proposera au MO, selon le cas, une ou plusieurs variantes de solution ;
- Déterminer la durée prévisionnelle de la réalisation des travaux ;
- Établir une estimation du coût prévisionnel des travaux des différentes solutions étudiées en respectant les budgets disponibles décrits en annexe 1 ;

Dans le cadre des études de l'APS, des réunions de concertation seront organisées avec le MO où sont fournies des explications sur les options architecturales, techniques et économiques proposées.

Liste indicative des documents à remettre au Maître d'ouvrage (MO) :

Dossier architectural : (bâtiments existants et extensions éventuelles) comprenant :

- Données générales sur le site ;
- Plan de masse échelle 1 /200 avec :

- Orientation générale ;
- Implantation de différents blocs et bâtiments ;
- Les voies et accès (dont allées piétonnes), aménagements extérieurs ;
- Si requis, plans des différents niveaux échelle 1/200 montrant les différents travaux à exécuter ;

Dossier technique (bâtiment existant et extensions éventuelles)

- Notice de sécurité incendie conformément à la réglementation en vigueur ;
- Plans de principe des différentes interventions retenues : les différents réseaux (électricité, plomberie sanitaire y compris les réseaux d'alimentation et d'évacuation, assainissement y compris assainissement autonome), les différentes installations de production d'eau chaude, équipement cuisine-buanderie ;
- Esquisse et Étude de prédimensionnement de différents ouvrages et installations (PEI) ;
- Rapport du laboratoire des résultats de l'étude géotechnique

Dossier d'autorisation

La **MOE** prépare dès la validation de principe de l'APS par le MO, le dossier d'autorisation de construire.

Elle effectue toutes les démarches préalables nécessaires à la délivrance de cette autorisation et assiste le MO jusqu'à son obtention. Les redevances liées à la délivrance du permis de construire seront à la charge du MO.

Les compétences de l'architecte en matière d'autorisation de construire sont du ressort de la **MOE**.

5.2.2.2 L'AVANT-PROJET DÉTAILLÉ (APD) :

La **MOE** prépare l'APD basé sur l'APS validé par le MO et doit éventuellement, si ce n'est pas fait au stade APS, réaliser les études géotechniques nécessaires pour poursuivre les études notamment de structures et d'infrastructure (PEI).

Les études de l'avant-projet détaillé ont pour objet de :

- Établir les plans techniques et architecturaux détaillés (Ech : 1/100, 1/50, 1/20...selon les besoins) établis et validés en APS accompagnés de notices de calcul ;
- Mise à jour de l'estimation de la durée prévisionnelle de la réalisation des travaux et de leurs coûts en respectant les budgets disponibles décrits en annexe 1 ;

5.2.2.3 ÉTUDES D'EXÉCUTION - DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE):

Après approbation de l'APD, la **MOE** doit réaliser les études d'exécution, à savoir :

- L'établissement de tous les plans d'exécution et les spécifications techniques pour chaque lot de travail ;
- L'établissement, sur la base des plans d'exécution, de devis quantitatif-estimatif détaillés par lots ou corps d'état en respectant les budgets disponibles décrits en annexe 1 (sur fichier Excel) ;
- Élaboration d'un échéancier d'exécution des travaux sur MS-Project ou équivalent ;

L'ensemble des recommandations émises par les études environnementales et sociales (EIESP, PGES, PAR, etc...) sera intégré dans l'ensemble des spécifications techniques et autres documents de conception du projet.

Liste indicative des documents à remettre :

a. Plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier :

-
- Plans architecturaux (bâtiments concernés par les travaux seulement) :
 - Plan de masse détaillé ;
 - Plans des fondations avec réseau sous dallage, échelle 1/50 ;
 - Plans de différents niveaux par bloc, échelle 1/50 ;
 - Coupes et façades échelle 1/50 ;
 - Plans de repérage menuiserie échelle 1/50 ;
 - Carnet de détail de toute la menuiserie ;
 - **Structure** (bâtiments concernés par les travaux seulement) :
 - Notes de calcul détaillées ;
 - Plans de coffrages des fondations et des planchers de tous les blocs concernés à l'échelle 1/50 ;
 - Cahiers de ferrailage échelle 1/50 et nomenclatures des aciers ;
 - Coupes et détails ;
 - Étude du système d'étanchéité avec indication des sens d'écoulement, implantation des descentes ;
 - **Électricité** (bâtiments concernés par les travaux seulement) :
 - Note de calcul y compris les bilans de puissance ;
 - Plans des réseaux, échelle 1/50 ;
 - Plan général des installations de chaque niveau ;
 - Plans synoptiques et schémas unifilaires ;
 - Plan de détail du réseau de la détection incendie ;
 - Plans de vidéo-surveillance ;
 - **Plomberie sanitaire** (bâtiments concernés par les travaux seulement)
 - Note de calcul avec détermination des débits, pressions et sections ;
 - Plans d'implantation des réseaux, échelle 1/50 ;
 - Plans des canalisations dans chaque niveau ;
 - Plans de détail et sections des canalisations ;
 - Plan de réseau incendie ;
 - Détails et sections des canalisations ;
 - Détails points d'eau aménagés éventuellement (puits, réservoir etc.) y compris analyse de l'eau ;
 - **Assainissement** (bâtiments concernés par les travaux seulement)
 - Note de calcul ;
 - Plans des tracés réseaux coupes et détails ;
 - Détails descentes EU/EP ;
 - Plans des ouvrages annexes d'assainissement ;
 - Détail de branchement au réseau ;
 - Plan d'exécution puits perdu et fosse septique pour le cas d'assainissement autonome ;
 - **Clôtures, terrains de sport, allées piétonnes et circulations** (Éléments concernés par les travaux seulement)
 - Plans d'implantations et coupes ;
 - Détails des ouvrages de fondations, poteaux, raidisseurs et chainages pour la clôture ;
 - Détail de terrains de sport y compris drainage ;
 - Détails allées et circulations ;
 - **Mur de soutènement** (Éléments concernés par les travaux seulement) :
 - Note de calcul ;
 - Plans des détails d'exécution ;
- b. Spécifications techniques détaillées**

La **MOE** prépare les spécifications techniques détaillées, définissant sans contradiction avec les plans d'exécution des ouvrages :

- Les travaux des divers corps d'état et leur mode d'exécution ainsi que toutes les exigences et conditions d'essais et réception ;
- Le choix des matériaux, installations et des équipements ;

Si certaines tâches requièrent une main d'œuvre spécifique, les spécifications techniques seront complétées par la précision du profil d'encadrement requis.

c. Devis quantitatif-estimatif détaillés :

La **MOE** remettra un bordereau de prix avec une évaluation confidentielle détaillée de l'ensemble des travaux à réaliser :

- Définition des prix unitaires ;
- Mode de quantification ;
- Modalités de paiement ;
- L'avant-métré détaillé ;

d. Élaboration des DCE - Dossier de consultation des Entreprises :

Les DCE sont élaborés en fonction des options retenues par le **MO** pour le mode de passation des marchés de travaux (entreprise générale, lots séparés, entreprises groupées). Il y a lieu de préciser dans quelle mesure une entreprise ou groupement d'entreprises peut soumissionner pour plusieurs lots (chaque lot comportera plusieurs sites par exemple).

La **MOE** élabore et regroupe pour les contrats de travaux, conformément aux « MCC Small Works Contract Form » disponible sur le site du MCC, tous les documents écrits et graphiques nécessaires à la consultation des entreprises.

Le dossier doit inclure :

— **Partie I :**

- Calendrier des travaux ;
- Cahier des clauses techniques générales CCTG ;
- Cahier des clauses techniques particulières CCTP ;
- Cahier des clauses administratives générales des travaux CCA GT ;
- Cahier des clauses administratives particulières CCAP ;
- Les termes de référence (TdRs) ;
- Description des prix unitaires ;
- Bordereau des prix unitaires par site et par corps d'état ;
- Coût estimatif confidentiel révisé à remettre à part

— **Partie II :** qui contient la documentation requise pour faciliter la compréhension des soumissionnaires de la nature et de la portée des travaux, notamment plans d'exécution, dessins, spécifications techniques des équipements et des matériaux, PGES, etc.

La **MOE** proposera selon le mode de passation retenu un règlement de consultation des entreprises conforme aux directives de MCC avec un système cohérent de pondérations compte tenu des capacités financières, références et compétences techniques, moyens matériels, humains et encadrement requis

6. DESCRIPTION DÉTAILLÉE DE LA MISSION 2 (TRANCHE OPTIONNELLE) – CONTRÔLE ET SURVEILLANCE DES TRAVAUX :

La **MOE** doit diriger l'exécution des contrats de travaux et exercer les fonctions de « l'ingénieur » conformément au standard de « MCC Small Works Contract Form ».

Dans le cadre de cette mission, la **MOE** est chargée du contrôle de la conformité de l'exécution

des travaux aux prescriptions des pièces contractuelles, sur les plans de la qualité, du délai, du coût et des performances environnementale, sociale et de santé-sécurité.

La **MOE** procède à la préparation des plans complémentaires et des études techniques supplémentaires et des enquêtes qui pourraient être nécessaires pour régler les conditions imprévues réelles sur le site.

Elle doit vérifier tous plans, notes de calculs complémentaires, documents techniques établis par les entreprises. Elle contrôle la cohérence de ces documents pour les différents corps d'état et leur conformité aux documents contractuels.

La **MOE** doit assurer la surveillance des travaux par un technicien expérimenté permanent de telle façon à assurer un contrôle des quantités et de la qualité. Des réunions hebdomadaires de chantier sont organisées en présence des experts concernés. Elles sont sanctionnées par des PV diffusés par la **MOE**.

La **MOE** assure le contrôle de la qualité et des quantités des ouvrages exécutés notamment la participation à la réception des implantations et des fonds de fouilles, le contrôle du ferrailage et l'autorisation de la mise en place du béton des infrastructures, la prise des attachements.

La **MOE** veille à la mise en application du système de plan d'assurance qualité à instaurer par les entreprises et à la gestion des non conformités.

La **MOE** assure le contrôle complet, durant toute la période d'exécution des travaux, de tous les avis de changements et de veiller au respect du processus de leurs traitements selon les directives du MCA-Morocco et de la procédure du MCC.

La **MOE** doit examiner les résultats des tests de laboratoire et s'assurer de leur conformité à la réglementation en vigueur pour tous les matériaux mis en œuvre dans le chantier.

La **MOE** doit exiger des entreprises, un planning des travaux, elle doit contrôler régulièrement les avancements physiques et financiers des travaux et approvisionnements et tenir informé en permanence le MO. Elle doit également coordonner l'ensemble des intervenants et veiller au respect des objectifs calendaires, qualitatifs, coûts et le cas échéant proposer des mesures correctives pour rattraper les retards éventuels ou les surcoûts.

La **MOE** devra procéder systématiquement aux réceptions techniques (Infrastructure et PES) partielles successives, des différentes installations exécutées, ainsi que la vérification des équipements techniques livrés sur chantier. Ces vérifications et réceptions doivent être appuyées par des PV d'approbation, à diffuser chaque semaine, de même, elle devra établir les situations définitives prévisionnelles des travaux pour chaque lot, ainsi que les plannings financiers et prévisions de décaissement à la demande du MO.

La **MOE** doit étudier et valider les propositions des entreprises pour la mise en œuvre et le suivi du plan de gestion environnementale et sociale (PGES), le plan de santé et sécurité /le programme de sensibilisation à la santé et sécurité publique (y compris la composante VIH/SIDA) et un plan de gestion du maintien de la sécurité. Examiner et commenter, au besoin, ou en recommander l'acceptation et veiller à leurs mises en œuvre.

L'équipe environnementale et sociale devra être en contact permanent avec le reste de l'équipe infrastructure afin de veiller à ce que toutes les parties prenantes (surveillance technique, entreprise, MCA, etc.) soient informées et en conformité avec le PGES et que les questions ESSS soit traitées rapidement et de manière intégrée.

Le **MOE** devra élaborer un plan de suivi de réalisation des travaux de réaménagements des établissements scolaires et le mettre en œuvre en respect avec les normes et exigences du genre et inclusion sociale et selon le rapport de diagnostic GIS. Le suivi des travaux de construction devra permettre de s'assurer à travers des visites que les travaux réalisés soient conformes aux politiques et aux directives de MCA/MCC en matière de traite des personnes, le GIS ainsi qu'aux recommandations fournies dans le livrable précédent.

Le MO engagera un laboratoire et un bureau de contrôle pour appuyer le MOE dans le contrôle et la réception des travaux (dans la limite de leurs attributions). La MOE établira pour ces 2 prestataires un programme d'intervention sur les sites en fonction de l'avancement des travaux.

6.1 Gestion administrative des travaux

-
- La **MOE** exécute les opérations suivantes :
- a) Gestion des délais ;
 - b) Instruction des mémoires de réclamations des entrepreneurs ;
 - c) Gestion administrative des changements ;
 - d) Assistance au MO pour le règlement des litiges éventuels avec les entreprises ;

6.2 Vérification des décomptes provisoires des travaux

La **MOE** exécute les opérations suivantes :

- a) Vérification et signature des décomptes périodiques établies par les entrepreneurs accompagnés des attachements signés contradictoirement par les entreprises et la **MOE** ainsi que des métrés détaillés et documentés (bien appuyés par **des pièces justificatives**) qui en résultent et leur transmission au MO;
- b) Vérification et signature du décompte définitif ainsi que la situation définitive ;

6.3 Réception des travaux et dossiers de fins des travaux

La **MOE** assistera le **MO** aux réceptions provisoires et définitives des travaux.

À cet effet, la **MOE** procèdera en fin des travaux aux réceptions techniques des installations exécutées autant de fois nécessaires jusqu'à levées totales des réserves par les entreprises.

Il devra établir les rapports de réceptions correspondants et délivrer les certificats de conformité et attestations d'achèvement des travaux.

La **MOE** est chargée également de la constitution, au terme de la remise en fin d'exécution des travaux, du dossier des ouvrages exécutés comprenant notamment :

- La collecte, en vue de leur exploitation, des notices techniques de fonctionnement et maintenance du matériel ;
- Les plans de récolement des ouvrages fournis par les entreprises sur formats papiers et sur supports électroniques dûment vérifiés et validés.

La **MOE** complètera ce dossier par :

- Un mémoire à la fois descriptif et explicatif de l'ensemble des équipements techniques installés et leur mode de fonctionnement si requis ;
- Les dispositions à prendre pour assurer la maintenance et l'entretien des équipements techniques installés.

La **MOE** aura également dans le cadre de ce marché, la charge de participer aux opérations de réception définitive des travaux.

De même, la **MOE** est tenue d'assister, à chaque fois que le MO le demande, aux réunions programmées pendant les délais de garantie des entreprises, pour résoudre les éventuels problèmes techniques constatés lors de ces périodes.

6.4 Élaborations des Rapports de suivi infrastructure et PES

Le Consultant devra tenir informé le MO dans les 24 heures de **tous incidents ou accidents survenus sur chantiers** et périodiquement par :

- Un état d'avancement hebdomadaire ;
 - Un tableau succinct illustrant les taux d'avancement des travaux par lots ;
 - PV de réception durant la semaine en cours ;
 - Un rapport mensuel reflétant l'activité du mois précédent et soulignant les difficultés et les enjeux de même que la planification du mois à venir. Ce rapport comprendra entre autres : Les états d'avancements physiques et financiers ;
 - Les changements ;
 - Le planning ;
 - Procès-verbaux des réunions de chantier et des réunions concernant les inspections du site avec les entrepreneurs (prévoir au minimum une réunion hebdomadaire) ;

- Résultats des essais de laboratoire et interprétations ;
- Procès-verbal des travaux réalisés et acceptés ;
- Procès-verbal de levée des non conformités ;
- Les réclamations des entreprises ;
- Les incidents et accidents sur chantier ;
- Plan d'action et de mitigation ;
- Les PES
- Les correspondances du mois ;
- Le plan de suivi et de gestion des risques ;
- Rapport photographique ;
- Etc...
- Un rapport d'évaluation de l'intégration des aspects GIS lors de la conception et de la réalisation des travaux de constructions.
- Un rapport annuel et rapport d'achèvement de la mission.

Avant le commencement des travaux la **MOE** présentera un modèle de rapport pour approbation par le **MO**.

6.5 Analyse des risques liés à la traite des personnes

L'évaluation des risques de la Traite des personnes est réalisée dans tous les projets du Compact, en conformité avec la politique MCC en la matière.⁸ Le MOE devra :

- Évaluer les risques de la Traite des personnes dans les projets de construction ;
- Catégoriser les projets (à risque faible ou à risque élevé) ;
- Gérer les risques au moyen des exigences minimales de la lutte contre la traite et du plan de gestion des risques de la traite.
- Identifier les moyens et mesures pour prévenir le harcèlement, l'intimidation et/ou l'exploitation, en particulier des femmes.

6.6 Suivi des travaux de construction en matière des risques liés à la Traite des personnes

Selon les résultats du rapport de l'analyse des risques de la Traite des personnes (livrable précédent), le MOE devra élaborer un plan de suivi de réalisation des travaux de réaménagement des établissements scolaires et le mettre en œuvre en respectant les normes et les exigences de MCC/MCA. Le suivi des chantiers des travaux de construction devra se faire à travers des visites afin de s'assurer que les entreprises sont conformes aux politiques et aux directives de MCA/MCA ainsi qu'aux recommandations fournies dans le livrable précédent.

7. DOCUMENTATION DU PROJET/LIVRABLES :

7.1 Livrables :

Les documents produits en vertu du présent contrat doivent :

- Communiquer les résultats et les questions importantes aux décideurs ;
- Être techniquement précis et soutenus par des données, des annexes et des références ;
- Intégrer des tableaux, des matrices, des cartes, des diagrammes, des schémas et autres illustrations qui permettent de bien comprendre les analyses, les enjeux et les recommandations.

La **MOE** doit présenter les documents suivants au **MO** :

⁸ Counter-Trafficking in Persons Policy : <https://www.mcc.gov/resources/doc/policy-counter-trafficking-in-persons-policy>

-
- Un rapport de démarrage incluant la démarche et la méthodologie proposées et un plan de travail, y compris, sans s’y limiter, les éléments suivants :
 - Indication du niveau d’effort requis pour les différentes phases de son mandat ;
 - Affichage du calendrier des interventions qui sont nécessaires sur le site (par exemple pour des essais, des enquêtes, des levés topographiques, des mesures, des observations, etc.) et les modalités de coordination avec le MO ;
 - Le plan d’assurance qualité ;
 - Le plan de communication ;

Ce rapport concerne les aspects infrastructure, PES et GIS.

- Dossier de la mission diagnostic comme indiqué ci-dessus ;
- Dossier d’EIES comprenant l’EIESP, les PGES spécifiques, les PAR et autres livrables ESSS
- Dossier des études techniques et architecturales (APS, APD, Exécution et DCE) ;
- Dossier de suivi, de supervision des travaux y compris, sans s’y limiter, les éléments suivants :
 - Rapports hebdomadaires et mensuels portant sur les travaux en cours ;
 - Rapports d’inspection des installations et des équipements ;
 - Registre des actifs que l’entrepreneur doit remettre au MO ou à ses entités de mise en œuvre ;
 - Plans de recollement ;
 - Un rapport d’inspection finale et un rapport de parfait achèvement ;
 - Certificats de conformité ;
 - Plans et documentation conformes à l’exécution ;
 - Certificat d’achèvement des travaux ;
 - Manuels d’exploitation et de maintenance des équipements techniques installés ;

7.2 Caractéristiques des livrables :

Les livrables (version provisoire) seront transmis en version papier en trois exemplaires et une version électronique. La version finale sera livrée en version papier en quatre exemplaires et sur un support électronique.

L’impression des documents se fait en recto verso en texte noir et/ou en couleur pour les documents contenant des photos, des cartes ou de toutes autres illustrations. Il faut utiliser un papier de bonne qualité.

La MOE doit remettre les documents afférents à chaque phase en langue française. Les livrables deviennent propriété totale du MO à leur réception.

7.3 Modalités de validation des livrables :

- **Durant la mission1, les délais de vérification et de validation (15 jours calendaires : 10 j pour l’examen par MO et 5 j pour la reprise des dossiers par le cabinet) des livrables sont inclus dans le timing présenté ci-dessus et ne peuvent être cumulés. La MOE devra organiser son planning afin qu’elle ne soit pas ralentie par les périodes de contrôle.**

NB : Il est important de préciser que :

L’achèvement de l’exécution des différentes étapes de chaque tâche, reste tributaire de la validation du MO.

- *La liste des éléments demandés pour toutes les tâches, (études, inventaires, relevés, bilans, notes techniques, essais de laboratoire, expertise, études architecturales et techniques, et rapports), n’est nullement restrictive, mais donnée à titre indicatif, et*

la **MOE** ne peut se soustraire à la réalisation de toutes autres études nécessaires à l'exécution de chaque mission du projet, sans rémunération supplémentaire ;

- La MOE doit remettre tous les rapports relatifs à chaque site séparément au MO ;
- Les rapports de chaque phase doivent être impérativement soumis au contrôle du MO, et ne seront acceptés qu'après la satisfaction de toutes ses remarques, (sur le fond et la forme de tous les documents), par la MOE.
- **Durant la période des deux tranches (de base et optionnelle), il est probable que la MOE aura à observer une période d'arrêt ordonnée par le MO, aucune réclamation ne pourra être demandée en compensation, et ce dans les limites des durées d'arrêt réglementaires à savoir une année cumulative.**

8. PROGRAMME DES PRESTATIONS ET DES LIVRABLES PAR LOT :

8.1 PLANNING DES PRESTATIONS.

La durée totale du contrat est de **36** mois par lot (Région), à partir du premier ordre de service, sachant que les études d'exécution et le contrôle et suivi des travaux jusqu'à réception, est tributaire du délai d'exécution des travaux, aujourd'hui estimé à 7 mois pour chaque établissement. Ce dernier peut être augmenté ou diminué en fonction de la complexité et l'importances des lots. Les durées présentées ci-dessous exigent le déploiement de deux équipes distinctes par région durant la phase de diagnostic A. La durée d'exécution de chaque phase est présentée dans le tableau et le planning suivant :

Mission	Prestation	Délai partiel
	Rapport de démarrage	0,5 mois
MISSION 1	Diagnostic/Études	
	Diagnostic	
Diagnostic A	Diagnostic (y compris le Diagnostic GIS et le Diagnostic PES/PAR)	8,0 mois
	Rapport Diagnostic avec les besoins infra des PEI intégrés (28 sites) et programme physique	0,50 mois
Diagnostic B	PEPP-Adaptation	4 mois
	Un état de référence des projets	4 mois
	Plan et mise en œuvre du plan de communication et de consultation publique	4 mois
	Études	
Etude	Études Techniques	
Étude A	APS (28 sites)	2,0 mois
	APD (28 sites)	2,0 mois
	PE & DCE (28 sites)	2,0 mois
Étude B	Études PES/PAR	
	Plans d'Action de Réinstallation (PAR)	5,0 mois
	PGES Spécifiques / Études /SS, VIH, Genre, Analyse des risques liés à la TIP	5,0 mois
	Plan et mise en œuvre du plan de communication et de consultation publique - Mise en œuvre	5,0 mois
	PEPP-Mise en œuvre	5,0 mois
	Application PAR	5,0 mois
Mission 2	Exécution (Contrôle et surveillance des travaux y compris Application PES/PAR)	
Exécution	Remise des rapports mensuels incluant : - Contrôle et surveillance des travaux ; - PGES spécifiques / surveillance ;	Tous les mois

	- PEPP-Suivi et surveillance / Exécution	
--	--	--

IMPORTANTS :

- **Durant la mission1, les délais de vérification et validation (15 jours calendaires : 10 j pour l'examen par MO et 5 j pour la reprise des dossiers par le cabinet) des livrables sont inclus dans le timing présenté ci-dessus et ne peuvent être cumulés. La MOE devra organiser son planning afin qu'elle ne soit pas ralentie par les périodes de contrôle.**
- **À l'issue des délais mentionnés ci-dessus, les livrables ont la validation finale du MO.**
- **Le déclenchement de chaque phase ou tâche sera faite par un ordre de service partiel ;**
- **Les négociations et mise à jour des termes de référence concernant la tranche optionnelle seront entamés au plus 3 mois avant la fin de la tranche ferme.**

9. MODALITÉS DE PAIEMENT :

Le règlement de chaque phase se fera sur la base de la remise des livrables correspondants à chacune des phases. Il s'effectuera suivant le calendrier de paiements et de remise des livrables aux Conditions particulières du Contrat à la Section III du présent contrat, à la clause CGC 6.1. Les missions 1 et 2 seront rémunérées aux forfaits (par phase) selon le tableau présenté ci-dessous.

MISSION	Phase ou Tâche	Durée (mois)	Ratio (Forfait)
MISSION 1	Rapport de démarrage	0,5	5%
	Diagnostic A	8,5	30%
	Diagnostic B	4	15%
	Étude A (APS)	2	15%
	Étude A (APD)	2	10%
	Étude A (PE/DCE)	2	15%
	Étude B	5	10%
MISSION 2	Exécution	7 par établissement	MxN/196
	Réception provisoire		5%
	Réception définitive		5%

- **N: Nombre d'établissements en travaux durant le mois en cours. La durée cumulée des travaux pour chaque établissement doit être inférieure ou égale à 7 mois, sinon l'établissement concerné n'est considéré dans le calcul de N.**
- **M: Montant global proposé par le consultant pour la tranche optionnelle diminué de 10% (5% pour la réception provisoire et 5% pour la réception définitive).**
- **Les pourcentages mentionnés ci-dessus seront appliqués aux montants globaux par mission**

10. CAPACITE ORGANISATIONNELLE :

La réussite des tâches du présent contrat exige que la **MOE** mobilise une équipe d'experts et de spécialistes hautement qualifiés. Le savoir-faire et l'expérience de la **MOE** en matière de réalisation d'établissements scolaires, d'architecture, de réhabilitation, d'analyse de conception, de gestion et planification environnementale et sociale sont particulièrement importants. La dispersion géographique des sites et la nature du projet nécessitent une bonne coordination et planification ainsi que des moyens adaptés en personnel et moyens logistiques au contexte des différents sites. La **MOE** doit travailler en étroite collaboration avec le **MO** et les autres parties prenantes.

10.1 Qualification du personnel :

La **MOE** doit mobiliser une équipe possédant une bonne expérience afin d'accomplir efficacement les missions du contrat. L'équipe doit contenir suffisamment d'experts/spécialistes ayant une connaissance des langues française et arabe avec une connaissance du contexte marocain.

La description suivante des profils énumérés, ci-après, résume l'étendue de l'expertise technique et ESSS nécessaires à l'exécution du contrat. Cette description doit être considérée à titre indicatif seulement. Elle fournit des conseils pour déterminer le niveau d'expertise requis par la **MOE** afin d'atteindre les objectifs. La **MOE** est libre de proposer des configurations de dotation en personnel différentes qui assurent la réalisation de tous les objectifs de la mission.

NB : Il est à préciser que la liste du personnel de l'équipe proposée, dans l'offre, par la MOE est contractuelle, et ne peut être modifiée sans l'accord du MO.

10.2 Personnel clé :

Ils doivent posséder de l'expertise et de l'expérience requises, en particulier dans les situations où la logistique est complexe et où beaucoup de ressources nécessaires ne sont pas disponibles localement.

La plupart des documents de base sont en français, et il est impératif que le personnel de la **MOE** maîtrise cette langue. Par conséquent, le groupe de spécialistes doit compter au moins trois membres capables de lire, d'écrire et de parler couramment le français.

La **MOE** doit désigner, parmi le personnel clé proposé, un spécialiste senior qui sera désigné comme chef de mission par intérim.

Tous ces spécialistes seniors doivent posséder le minimum d'expérience requis dans leurs domaines d'expertise et une expérience pertinente dans des projets similaires et avoir un diplôme d'études supérieures.

La **MOE** doit fournir les CV du personnel proposé dans le format spécifié dans le formulaire TECH-11 de la Demande de Propositions. La **MOE** doit veiller à ce que son personnel clé soit mobilisé à la signature de l'ordre de service pour commencer à travailler au Maroc.

Le personnel ne doit pas être considéré systématiquement à temps plein, mais sa disponibilité doit être ajustée en fonction des besoins réels des missions.

IMPORTANT : Les experts clés proposés par le consultant ne peuvent être affectés que dans une seule région. En cas de non-respect de cette condition, le consultant ne pourra être attributaire que d'un seul lot.

▪ **Chef de mission :**

- Etre titulaire d'un diplôme d'ingénieur en génie civil ou architecture,
- Avoir une grande connaissance du management de projets similaires et des habiletés pour la communication et la gestion des équipes ;
- Avoir au moins 12 ans d'expérience dans la mise en œuvre de projets d'infrastructure notamment les équipements publics et/ou infrastructures scolaires ;
- Avoir une expérience significative dans l'exécution de projets de construction et ou de réhabilitation tous corps d'état ;
- Maîtriser le français à l'oral et à l'écrit ;
- Capacité à gérer une équipe multidisciplinaire.

▪ **Ingénieur génie civil :**

- Diplôme d'ingénieur en génie civil ;
- Capacité à réaliser plusieurs projets d'infrastructures en parallèle ;
- Minimum de 7 ans d'expérience à travailler sur des projets de bâtiments ;
- Avoir une expérience en suivi des travaux tous corps d'état ;

▪ **Architecte :**

- Diplôme d'architecte reconnu au Maroc ;
- Capacité à mener et à superviser plusieurs projets d'infrastructure et de bâtiment en parallèle ;

- Minimum de 7 ans d'expérience à travailler sur la mise en œuvre de projets d'infrastructure et ou de bâtiment ;

Ingénieur électricien :

- Être titulaire d'un diplôme d'ingénieur électricien ;
- Posséder au moins 7 ans d'expérience ;
- Expérience en réhabilitation des installations électriques de bâtiments ;
- Expérience dans la mise en conformité des installations électriques des constructions publiques.

Équipe Environnementale et Sociale :

L'équipe environnementale est composée des spécialités suivantes : Environnemental et social, Réinstallation, Santé Sécurité. **Il est à noter** que les soumissionnaires peuvent proposer un expert qui peut remplir deux fonctions tant que l'expérience des consultants est appropriée dans le cadre de ce que requièrent les Normes de Performances de la SFI.

▪ **Chef d'équipe Environnemental et Social :**

- Le chef d'équipe chargé de la coordination de la réalisation de l'EIESP, du PGES devra être titulaire d'un diplôme d'ingénieur ou universitaire minimum Bac+5 en environnement, ou sociologie appliquée aux projets de développement ;
- Maîtrise des normes ESSS de quelques bailleurs de fonds internationaux dont ceux de la SFI ;
- Aptitudes en communication, écrite ou orale avec une gamme variée d'interlocuteurs ;
- Disponibilité pour des déplacements fréquents sur le terrain ;
- Minimum de 10 ans d'expérience dans le domaine des études d'impact environnemental et social et/ou la conception, la mise en œuvre et le suivi des PEPP dans le cadre des grands projets de développement ;
- Expérience dans le secteur de l'éducation est un atout ;
- Connaissance des règlements en matière d'environnement, de propriétés foncières ;
- Maîtrise du français, parlé et écrit est exigée ; celle de l'anglais et de l'arabe est souhaitable ;
- Expérience de travail en Afrique du nord sera appréciée.

▪ **Spécialiste en santé-sécurité :**

- Avoir au minimum un diplôme BAC+4 dans une discipline des sciences humaines, sociales, économiques, d'ingénierie ou similaires ;
- Spécialiste dans une discipline relative à la santé-sécurité (y compris la sécurité incendie) dans la mise en conformité des bâtiments publiques ;
- Expérience dans la conception des mesures d'atténuation des impacts relatifs à la santé-sécurité.
- Au moins 7 ans d'expérience professionnelle dont 5 ans dans l'intégration des dimensions santé-sécurité dans les projets de développement. L'expérience pourrait être de préférence en Afrique du nord ;
- Maîtrise du français, parlé et écrit est exigée ; celle de l'anglais et de l'arabe est souhaitable ;

10.3 Personnel d'Appui :

La MOE doit proposer un personnel d'appui pour soutenir le personnel clé et qui doit maîtriser la langue française. Ils doivent être des professionnels qualifiés possédant au moins 5 ans d'expérience professionnelle pertinente dans leur domaine et posséder des connaissances particulières par rapport au contexte local. Le personnel d'appui comprend au minimum :

▪ **Ingénieur en fluides :**

- Être titulaire d'un diplôme d'ingénieur en fluides ;
- Posséder au moins 7 ans d'expérience ;
- Expérience en réhabilitation des réseaux et installations de fluides de bâtiments ;
- Expérience dans la mise en conformité des installations fluides des constructions publiques.

▪ **Spécialiste en Réinstallation/Aspects fonciers :**

- Avoir au minimum un diplôme BAC+4 dans une discipline des sciences humaines, sociales, économiques, d'ingénierie ou similaires ;
- Expérience dans le domaine du foncier, acquisition des terres, consultation publique et autres aspects liés à la rédaction et à la mise en œuvre d'un PAR.
- Au moins 7 ans d'expérience professionnelle dans le domaine de la réinstallation dans le contexte de l'OP 4.12 ou NP 5 de la SFI. L'Expérience pourrait être préférablement en Afrique du nord. La capacité de travailler en français et en arabe est obligatoire. L'anglais est un atout.

▪ **Spécialiste en genre et inclusion sociale et aspects sociaux:**

- Avoir au minimum un diplôme Bac+4 en sciences humaines et sociales ou un diplôme d'ingénieur ;
- Une expertise confirmée d'au moins 10 ans dans les domaines de la sociologie, du genre et de l'inclusion sociale des populations vulnérables ;
- Une bonne connaissance du domaine de l'environnement et de l'infrastructure ;
- Une connaissance du secteur de l'éducation serait un atout.

▪ **Spécialiste en contrôle qualité :**

- Être titulaire d'un diplôme d'ingénieur option contrôle qualité ou équivalent ;
- Posséder au moins 8 ans d'expérience ;
- Expérience en tant qu'expert en contrôle qualité dans des projets d'infrastructure.

▪ **Techniciens en supervision des travaux :**

La MOE doit mobiliser un technicien qualifié par site en permanence. Toutefois compte tenu du rapprochement de certains sites (en zones urbaines), la MOE pourra proposer un technicien pour couvrir un maximum de deux (02) sites **sous réserves de sa qualification, des moyens de transport mis à sa disposition et de l'approbation du MO**. Les qualifications demandées sont :

- Techniciens en génie civil, électricité, fluides (selon les besoins du chantier),
- Expérience comme responsable et coordonnateur de travaux ;
- Posséder au moins 5 ans d'expérience dans le domaine ;
- Capacité à travailler au sein d'une équipe multidisciplinaire.
- Capacité de rédiger des PV hebdomadaires ;

▪ **Brigades de topographes ;**

▪ **Laboratoires qualifiés en études géotechniques et en expertise de structures ;**

Le déploiement du personnel clé ainsi que le personnel d'appui devra refléter une mobilisation plus importante sur le terrain qu'au bureau. Le total des taux de déploiement des ressources par mission devra être à hauteur des valeurs présentées ci-dessous :

Mission	Taux général de déploiement sur le terrain	Taux général de déploiement au bureau
1	60%	40%
2	90%	10%

10.4 Sous-traitance :

En raison de l'étendue et de la nature complexe de la mission objet du présent contrat, la MOE est autorisée à recourir à la sous-traitance qualifiée pour certains des services demandés, à hauteur d'un maximum de 30%, sous réserve de l'approbation préalable du MO.

ANNEXE 1 : budgets moyens alloués pour chaque phase du projet (MAD)

Phase	Diagnostic			
Travaux	Budget Alloué	Aléa (Incertitude)	Contingences (Travaux)	Montants à Gérer
SS	1 915 195,69	20%	0%	1 532 156,55
H	684 804,31	20%	0%	547 843,45
PEI	1 400 000,00	20%	0%	1 120 000,00
	4 000 000,00			3 200 000,00

Phase	APD			
Travaux	Budget Alloué	Aléa (Incertitude)	Contingences (Travaux)	Montants à Gérer
SS	1 915 195,69	10%	0%	1 723 676,12
H	684 804,31	10%	0%	616 323,88
PEI	1 400 000,00	10%	0%	1 260 000,00
	4 000 000,00			3 600 000,00

Phase	APS			
Travaux	Budget Alloué	Aléa (Incertitude)	Contingences (Travaux)	Montants à Gérer
SS	1 915 195,69	15%	0%	1 627 916,33
H	684 804,31	15%	0%	582 083,67
PEI	1 400 000,00	15%	0%	1 190 000,00
	4 000 000,00			3 400 000,00

Phase	PE/DCE			
Travaux	Budget Alloué	Aléa (Incertitude)	Contingences (Travaux)	Montants à Gérer
SS	1 915 195,69	5%	0%	1 819 435,90
H	684 804,31	5%	0%	650 564,10
PEI	1 400 000,00	5%	0%	1 330 000,00
	4 000 000,00			3 800 000,00

ANNEXE 2 : Priorisation des travaux selon les investissements en Infrastructures

Priorité	Désignation
SS1	Réduire les risques pour la sécurité des personnes et améliorer l'évacuation d'urgence
	Nombre de sorties de secours pour les blocs de classes
	Nombre de sorties de secours pour les dortoirs
	Accès des pompiers aux façades des dortoirs
	Nombre de cages d'escaliers de secours
	Largeur des dégagements (escaliers, corridors)
	Cuisine et locaux à risques
SS2	Réduire les risques d'électrocution
	Protection du réseau électrique
	Distance de calage avec les réseaux d'eau
SS3	Améliorer la protection incendie
	Portes coupe-feu
	Moyens de secours, alarme, consignes et signalétique
	Éclairage de sécurité
SS4	Réduire les risques de chute de grande hauteur supérieure à 1 m.
	Garde de corps
	Fenêtres
	Escaliers
	Rampes d'accès et dallage terrain de sport
SS5	Améliorer la surveillance et la sécurité du site et du bâtiment
	Hauteur des murs
	Caméra de surveillance
	Visibilité générale du site
	Sécurisation façades

Priorité	Désignation
H1	Accessibilité à l'eau potable
	Potabilité
	Disponibilité et Suffisance
	Rendement du réseau (fuites ou sous-dimensionnement)
H2	Assurer une hygiène personnelle adéquate (Blocs sanitaires: toilettes, urinoirs, lavabos) & Améliorer le réseau d'assainissement
	Nombre des sanitaires
	État des toilettes, robinets et lavabos
	Fonctionnalité des évacuations
	Présence d'eau potable
	Adéquation des systèmes autonomes et sols
	Dimension des systèmes autonomes
H3	Améliorer le drainage
	État du réseau
	Fonctionnalité du drainage

Priorité	Désignation
PEI	La priorisation des travaux doit répondre aux critères suivants : 1. Respect du budget alloué ; 2. Ne soit pas une redondance avec les deux tableaux précédant ; 3. Soit approuvée par MCA-Morocco ;

Annexe 3 Liste des établissements concernés par le projet.

Région Fès-Méknès

Régions	Localité	Urban / Rural	Nom de l'Établissement scolaire	Latitude	Longitude	Identification de l'établissement	(Collège, Lycée)
Préfecture: Fès	Saïss (Arrond.)	URBAIN	LYCÉE QUALIFIANT ABDELLAH GUENNOUN	34,0112546	-4,9595845	24725Z	Qualifiant
Préfecture: Fès	Zouagha (Arrond.)	URBAIN	LYCÉE COLLÉGIAL ABDELLAH BNOU YASSINE	34,0164808	-5,0493471	02248T	Collégial
Préfecture: Fès	Saïss (Arrond.)	URBAIN	LYCÉE COLLÉGIAL IBN AL BANNAE	34,0193170	-4,9826900	01976X	Collégial
Préfecture: Fès	Zouagha (Arrond.)	URBAIN	LYCÉE QUALIFIANT EL HAJ EL HADI TAJMOUATI	34,0193532	-5,0473728	02104L	Qualifiant
Préfecture: Fès	Zouagha (Arrond.)	URBAIN	LYCÉE COLLÉGIAL BNOU ACHIR	34,0349203	-5,0435622	22747Z	Collégial
Préfecture: Fès	Zouagha (Arrond.)	URBAIN	LYCÉE COLLÉGIAL HOUMANE AL FATOUAKI	34,0366359	-5,0425316	02252X	Collégial
Préfecture: Fès	Sidi Harazem	RURAL	LYCÉE QUALIFIANT SIDI HRAZEM	34,0368729	-4,8696298	26567B	Qualifiant
Préfecture: Fès	Jnan El Ouard (Arrond.)	URBAIN	LYCÉE COLLÉGIAL JABER IBN HAYAN	34,0519645	-4,9586720	23864N	Collégial
Préfecture: Fès	El Mariniyine (Arrond.)	URBAIN	LYCÉE COLLÉGIAL AL MANFALOUTI	34,0540575	-5,0293517	25309J	Collégial
Préfecture: Fès	Jnan El Ouard (Arrond.)	URBAIN	LYCÉE QUALIFIANT AL MASSIRA	34,0567290	-4,9477092	24321K	Qualifiant
Préfecture: Fès	El Mariniyine (Arrond.)	URBAIN	LYCÉE COLLÉGIAL SIDI JAWAD SQUALI	34,0622789	-5,0054525	02244N	Collégial
Préfecture: Meknès	Meknès (Mun.)	URBAIN	LYCÉE QUALIFIANT ANASSI	33,8576420	-5,5665690	26026N	Qualifiant
Préfecture: Meknès	Meknès (Mun.)	URBAIN	LYCÉE COLLÉGIAL ALLAL AL FASSI	33,8665900	-5,5529090	04078G	Collégial

Régions	Localité	Urban / Rural	Nom de l'Établissement scolaire	Latitude	Longitude	Identification de l'établissement	(Collège, Lycée)
Préfecture: Meknès	Meknès (Mun.)	URBAIN	LYCÉE COLLÉGIAL IBN OTMANE EL MEKNASSI	33,8867610	-5,5689910	04084N	Collégial
Préfecture: Meknès	Meknès (Mun.)	URBAIN	LYCÉE COLLÉGIAL RIAD	33,8865935	-5,5691293	04083M	Collégial
Préfecture: Meknès	Meknès (Mun.)	URBAIN	LYCÉE QUALIFIANT MASSIRA	33,8919290	-5,5152180	03951U	Qualifiant
Préfecture: Meknès	Meknès (Mun.)	URBAIN	LYCÉE QUALIFIANT MOULAY YOUSSEF	33,8942410	-5,5413050	03929V	Qualifiant
Préfecture: Meknès	Meknès (Mun.)	URBAIN	LYCÉE COLLÉGIAL IBN AL MONACIF	33,8987880	-5,5832900	04086R	Collégial
Préfecture: Meknès	Meknès (Mun.)	URBAIN	LYCÉE COLLÉGIAL DAKHLA	33,9004250	-5,5100650	20941L	Collégial
Préfecture: Meknès	MRhassiyine	RURAL	LYCÉE COLLÉGIAL AMCHIOT SALLAM BEN BOUCHTA	34,0164260	-5,4890460	03942J	Collégial
Province: Ifrane	Azrou (Mun.)	URBAIN	LYCÉE QUALIFIANT TARIK BNOU ZIAD	33,4372000	-5,2158940	10790C	Qualifiant
Province: Ifrane	Azrou (Mun.)	URBAIN	LYCÉE COLLÉGIAL AL OUAHDA	33,4545268	-5,2284727	19887R	Collégial
Province: Ifrane	Dayat Aoua	RURAL	LYCÉE COLLÉGIAL DAYET AOUA	33,6525485	-5,0021969	24740R	Collégial
Province: Taounate	Karia Ba Mohamed (Mun.)	URBAIN	LYCÉE COLLÉGIAL EL KODS	34,3615592	-5,2094688	15931R	Collégial
Province: Taounate	Rhouazi	RURAL	LYCÉE COLLÉGIAL RHOUAZI	34,4772037	-5,3016061	23282F	Collégial
Province: Taounate	Taounate (Mun.)	URBAIN	LYCÉE QUALIFIANT IBN SINA	34,5198900	-4,6456312	24887A	Collège et Lycée

Régions	Localité	Urbain / Rural	Nom de l'Établissement scolaire	Latitude	Longitude	Identification de l'établissement	(Collège, Lycée)
Province: Taounate	Fennassa Bab El Hit	RURAL	LYCÉE COLLÉGIAL FENNASSA	34,6302791	-4,3932958	24408E	Collégial
Province: Taounate	Sidi YahyaBni Zeroual	RURAL	LYCÉE COLLÉGIAL SIDI YEHYA BNI ZEROUAL	34,7017366	-4,9906660	25361R	Collège et Lycée

Région Marrakech-Safi

Régions	Localité	Urbain / Rural	Nom de l'Établissement scolaire	Latitude	Longitude	Identification de l'établissement	(Collège, Lycée)
Préfecture: Marrakech	Sidi Youssef Ben Ali (Arrond.)	Urbain	LYCEE COLLEGIAL ES SAFA	31,608	-7,9583	02833D	Collegial
Préfecture: Marrakech	Ménara (Arrond.)	Urbain	LYCEE COLLEGIAL AL ATLAS	31,603	-8,0512	23070A	Collegial
Préfecture: Marrakech	Ménara (Arrond.)	Urbain	LYCEE COLLEGIAL AL AZZOUZIA	31,687	-8,0638	25466E	Collegial
Préfecture: Marrakech	Marrakech-Médina (Arrond.)	Urbain	LYCEE COLLEGIAL EL MANSOUR EDDAHBI	31,617	-7,9804	02625C	Collegial
Préfecture: Marrakech	Loudaya	Rural	LYCEE COLLEGIAL HOUMMANE EL FETOUAKI	31,629	-8,2829	24544C	Collegial
Préfecture: Marrakech	Sidi Youssef Ben Ali (Arrond.)	Urbain	LYCEE COLLEGIAL IBN AL AARIF	31,605	-7,966	02832C	Collegial
Préfecture:	Gueliz (Arrond.)	Urbain	LYCEE COLLEGIAL NAKHIL	31,639	-8,0075	02626D	Collegial

Régions	Localité	Urbain / Rural	Nom de l'Établissement scolaire	Latitude	Longitude	Identification de l'établissement	(Collège, Lycée)
Marrakech							
Préfecture: Marrakech	Ouahat Sidi Brahim	Rural	LYCEE COLLEGIAL TENSIFT	31,708	-8,0051	18547J	Collegial
Préfecture: Marrakech	Ménara (Arrond.)	Urbain	LYCEE QUALIFIANT EL KHAOUARIZ MI	31,617	-8,0516	20647S	Qualifiant
Préfecture: Marrakech	Gueliz (Arrond.)	Urbain	LYCEE QUALIFIANT ERRAHALI EL FAROUK	31,649	-7,9901	02633L	Qualifiant
Préfecture: Marrakech	Marrakech-Médina (Arrond.)	Urbain	LYCEE QUALIFIANT HASSANE BEN TABIT	31,623	-7,9774	02708T	Qualifiant
Préfecture: Marrakech	Ménara (Arrond.)	Urbain	LYCEE QUALIFIANT SALAH EDDINE EL AYOUBI	31,63	-8,0672	02653H	Qualifiant
Préfecture: Marrakech	Harbil	Rural	LYCEE QUALIFIANT TAMANSOURTE	31,762	-8,1117	25519M	Qualifiant
Province: Chichaoua	Taouloukout	Rural	LYCEE COLLEGIAL HASSAN II	31,221	-9,0892	21853C	Collegial
Province: Chichaoua	Chichaoua (Mun.)	Urbain	LYCÉE COLLÉGIAL HAY LHASSANI	31,457	-8,7116	25486B	Collegial
Province: Chichaoua	M'Zouda	Rural	LYCEE COLLEGIAL IBN ANNAFISS	31,29	-8,5861	18465V	Collegial
Province: Chichaoua	Lamzoudia	Rural	LYCÉE QUALIFIANT LAMZOULDIA	31,585	-8,4817	25536F	Qualifiant
Province: Essaouira	Essaouira (Mun.)	Urbain	LYCEE COLLEGIAL	31,511	-9,7624	10394X	Collegial

Régions	Localité	Urbain / Rural	Nom de l'Établissement scolaire	Latitude	Longitude	Identification de l'établissement	(Collège, Lycée)
			NOUVEAU COLLEGE				
Province: Essaouira	Sidi Ishaq	Rural	LYCEE COLLEGIAL JABIR IBN HAYANE	31,871	-9,4479	25681N	Collegial
Province: Essaouira	Ounagha	Rural	LYCEE COLLEGIAL MOHAMED ZERKTOUNI	31,54	-9,5268	24216W	Collegial
Province: Essaouira	Smimou	Rural	LYCEE COLLEGIAL SMIMOU	31,214	-9,7024	10399C	Collegial
Province: Essaouira	Talmest (Mun.)	Urbain	LYCEE QUALIFIANT TALMEST	31,809	-9,3346	10401E	Collège et Lycée
Province: Safi	Safi (Mun.)	Urbain	LYCEE QUALIFIANT LAFQIH EL KANOUNI	32,311	-9,223	14005X	Qualifiant
Province: Safi	Sidi Ettiji	Rural	LYCEE COLLEGIAL AL BOUHTOURI	32,17	-8,8631	24576M	Collegial
Province: Safi	Khatazakan e	Rural	LYCEE COLLEGIAL EL KINDI	32,208	-9,133	26337B	Collegial
Province: Safi	Sebt Gzoula (Mun.)	Urbain	LYCEE COLLEGIAL FQIH EL JAZOULI	32,106	-9,0807	13996M	Collegial
Province: Safi	Safi (Mun.)	Urbain	LYCEE COLLEGIAL OUED EDDAHAB	32,316	-9,222	13987C	Collegial
Province: Safi	Safi (Mun.)	Urbain	LYCEE QUALIFIANT HASSAN II	32,292	-9,228	14000S	Qualifiant

PARTIE 2 :
CONDITIONS DU CONTRAT ET
CONTRAT

ACCORD CONTRACTUEL

Le présent CONTRAT (ci-après désigné par le « Contrat ») est passé le [jour][mois][année] entre l'Agence MCA-Morocco (ci-après appelé l'« Agence MCA-Morocco ») d'une part et [dénomination sociale complète du Consultant] (ci-après appelé le « Consultant ») d'autre part.

[Note : Si le Consultant est constitué de plusieurs entités, le texte suivant doit être utilisé]

Le présent Contrat (ci-après désigné par le « Contrat ») est passé le [jour][mois][année] entre l'Agence MCA-Morocco (ci-après appelé l'« Agence MCA-Morocco ») d'une part et [dénomination sociale complète du Consultant Principal] (ci-après appelé le « Consultant ») en [co-entreprise / consortium / association] avec [dresser la liste des noms de chaque entité en co-entreprise] d'autre part, dont chacune d'entre elles sera conjointement et solidairement responsable à l'égard de l'Agence MCA-Morocco de toutes les obligations du Consultant en vertu de ce Contrat, et étant réputé comprise dans toute référence au terme « Consultant ».

PREAMBULE

ETANT DONNE QUE,

- (a) Millennium Challenge Corporation, Agence du Gouvernement américain, a signé un Compact d'une valeur de 450 millions de dollars en faveur du Gouvernement du Maroc auquel s'ajoute une contribution du gouvernement marocain d'une valeur d'au moins 67,5 millions de dollars. Conformément aux termes et aux conditions du Compact, aux accords connexes, et à la disponibilité des fonds, le Gouvernement, agissant par l'intermédiaire de l'Agence MCA-Morocco, a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour financer les services professionnels d'un Consultant **Gestionnaire du Fonds chargé d'appuyer l'Agence MCA-Morocco dans la mise en œuvre, la gestion, le suivi et la clôture des activités du Fonds des Zones Industrielles Durables - FONZID**. Le paiement effectué au titre du marché envisagé sera soumis, à tous égards, aux termes et conditions du Compact et des documents associés, y compris aux restrictions relatives à l'utilisation et aux conditions de décaissement du Financement MCC et du Gouvernement. Aucune partie autre que le Gouvernement et l'Agence MCA-Morocco ne pourra se prévaloir du Compact ni prétendre au produit du Financement MCC. ; et
- (b) L'Agence MCA-Morocco a demandé au Consultant de fournir certains Services définis à l'Annexe A du présent Contrat ; et
- (c) Le Consultant, ayant déclaré à l'Agence MCA-Morocco qu'il a l'expertise professionnelle, le personnel et les ressources techniques requises, a convenu de fournir ces Services conformément aux termes et conditions arrêtés au présent Contrat.

EN CONSÉQUENCE, les Parties à ce Contrat ont convenu de ce qui suit :

1. En contrepartie du paiement qu'effectuera l'Agence MCA-Morocco au Consultant

conformément aux stipulations du présent Contrat, le Consultant convient par les présentes avec l' Agence MCA-Morocco à fournir les Services conformément aux conditions du présent Contrat.

2. Sous réserve des clauses du présent Contrat, l' Agence MCA-Morocco convient par les présentes de payer au Consultant, en contrepartie des Services, le Prix contractuel (tel que défini ci-après) ou toute autre somme exigible conformément aux stipulations du présent Contrat aux dates et selon les modalités prévues dans le présent Contrat.

EN FOI DE QUOI, les Parties au présent Contrat ont fait signer le présent Contrat conformément aux lois du Royaume du Maroc le jour, mois et années indiqués ci-dessus.

Pour l'Agence MCA-Morocco :

Pour **[dénomination sociale complète du Consultant] :**

Signature

Signature

Nom

Nom

En présence de :

En présence de :

[Note : Si le Consultant est constitué de plusieurs entités, chacune d'entre elles doit apparaître comme signataire de la manière suivante :]

Pour et au nom de chacun des Membres du Consultant

[Nom du Membre]

[Représentant désigné]

[Nom du Membre]

[Représentant désigné]

CONDITIONS GENERALES DU CONTRAT

1. Définitions

- 1.1 Les termes en majuscules utilisés dans le présent Contrat et qui n'ont pas été autrement définis, ont le sens qui leur est attribué dans le Compact ou autre document connexe. A moins que le contexte ne l'exige autrement, chaque fois qu'ils sont utilisés dans le présent Contrat, les termes suivants ont le sens qui leur est attribué ci-dessous :
- (a) « Droit applicable » a la signification qui lui est attribuée **dans les CPC.**
 - (b) « Associé » désigne une entité faisant partie de l'Association constituant le Consultant. Un Sous-traitant n'est pas un Associé.
 - (c) « Association » ou « **association** » désigne une association **d'entités** constituant le Consultant.
 - (d) « Compact » a la signification donnée à ce terme dans le préambule de l'Accord contractuel.
 - (e) « Consultant » a la signification donnée à ce terme dans le premier paragraphe du Contrat.
 - (f) « Contrat » désigne le contrat passé entre l'Agence MCA-Morocco et le Consultant, afin de fournir les Services, et comprend le Contrat, les Conditions générales du contrat (CGC), les Conditions particulières du Contrat (CPC) ainsi que les Annexes (chacun faisant partie intégrante de cet accord), tels qu'ils pourraient être amendés, modifiés, ou complétés à l'occasion conformément aux clauses du présent Contrat.
 - (g) « Prix contractuel » désigne le prix à payer pour les Services, conformément à la sous-clause 17.1 des CGC.
 - (h) « Date d'entrée en vigueur » a la signification qui lui est attribuée à la Clause 16.2 des CGC.
 - (i) « Force Majeure » a la signification qui lui est attribuée à la Clause 22.1 des CGC.
 - (j) « CGC » désigne les Conditions générales du Contrat.
 - (k) « Gouvernement » a la signification qui lui est attribuée dans le préambule du présent Contrat.
 - (l) « Personnel professionnel clé » désigne le Personnel dont la liste est dressée à l'Annexe D du présent Contrat.
 - (m) « Monnaie nationale » a la signification qui lui est attribuée **dans les CPC.**
 - (n) « Pays MCA » a la signification qui lui est attribuée **dans**

les CPC.

- (o) « Agence MCA-Morocco » a la signification qui lui est attribuée dans le premier paragraphe du présent Contrat.
- (p) « MCC » a la signification donnée à ce terme dans le préambule du présent Contrat.
- (q) « Membre » désigne toute entité qui constitue une co-entreprise ou autre **association** ; et « Membres » signifie toutes ces entités.
- (r) « Partie » désigne l'Agence MCA-Morocco ou le Consultant, selon le cas, et « Parties » signifie l'Agence MCA-Morocco et le Consultant.
- (s) « Personnel » désigne les personnes engagées par le Consultant ou par tout Sous-traitant et affectées à l'exécution de tout ou partie des Services.
- (t) « CPC » désigne les Conditions Particulières du Contrat qui permettent de modifier ou de compléter les CGC.
- (u) « Services » désigne les activités que doivent exécuter le Consultant conformément au présent Contrat, comme décrit à l'Annexe A du présent Contrat.
- (v) « Sous-traitant » désigne toute personne physique ou morale à laquelle le Consultant sous-traite une partie des Services.
- (w) « Impôt » et « Impôts » a le sens conféré à ce terme dans le Compact ou tout autre accord connexe.
- (x) « Commerce des êtres humains » a le sens qui lui est attribué à la Clause 25 des CGC.
- (y) « Dollars US » désigne la monnaie des États-Unis d'Amérique.

2. Interprétation

2.1 Pour interpréter ce Contrat, sauf indication contraire :

- (i) « confirmation » désigne confirmation par écrit;
- (ii) « par écrit » signifie qui a été communiqué sous forme écrite (par exemple, par la poste, par courriel ou par télécopie) et livré avec accusé de réception ;
- (iii) à moins que le contexte ne l'exige autrement, les termes mentionnés au singulier comprennent également le pluriel et vice versa ;
- (iv) le féminin comprend le masculin et vice versa ; et
- (v) les titres ne sont donnés qu'à titre de référence et ne limitent, n'altèrent en rien ou n'affectent nullement la signification des stipulations du présent Contrat.

3. Langue et Droit applicable

3.1 Le présent Contrat a été signé dans la ou les langues **visé(es)**

aux CPC. Si le Contrat est signé à la fois en anglais et dans une langue locale visée aux CPC, la version anglaise fera foi et sera la langue de prédilection pour toutes les questions relatives à la signification et à l'interprétation du présent Contrat.

3.2 Le présent Contrat, sa signification, son interprétation et les relations entre les parties seront soumis au Droit applicable.

4. Communications

4.1 Toute notification, demande ou approbation devant ou pouvant être adressé en vertu du présent Contrat devra l'être sous forme écrite. Sous réserve du respect du droit applicable, toute notification, demande ou approbation est réputée sera considérée comme ayant été adressée ou donnée lorsqu'elle aura été transmise en personne à un représentant autorisé de la Partie à laquelle cette communication aura été envoyée à l'adresse **indiquée dans les CPC**, ou envoyée par télécopie confirmée ou courriel confirmé à cette Partie, si, dans l'un ou dans l'autre cas, l'envoi a lieu pendant les heures normales de bureau de la Partie destinataire.

4.2 Une Partie peut modifier son nom ou l'adresse où lui seront effectuées les notifications conformément au présent Contrat par notification de l'autre Partie dudit changement par avis envoyé à l'adresse **indiquée dans les CPC 4.1**.

5. Sous-traitance

5.1 Dans le cas où le Consultant entend sous-traiter une partie importante des services de consultance pour lesquels il a été engagé (réputée importante si la valeur est supérieure à 100 000 USD), il doit obtenir l'approbation écrite préalable du sous-traitant par l'Agence MCA-Morocco. La sous-traitance n'altère en rien les obligations du Consultant en vertu du présent Contrat.

6. Relations entre les Parties

6.1 Aucune stipulation figurant au présent Contrat ne saurait être interprété comme créant une relation d'employeur à employé ou de mandant à mandataire entre l'Agence MCA-Morocco et le Consultant. Dans le cadre du présent Contrat, le Personnel et les Sous-traitants, le cas échéant, exécutant les Services dépendent totalement du Consultant qui est entièrement responsable des Services exécutés par ces derniers ou de leur part .

7. Lieux

7.1 Les Services seront rendus sur les lieux indiqués à l'Annexe A du présent Contrat et, lorsque la localisation d'une tâche particulière n'est pas précisée, en des lieux que l'Agence MCA-Morocco approuvera, dans le pays MCA ou ailleurs.

- | | |
|---|---|
| 8. Pouvoir du Membre en Charge | 8.1 Dans le cas où le Consultant est une co-entreprise ou autre association qui est constituée de plusieurs entités, les Membres autorisent par la présente, l'entité indiquée dans les CPC à exercer pour leur compte tous les droits et obligations du Consultant envers l'Agence MCA-Morocco au titre du présent Contrat, y compris à titre indicatif et non limitatif, à recevoir les instructions et percevoir les paiements effectués par l'Agence MCA-Morocco. |
| 9. Représentants désignés | 9.1 Toute action qui peut ou qui doit être effectuée, et tout document qui peut ou qui doit être établi en vertu du présent Contrat par l'Agence MCA-Morocco ou par le Consultant peut être effectué ou établi par les représentants indiqués dans les CPC . |
| 10. Description et Approbation du personnel ;
Ajustements ; Approbation des tâches supplémentaires | <div style="padding-left: 20px;">10.1 Le titre du poste, la description des tâches convenues les qualifications minimales et la durée estimative d'engagement consacrée à l'exécution des Services pour chacun des membres du Personnel professionnel clé du Consultant sont décrits à l'Annexe D. La liste par titre de poste et par nom du membre du Personnel clé et des Sous-traitants qui figure à l'Annexe D est approuvée par la présente par l'Agence MCA-Morocco.</div> <div style="padding-left: 20px;">10.2 La Sous-clause 38.1 des CGC s'applique aux autres membres du personnel et aux Sous-traitants que le Consultant propose d'engager pour l'exécution des Services, et le Consultant soumet à l'Agence MCA-Morocco une copie de leurs curriculum vitae (CV) pour examen et approbation.</div> <div style="padding-left: 20px;">10.3 Le Consultant pourra ajuster la durée estimative d'engagement du Personnel professionnel clé telle qu'indiquée à l'Annexe D sans l'accord préalable de l'Agence MCA-Morocco à condition que (a) ces ajustements ne modifient pas la durée initialement prévue d'engagement d'un individu, de plus de dix pour cent (10%) ou d'une semaine, la durée la plus longue étant retenue et (b) la totalité de ces ajustements n'entraîne pas des paiements en vertu du présent Contrat dépassant le Prix contractuel. Si mentionné dans les CPC, le Consultant notifie ces ajustements par écrit à l'Agence MCA-Morocco. Tout autre ajustement doit être fait avec l'accord écrit préalable de l'Agence MCA-Morocco.</div> <div style="padding-left: 20px;">10.4 S'il est demandé des tâches supplémentaires au-delà des Services indiqués à l'Annexe A, la durée d'engagement du Personnel professionnel clé indiqué à l'Annexe D pourra être prolongée par accord écrit entre l'Agence MCA-Morocco et le</div> |

Consultant. Dans le cas où de telles tâches entraînent des paiements en vertu du présent Contrat dépassant le Prix contractuel, ces services et paiements supplémentaires seront explicitement décrits dans l'accord et seront soumises aux stipulations des sous-clauses 16.4, 16.5 et 17.4 des CGC.

Chef de projet résident	10.5 Si les CPC l'exigent , le Consultant assurera de façon continue, pendant toute la durée de l'exécution des Services dans le Pays MCA, la présence d'un chef de projet résident, jugé acceptable par l'Agence MCA-Morocco, qui assumera la direction de l'exécution des Services.
11. Heures ouvrables, heures supplémentaires, congés, etc.	<p>11.1 Le Consultant doit communiquer à l'ensemble du Personnel des informations détaillées, claires et compréhensibles sur ses droits en vertu de la loi nationale du travail et de l'emploi et sur toute convention collective applicable, y compris sur ses droits relatifs aux horaires, salaires, heures supplémentaires, indemnités et avantages sociaux, dès le début de la relation de travail et lorsque des changements importants se produisent.</p> <p>11.2 Les heures ouvrables et les jours fériés du Personnel professionnel clé sont indiqués à l'Annexe D. En ce qui concerne les délais de route, le Personnel étranger qui exécutera des Services dans le Pays MCA sera considéré comme ayant commencé ou terminé ses Services pour le nombre de jours avant leur arrivée, ou après leur départ du Pays MCA comme indiqué à l'Annexe D.</p> <p>11.3 Le Consultant et le Personnel clé n'auront pas le droit d'être payées en heures supplémentaires ni à bénéficier des congés maladie payés ou des congés payés sauf dans les cas prévus à l'Annexe D ; sauf dans ces cas, la rémunération du Consultant sera réputée couvrir ces heures supplémentaires, congés maladie et congés payés. Les congés accordés au Personnel sont inclus dans le nombre de mois de service figurant à l'Annexe D. Les congés pris par le Personnel sont soumis à l'approbation préalable du Consultant qui s'assurera que les absences pour congé ne retarde pas le déroulement et le suivi des Services.</p> <p>11.4 Le Consultant doit développer et mettre en œuvre des politiques et procédures en matière de ressources humaines adaptées à sa taille et à ses effectifs, qui définissent son approche en matière de gestion du personnel. Le Consultant devrait au moins fournir à l'ensemble du personnel des informations détaillées, claires et compréhensibles sur ses droits en vertu de toutes les lois applicables en matière de travail et de toute convention collective applicable, y compris</p>
Engagement du personnel et de la main-d'œuvre	

sur ses droits en matière d'emploi, de santé, de sécurité, d'immigration et d'émigration au début de la relation de travail et lorsque des changements importants surviennent.

- 11.5 Le Consultant doit veiller à ce que les conditions d'emploi des travailleurs migrants ne soient pas affectées par leur statut de migrant.
- 11.6 Le Consultant doit s'assurer que les Sous-traitants respectent les conditions d'emploi et de travail décrites dans les normes de performance de l'IFC en vigueur à un quelconque moment.

Logement du Personnel et de la Main-d'œuvre

Lorsque des services de logement ou des installations sont fournis au Personnel, le Consultant doit développer et mettre en œuvre des politiques sur la qualité et la gestion de ces logements et de la fourniture de ces installations (y compris un espace minimum, l'approvisionnement en eau, des systèmes d'évacuation des eaux usées et d'enlèvement des ordures, une protection appropriée contre la chaleur, le froid, l'humidité, le bruit, et les animaux porteurs de maladies, des installations sanitaires et de lavage adéquates, un système de ventilation, des installations de cuisson et d'entreposage, un éclairage naturel et artificiel et toutes précautions raisonnables pour préserver la santé et la sécurité du Personnel). Les services de logement et les installations doivent être fournis de manière conforme aux principes de non-discrimination et d'égalité des chances. Les stipulations relatives au logement ne doivent pas restreindre la liberté de mouvement ou d'association, sauf que des logements séparés devraient être prévus pour les hommes et les femmes. Des informations supplémentaires se trouvent sur le site suivant : <https://www.mcc.gov/resources/doc/guidance-accommodation-welfare-staff-and-labor>

- 11.7 Lors de la soumission de son Programme de Gestion Environnementale et Sociale (PGES), le Consultant doit y inclure les spécifications proposées pour les services et installations qui seront fournis au Personnel et à la main-d'œuvre. Les services et installations proposés doivent être conformes aux exigences de la norme PS-2 et être approuvés par l'Ingénieur. Pour de plus amples informations sur les normes applicables au logement des travailleurs, voir: « Logement des travailleurs: processus et normes, note d'orientation de l'IFC et de la BERD », notamment sa partie II: sous-section I. Normes relatives au logement des travailleurs, disponibles sur le site : https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/9839db00488557d1bdfc6515bb18/workers_accomodation.pdf?MOD=AJPERE

[S&CACHEID=9839db00488557d1bdfcff6a6515bb18](#)

12. Retrait et/ou remplacement du Personnel
- 12.1 Sauf dans le cas où l'Agence MCA-Morocco en aura décidé autrement, aucun changement ne sera apporté au Personnel clé. Si, pour des raisons indépendantes de la volonté du Consultant, telle que le départ à la retraite, le décès ou l'incapacité médicale, il s'avère nécessaire de remplacer un des membres du Personnel clé, le Consultant fournira en remplacement, conformément à la sous-Clause 38.1(a) des CGC, une personne de qualification égale ou supérieure.
- 12.2 Si l'Agence MCA-Morocco (a) découvre qu'un des membres du Personnel a commis une faute lourde ou grave ou est accusé d'avoir commis un crime, ou (b) a des raisons suffisantes de ne pas être satisfaite de la prestation d'un membre du Personnel, le Consultant devra, sur demande écrite motivée de l'Agence MCA-Morocco, et sous réserve de la sous-clause 38.1 (a) des CGC, fournir un remplaçant dont les qualifications et l'expérience seront acceptables par l'Agence MCA-Morocco.
- 12.3 Le Consultant ne peut réclamer des coûts additionnels découlant directement ou accessoirement de tout retrait et/ou remplacement de Personnel.
- 12.4 Le Consultant doit mettre en place un mécanisme de réclamation destiné aux membres du Personnel pour leur permettre de faire part de leurs préoccupations liées au lieu de travail. Le Consultant doit informer le Personnel de l'existence du mécanisme de réclamation au moment de leur recrutement et le rendre facilement accessible. Le mécanisme doit garantir un niveau de gestion approprié et doit répondre rapidement aux préoccupations, grâce à un processus compréhensible et transparent qui fournit des informations en temps opportun aux personnes concernées, sans aucune rétribution. Le mécanisme devrait également permettre que des plaintes anonymes soient soulevées et traitées. Le mécanisme ne devrait pas empêcher l'accès à d'autres voies de recours judiciaires ou administratifs qui pourraient être prévus par la loi ou par les procédures d'arbitrage existantes, ou se substituer aux mécanismes de réclamation prévus dans les conventions collectives.
13. Règlement des différends
- Règlement à l'amiable
- 13.1 Les Parties conviennent qu'éviter ou régler rapidement les différends est crucial pour la bonne exécution du présent Contrat et pour la réussite de cette mission. Les Parties feront

de leur mieux pour régler à l'amiable les différends qui pourraient surgir de l'exécution ou de l'interprétation du présent Contrat.

Règlement des différends	13.2	Tout différend qui pourrait s'élever entre les Parties en raison des stipulations du présent Contrat et qui ne pourrait pas être réglé à l'amiable dans les trente (30) jours suivant la réception par l'une des Parties de la demande par l'autre Partie d'un règlement à l'amiable, peut être soumis à un règlement par l'une ou l'autre des Parties conformément aux stipulations prévues dans les CPC .
14. Commissions et primes	14.1	Le Consultant communique les renseignements sur les commissions et primes payées ou devant être payées à des agents, représentants, ou commissionnaires en rapport avec le processus de sélection ou l'exécution du présent Contrat. Les renseignements communiqués doivent comprendre au moins le nom et l'adresse de l'agent, représentant ou commissionnaire, le montant, la monnaie, et l'objet de la commission ou des primes.
15. Contrat formant un tout	15.1	Le présent Contrat contient l'ensemble des engagements, clauses et stipulations convenus entre les Parties. Aucun agent ou représentant des Parties ne peut faire de déclaration, promesse ou accord qui n'est pas prévu dans le présent Contrat, et aucune des Parties n'est liée ou responsable par une déclaration, promesse ou par un quelconque accord non prévu dans le présent Contrat.
16. Commencement, achèvement et amendement du Contrat		
Entrée en vigueur du Contrat	16.1	Le présent Contrat entrera en vigueur, et a force obligatoire entre les Parties à tous égards, à la date de signature du Contrat par les Parties ou à toute autre date telle que stipulée dans les CPC .
Date d'entrée en vigueur et commencement des Services	16.2	Le Consultant commencera l'exécution des Services à la date indiquée dans les CPC , qui est définie comme la « Date d'entrée en vigueur. »
Achèvement du Contrat	16.3	À moins qu'il n'y soit mis un terme plus tôt en vertu de la clause 20 des CGC, ce Contrat expire d'office et sans formalité aucune de la part de MCA-Morocco, à la date d'échéance spécifiée dans les CSC .

Modifications ou variations	16.4	Toute modification ou variation des termes et conditions du présent Contrat, y compris toute modification ou variation du champ des Services, se fait par accord écrit entre les Parties. Toutefois, conformément à la sous-clause CGC 50.1 ci-après, chaque Partie prendra sérieusement en considération toute proposition de modification présentée par l'autre Partie.
Modifications substantielles	16.5	Dans les cas suivants, l'approbation écrite préalable de MCC est nécessaire : <ul style="list-style-type: none"> (a) la Valeur Contractuelle d'un Contrat qui n'exigeait pas d'approbation en vertu de la politique MCC augmente et atteint une valeur exigeant cette approbation (b) la durée initiale du Contrat est prorogée de 25% ou plus, ou (c) la valeur initiale du Contrat est augmentée de dix pour cent (10%) ou d'1 million de dollars US ou plus (suivant le cas); une fois que le seuil de modifications ou d'ordres de modification de 10% du Contrat (ou d'1 million de dollars US) est atteint pour un Contrat, toute modification ultérieure du Contrat ou tout ordre de modification ultérieur dépassant individuellement ou collectivement 3% de la valeur initiale du Contrat exige également l'approbation de MCC.
17. Paiements au Consultant		
Prix du Contrat	17.1	Sous réserve des stipulations de la sous-clause 17.5 des CGC, le paiement total effectué au Consultant ne dépassera pas le Prix du Contrat établi dans les CPC (qui peut être ajusté conformément aux termes des CPC). Le Prix du Contrat est un prix fixe couvrant tous les coûts exigés pour l'exécution des Services conformément aux stipulations du présent Contrat. Le Prix du Contrat ne peut être supérieur aux montants indiqués dans les CPC (y compris, à titre indicatif et non limitatif, conformément aux stipulations des sous-clauses 10.4, 46.2 et 48.2 des CGC) que si les Parties ont accepté des paiements additionnels conformément aux sous-clauses 16.4, 16.5 et 17.4 des CGC.
Monnaie de paiement	17.2	Les paiements seront effectués en Dollars US, ou en monnaie nationale ou, si cela est justifié par des raisons commerciales valables et après approbation de l'Agence MCA-Morocco, les paiements seront effectués dans une combinaison des deux devises.
Termes, conditions et modalités de facturation et de paiement	17.3	Les paiements seront versés sur le compte du Consultant selon le calendrier des paiements indiqué à la sous-clause 17.1 des

CPC et sur présentation d'une facture. Tout autre paiement se fera lorsque les conditions **définies dans les CPC** ont été réunies, et après présentation par le Consultant à l'Agence MCA-Morocco d'une facture précisant le montant. Dans tous les cas, les factures doivent être présentées à l'Agence MCA-Morocco au plus tard trente (30) jours avant la date effective du paiement et ne seront considérées remises que si elles sont présentées dans la forme et selon le contenu approuvés par l'Agence MCA-Morocco. Les paiements sont effectués au Consultant dans les trente (30) jours suivant la réception par l'Agence MCA-Morocco d'une facture valide et correcte ou suivant l'acceptation par l'Agence MCA-Morocco du livrable requis (par exemple la remise des rapports), la dernière des deux dates étant retenue. Le Consultant se conforme à toute autre instruction relative au paiement comme pourrait raisonnablement le demander l'Agence MCA-Morocco.

Paiement des services additionnels

17.4 Pour déterminer la rémunération des services additionnels pouvant être effectuée conformément à la sous-clause 16.4 des CGC, une ventilation du Prix du Contrat figure aux Annexes E et F.

Intérêt moratoire

17.5 Si l'Agence MCA-Morocco accuse un retard de paiement de plus de trente (30) jours suivant la date de paiement déterminée conformément à la sous-clause 17.3 des CG, un intérêt moratoire sera dû au Consultant pour chaque jour de retard au taux **indiqué dans les CPC**.

18. Impôts et taxes

(a) Le Gouvernement est engagé en vertu de tout Compact exécuté, à faire en sorte que le don du MCC soit exempt d'impôts et de rembourser à MCA-Morocco les impôts payés en violation des dispositions d'exemption applicables selon le Compact. Le Gouvernement n'accordera pas aux prestataires d'exonération de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les sociétés, les personnes morales de droit commun et les personnes physiques, citoyens ou étrangers résidents au Maroc ou pas et travaillant dans le cadre du Compact.

(b) Le prestataire, est informé que de nombreux mécanismes d'exonération d'impôts existent en vertu du Droit Applicable. Il est recommandé aux prestataires, de consulter leurs conseillers fiscaux afin de déterminer si des mécanismes d'exonération sont applicables à leurs prestations. Le prestataire, peut avoir recours à ces mécanismes dans la mesure où ils sont applicables. Si, en vertu du Droit Applicable, le prestataire, doit payer des Taxes Exonérées, le prestataire notifiera l'administration fiscale du montant des taxes exonérées payées (cas des sous-traitants payés

avec la TVA) et formulera une demande de remboursement selon les délais convenus figurant dans les accords relatifs à la fiscalité signés entre MCC et le Gouvernement marocain.

NB : les impôts sur le revenu ne sont pas exonérés.

- (c) MCA-Morocco veillera à ce que le Gouvernement fournisse aux prestataires liés par des contrats avec MCA-Morocco, les exonérations auxquelles ils ont droit conformément aux termes du Compact et à la Convention Fiscale. Si MCA-Morocco ne s'acquitte pas de ses obligations au titre du présent paragraphe, le Consultant aura le droit de résilier le présent Contrat conformément à la clause 20.2 (d) des CGC.
- (d) Le Consultant, les sous-traitants, leur Personnel respectif, et leurs familles, devront respecter les procédures douanières à l'importation de biens habituellement en vigueur au **Maroc**.
- (e) Si le Consultant, les sous-traitants, leur Personnel respectif, ou leurs familles, ne réexportent pas les biens importés en franchise des droits et taxes, mais en disposent au **Maroc**, le Consultant, les sous-traitants, leurs Personnels respectifs, ou leurs familles, selon les cas, (i) auront à s'acquitter de ces droits et taxes conformément au Droit Applicable, ou (ii) rembourseront ces droits et taxes au Gouvernement s'ils avaient été pris en charge par cette dernière au moment de l'importation de ces biens au **Maroc**.
- (f) Sans préjudice des droits dont dispose le Consultant au titre de la présente condition, le Consultant, les Consultants sous-traitants et leur Personnel respectif prendront les mesures raisonnables requises par l'Agence MCA-Morocco ou par le Gouvernement pour déterminer quel est leur statut fiscal considérant le contenu du présent Alinéa de la condition 18 des CGC.

- | | |
|------------------------------|---|
| 19. Suspension des paiements | 19.1 L'Agence MCA-Morocco peut, par notification écrite de trente (30) jours au Consultant, suspendre tous les paiements au Consultant en vertu du présent Contrat si ce dernier n'a pas respecté ses obligations contractuelles, y compris les obligations relatives à l'exécution des Services, étant entendu qu'une telle notification de suspension devra (a) indiquer la nature de ce manquement, et (b) demander au Consultant de remédier à ce manquement dans un délai qui ne saurait dépasser trente (30) jours après la date de réception par le Consultant de ladite notification de suspension. |
|------------------------------|---|

20. Résiliation

Par l'Agence MCA-Morocco

- | | |
|------|---|
| 20.1 | Sans préjudice aux autres voies de recours disponibles pour violation du Contrat, l'Agence MCA-Morocco peut résilier le Contrat par notification écrite adressée au Consultant, suite à |
|------|---|

l'un des événements indiqués aux paragraphes (a) à (i) ci-après et suite à l'un des événements indiqués aux paragraphes (h) ou (i) ci-après :

- (a) Si de l'avis de l'Agence MCA-Morocco ou de MCC, le Consultant ne respecte pas ses obligations relatives à l'utilisation des fonds prévue à l'Annexe B. La résiliation conformément à cette stipulation (i) devient effective immédiatement dès l'envoi de la notification de résiliation et (ii) exige que le Consultant rembourse tous les fonds ainsi détournés dans un délai maximum de trente (30) jours à compter de la résiliation.
- (b) Si le Consultant ne remédie pas à un manquement à ses obligations contractuelles (autre que le non-respect de ses obligations relatives à l'utilisation des fonds comme prévu à la sous-clause 20.1(a) des CGC du présent Contrat, un tel manquement ne donnant pas droit à une période pour remédier audit manquement) dans les trente (30) jours suivant la réception de ladite notification ou dans un autre délai accepté par écrit par l'Agence MCA-Morocco. La résiliation en vertu de cette stipulation devient effective immédiatement dès l'expiration des trente (30) jours (ou de tout autre délai accepté par l'Agence MCA-Morocco) ou à une date ultérieure spécifiée par l'Agence MCA-Morocco.
- (c) Si le Consultant (ou tout Membre ou Sous-traitant) devient insolvable ou fait faillite, et/ou n'existe plus ou a été dissout. La résiliation en vertu de cette stipulation devient effective immédiatement après l'envoi de la notification de résiliation ou à toute autre date pouvant être spécifiée par l'Agence MCA-Morocco dans ladite notification.
- (d) Si de l'avis de l'Agence MCA-Morocco, le Consultant (ou tout Membre ou Sous-traitant) s'est livré à de la coercition, à un acte de collusion, à de la corruption, à des pratiques interdites, à des actes d'obstruction ou à de la fraude en vue de l'obtention ou au cours de l'exécution du présent Contrat ou tout autre contrat financé par MCC. La résiliation en vertu de cette stipulation devient effective immédiatement dès l'envoi de la notification de la résiliation.
- (e) Si, suite à un cas de Force Majeure, le Consultant se trouve dans l'incapacité d'exécuter une partie substantielle des Services pendant une période d'au

moins soixante (60) jours. La résiliation en vertu de cette stipulation devient effective trente (30) jours après l'envoi de la notification de résiliation ou à une date ultérieure pouvant être spécifiée par l'Agence MCA-Morocco.

- (f) Si l'Agence MCA-Morocco, de sa propre initiative et pour quelque raison que ce soit, décide de résilier le présent Contrat. La résiliation en vertu de cette stipulation devient effective (30) jours après l'envoi de la notification ou à une date ultérieure pouvant être spécifiée par l'Agence MCA-Morocco.
- (g) Si le Consultant ne se conforme pas à une décision finale obtenue à la suite d'une procédure d'arbitrage engagée conformément à la clause 13 des CGC. La résiliation en vertu de cette stipulation devient effective trente (30) jours après l'envoi de la notification de résiliation ou à une date ultérieure pouvant être spécifiée par l'Agence MCA-Morocco.
- (h) Si le Compact expire, est suspendu ou résilié totalement ou partiellement conformément aux stipulations du Compact. La suspension ou la résiliation en vertu de cette stipulation devient effective immédiatement après l'envoi de la notification de suspension ou de résiliation, selon le cas, conformément aux stipulations de la notification. Si le Contrat est suspendu conformément à la sous-clause 20.1(h) des CGC, le Consultant est tenu de réduire toutes les dépenses, tous les dommages et toutes les pertes causés à l'Agence MCA-Morocco pendant la période de suspension.
- (i) Si un événement s'est produit qui est un motif de suspension ou de résiliation en vertu du Droit Applicable. La suspension ou la résiliation en vertu de cette stipulation devient effective immédiatement après l'envoi de la notification de suspension ou de résiliation, selon le cas, conformément aux stipulations de ladite notification. Si le présent Contrat est suspendu conformément à la sous-clause 20.1(i) des CG, le Consultant est tenu de réduire toutes les dépenses, tous les dommages et toutes les pertes causés à l'Agence MCA-Morocco pendant la période de suspension.

Par le Consultant

20.2 Le Consultant peut résilier le présent Contrat, par notification écrite adressée à l'Agence MCA-Morocco dans le délai indiqué ci-après, ladite notification devant être adressée suite

à l'un des cas prévus aux paragraphes (a) à (e) ci-après :

- (a) Si l'Agence MCA-Morocco ne règle pas, dans les quarante-cinq (45) jours suivant réception de la notification écrite du Consultant faisant état d'un retard de paiement, les sommes qui sont dues au Consultant conformément aux stipulations du présent Contrat, et non sujettes à contestation conformément à la clause 13 des CGC. La résiliation en vertu de cette stipulation devient effective trente (30) jours après l'envoi de la notification à moins que le paiement objet de ladite notification n'ait été effectué par l'Agence MCA-Morocco au Consultant endéans les trente (30) jours.
- (b) Si, à la suite d'un cas de Force Majeure, le Consultant se trouve dans l'incapacité d'exécuter une partie substantielle des Services pendant une période d'au moins soixante (60) jours. La résiliation en vertu de cette stipulation devient effective trente (30) jours après l'envoi de la notification de résiliation.
- (c) Si l'Agence MCA-Morocco ne se conforme pas à une décision finale obtenue à la suite d'une procédure d'arbitrage engagée conformément à la clause 13 des CGC. La résiliation en vertu de cette stipulation devient effective trente (30) jours après l'envoi de la notification de résiliation.
- (d) Si le Consultant ne reçoit pas le remboursement de tout Impôt dont il est exonéré en vertu du Compact dans les cent vingt (120) jours suivant notification par le Consultant à l'Agence MCA-Morocco que ce remboursement est exigible et lui est dû. La résiliation en vertu de cette stipulation devient effective trente (30) jours après l'envoi de la notification de résiliation à moins que le remboursement objet de ladite notification n'ait été versé au Consultant endéans ces trente (30) jours.
- (e) Si le présent Contrat est suspendu conformément aux sous-clauses 20.1(h) ou (i) des CGC pour une période de plus de trois (3) mois consécutifs ; à condition que le Consultant ait respecté son obligation de réduire les dépenses, dommages et pertes conformément aux sous-clauses 20.1(h) ou (i) pendant la période de suspension. La résiliation en vertu de cette stipulation devient effective trente (30) jours après l'envoi de la notification de résiliation.

résiliation		<p>stipulations des sous-clauses 20.1 ou 20.2 des CGC, l'Agence MCA-Morocco règlera au Consultant les sommes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) la rémunération due conformément aux stipulations de la clause 17 des CGC au titre des Services qui auront été exécutés de manière satisfaisante jusqu'à la date effective de résiliation ; et (b) sauf dans les cas de résiliation prévus aux stipulations des paragraphes (a) à (d) et (g) de la sous-clause 20.1 des CGC, le remboursement dans une limite raisonnable (telles que déterminées par l'Agence MCA-Morocco ou MCC) des dépenses résultant de la résiliation rapide et en bon ordre du présent Contrat ; à condition que dans le cas de la suspension du présent Contrat conformément aux stipulations des sous-clauses 20.1 (h) ou (i), le Consultant ait respecté son obligation de réduire les dépenses, dommages et pertes conformément à ces stipulations.
Différends résultant de la résiliation	21.2	<p>Si l'une des Parties conteste l'existence d'un des cas énumérés aux paragraphes (a), (b), (c), (e) ou (g) de la sous-clause 20.1 des CGC ou aux paragraphes (a) à (d) de la sous-clause 20.2 des CGC, elle peut, dans les quarante-cinq (45) jours suivant réception de la notification de résiliation faite par l'autre Partie, soumettre ce point au règlement des différends conformément aux stipulations de la clause 13 des CGC, et le présent Contrat ne pourra être résilié que conformément aux termes de la sentence arbitrale y faisant suite.</p>
Cession des droits et obligations	21.3	<p>Tous les droits et obligations contractuelles des Parties cesseront à la résiliation du présent Contrat conformément aux stipulations la clause 20 des CGC, ou à l'achèvement du présent Contrat conformément aux stipulations de la sous-clause 16.3 des CGC, à l'exception (a) des droits et obligations qui pourraient demeurer à la date de résiliation ou d'achèvement du Contrat, (b) de l'obligation de confidentialité prévue à la clause 33 des CGC, (c) de l'obligation qu'a le Consultant d'autoriser l'inspection, la copie et la vérification des comptes et rapports prévus à la clause 37 des CGC et à l'Annexe B et (d) de tout droit et obligation qu'une Partie peut avoir en vertu du Droit Applicable.</p>
Cessation des Services	21.4	<p>Sur résiliation du présent Contrat par notification de l'une des Parties à l'autre conformément aux stipulations des sous-clauses 20.1 ou 20.2 des CGC, le Consultant devra, immédiatement dès l'envoi ou la réception de cette notification, prendre toutes les mesures permettant de conclure</p>

au mieux les Services et réduire dans la mesure du possible les dépenses correspondantes. En ce qui concerne les documents préparés par le Consultant et les équipements et autre matériel fournis par l'Agence MCA-Morocco, le Consultant procèdera comme prévu aux clauses 34 et 41 des CGC.

22. Force majeure

Définition	22.1	Aux fins du présent Contrat, « Force majeure » signifie tout événement ou condition (a) qui n'est pas raisonnablement prévisible, qui échappe à la volonté d'une Partie, et qui ne résulte pas d'actes, d'omissions ou de retards de la Partie qui l'invoque (ou de ceux d'un tiers sur lequel cette Partie exerce un contrôle, y compris un Sous-traitant) ; (b) qui n'est pas un acte, un événement ou une condition dont la Partie a expressément accepté d'assumer les risques ou les conséquences en vertu du présent Contrat ; (c) et qui n'aurait pu être évité, réparé ou corrigé par la Partie agissant avec une diligence raisonnable ; et (d) qui rend impossible l'exécution par une Partie de ses obligations contractuelles ou qui rend cette exécution si difficile qu'elle peut être tenue pour impossible dans de telles circonstances.
Non rupture du Contrat	22.2	Le manquement par une Partie à l'une quelconque de ses obligations contractuelles ne constitue pas une rupture du Contrat, ou un manquement à ses obligations contractuelles, si un tel manquement résulte d'un cas de Force majeure, dans la mesure où la Partie qui se trouve dans une telle situation (a) a pris toutes les précautions et mesures raisonnables pour pouvoir exécuter les termes et conditions du présent Contrat, et (b) a averti l'autre Partie dès que possible (et en aucun cas plus de cinq (5) jours après la survenance dudit événement) de la survenance d'un événement donnant lieu à l'invocation d'un cas de Force majeure.
Mesures à prendre	22.3	Sous réserve des stipulations de la sous-clause 22.6 des CGC, une Partie affectée par un cas de Force majeure continuera à respecter ses obligations contractuelles dans la mesure du possible et prendra toutes les mesures raisonnables pour minimiser et remédier aux conséquences de tout cas de Force majeure.
	22.4	Une Partie affectée par un cas de Force majeure doit apporter la preuve de la nature et de la cause du cas de force majeure, et notifier par écrit dès que possible l'autre Partie du retour à la normale.
	22.5	Tout délai accordé à une Partie en vertu du présent contrat,

pour l'exécution d'un acte ou d'une tâche, sera prorogé d'une durée égale à la période pendant laquelle cette Partie a été dans l'incapacité d'exécuter cette tâche par suite d'un cas de Force majeure.

22.6 Pendant la période où il a été dans l'incapacité d'exécuter les Services à la suite du cas de Force majeure, le Consultant doit, suivant les instructions de l'Agence MCA-Morocco, soit :

(a) se démobiliser, auquel cas le Consultant se voit rembourser les frais supplémentaires nécessaires encourus dans une limite raisonnable et, si le Consultant se voit demander par l'Agence MCA-Morocco de reprendre les Services au moment du retour à la normale, les frais supplémentaires nécessaires encourus dans une limite raisonnable par le Consultant en raison de cette reprise ; ou

(b) poursuivre l'exécution des Services dans la mesure du possible, auquel cas le Consultant continue à être rémunéré conformément aux termes du présent Contrat et sera remboursé des frais supplémentaires nécessaires encourus de manière raisonnable.

22.7 En cas de différend entre les Parties sur l'existence ou l'ampleur d'un cas de Force majeure, le différend doit être réglé conformément aux stipulations de la clause 13 des CGC.

23. Stipulations nécessaires ;
clauses de transfert

23.1 Pour éviter tout doute, les Parties acceptent et comprennent que les stipulations de l'Annexe B reflètent certaines obligations du Gouvernement et de l'Agence MCA-Morocco en vertu de clauses du Compact et des documents connexes qui doivent être transférées à tout Consultant, Sous-traitant ou Associé qui participe aux procédures de passation de marchés ou aux contrats financés par MCC, et que, tout comme dans d'autres clauses du présent Contrat, les stipulations de l'Annexe B sont des clauses qui lient les Parties au présent Contrat.

23.2 Le Consultant doit veiller à inclure toutes les stipulations qui figurent à l'Annexe B dans tout accord de sous-traitance ou de sous-attribution signé comme autorisé par les stipulations du présent Contrat .

24. Exigences en matière de
lutte contre la fraude et la
corruption

24.1 MCC exige de tous les bénéficiaires du Financement MCC, y compris des soumissionnaires, fournisseurs, entrepreneurs, sous-traitants et consultants au titre de tout contrat financé par MCC, le respect des normes d'éthique les plus strictes lors de la sélection des consultants et de l'exécution desdits

contrats.

La politique de MCC en matière de prévention et de détection de la fraude et de la corruption, et de lutte contre ces pratiques dans les opérations de MCC (« Politique Anti-Fraude et Anti-corruption de MCC ») s'applique à tous les contrats et procédures de passation de marché impliquant un Financement par MCC. Ladite Politique est disponible sur le site web de MCC. La Politique AFC de MCC exige des sociétés et entités bénéficiant de fonds de MCC de reconnaître avoir pris connaissance de la Politique AFC de MCC et de certifier avoir des engagements et procédures acceptables en place pour faire face aux risques de fraude et de corruption.

Toute entité qui se voit attribuer (y compris, à titre indicatif et non limitatif, des contrats et des subventions) un Financement MCC d'une valeur de plus de 500 000 Dollars US, doit certifier qu'elle adoptera et mettra en place un code d'éthique et de conduite des affaires dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant l'attribution du Contrat. Ladite entité doit également inclure la teneur de cette clause dans les accords de sous-traitance d'une valeur de plus de 500 000 Dollars US. Les informations relatives à la mise en place d'un code d'éthique et de conduite des affaires peuvent être obtenues auprès de nombreuses sources, y compris, à titre indicatif et non limitatif, sur les sites web suivants:

<http://www.oecd.org/corruption/Anti-CorruptionEthiCPCComplianceHandbook.pdf> ;

<http://cctrends.cipe.org/anti-corruption-compliance-guide/>

- (a) Aux fins du présent Contrat, les expressions ci-dessous sont définies de la manière suivante, et sont parfois désignés collectivement dans le présent Contrat comme « Fraude et Corruption » :

- (i) « **Coercition** » signifie porter atteinte ou nuire, ou menacer de porter atteinte ou de nuire, directement ou indirectement, à une partie ou à la propriété d'une partie, ou influencer indûment les actions d'une partie dans le cadre de la mise en œuvre de tout contrat financé, en totalité ou en partie, par un Financement MCC, y compris les mesures prises dans le cadre d'une procédure de passation de marchés ou de l'exécution d'un contrat ;

- (ii) « **Collusion** » désigne un accord tacite ou

explicite entre au moins deux parties visant à se livrer à une pratique coercitive, entachée de corruption, à se livrer à une manœuvre frauduleuse ou à un acte d'obstruction ou à se livrer à une pratique interdite, y compris tout accord visant à fixer, stabiliser ou manipuler des prix, ou à priver par ailleurs l'Agence MCA-Morocco des avantages d'une concurrence libre et ouverte ;

- (iii) « **Corruption** » désigne la proposition, le don, la réception ou la sollicitation, directement ou indirectement, de toute chose de valeur pour influencer indûment les actions d'un agent public, du personnel de l'Agence MCA-Morocco, du personnel de MCC, des consultants ou des employés d'autres entités participant à des activités financées, en totalité ou en partie par MCC, y compris lorsque lesdites activités ont trait à la prise de décision ou à l'examen de décisions, à d'autres mesures de gestion du processus de sélection, à l'exécution d'un marché public ou au versement de tout paiement à un tiers dans le cadre d'un contrat ou en vue de l'exécution d'un contrat ;
- (iv) « **Fraude** » désigne tout acte ou toute omission, y compris toute déclaration qui, volontairement ou par négligence, induit ou tente d'induire en erreur une partie afin d'obtenir un avantage financier ou autre dans le cadre de la mise en œuvre d'un contrat financé en totalité ou en partie par MCC, y compris tout acte ou toute omission visant à influencer (ou tenter d'influencer) un processus de sélection ou l'exécution d'un contrat, ou à se soustraire (ou tenter de se soustraire) à une obligation ;
- (v) « **obstruction d'enquête sur des allégations de fraude ou de corruption** » désigne tout acte entrepris dans le cadre de la mise en œuvre d'un contrat financé en totalité ou en partie par MCC : (a) qui cause la destruction, la falsification, l'altération ou la dissimulation délibérées de preuves ou qui consiste en de fausses déclarations à des enquêteurs ou autres

agents publics dans le but d'entraver une enquête sur des allégations de coercition ou de collusion, de fraude ou de corruption, ou de pratiques interdites ; (b) qui menace, harcèle ou intimide une partie pour l'empêcher soit de divulguer sa connaissance d'informations pertinentes en rapport avec une enquête ou soit de poursuivre l'enquête ; et/ou (c) qui vise à empêcher la réalisation d'une inspection et/ou l'exercice des droits de vérification de MCC et/ou du Bureau de l'inspecteur général responsable pour le compte de MCC, tels que prévus au Compact, en vertu d'un programme seuil ou d'accords connexes ; et

(vi) « *pratiques interdites* » désigne tout acte en violation de la section E (respect de la loi sur la lutte contre la corruption et contre le blanchiment de fonds et le financement du terrorisme, le commerce des êtres humains et autres restrictions) de l'Annexe des Conditions générales du Contrat qui font partie intégrante des contrats financés par MCC.

- (b) MCC peut annuler toute partie du financement MCC alloué au Contrat si elle établit qu'un agent d'un bénéficiaire du Financement MCC s'est livré à des activités de coercition, de collusion, de corruption, de fraude, d'obstruction ou à des pratiques interdites au cours du processus de sélection ou d'exécution d'un contrat financé par MCC, sans que l'Agence MCA-Morocco ait pris à temps et à la satisfaction de MCC les mesures appropriées pour remédier à la situation.
- (c) MCC ou l'Agence MCA-Morocco peuvent prendre des sanctions à l'encontre du Consultant, y compris exclure le Consultant indéfiniment ou pour une période déterminée, de toute attribution de contrats financés par MCC si MCC ou l'Agence MCA-Morocco établit, à un moment quelconque, que le Consultant s'est livré, directement ou par l'intermédiaire d'un agent, à des activités de coercition, de collusion, de corruption, de fraude, d'obstruction ou à des pratiques interdites en vue de l'obtention ou au cours de l'exécution du Contrat ou de tout autre contrat financé par MCC.
- (d) MCC ou l'Agence MCA-Morocco peut, par notification, résilier immédiatement le Contrat, et les stipulations de la sous-clause 20.1 des CGC s'appliquent si MCC ou l'Agence MCA-Morocco établit que le Personnel du Consultant ou l'un

de ses agents ou affiliés, s'est livré à des activités de coercition, de collusion, de corruption, de fraude, d'obstruction ou à des pratiques interdites en vue de l'obtention ou au cours de l'exécution du Contrat.

- (e) Si MCC ou l'Agence MCA-Morocco établit que le Personnel du Consultant s'est livré à des activités de coercition, de collusion, de corruption, de fraude, d'obstruction ou à des pratiques interdites en vue de l'obtention ou au cours de l'exécution du Contrat, mais décide de ne pas résilier le Contrat conformément aux stipulations de la clause susmentionnée, le Personnel concerné sera alors retiré conformément aux stipulations de la clause 12 des CGC.

25. Lutte contre le commerce
des êtres humains

25.1 MCC comme d'autres entités du Gouvernement américain ont une politique de tolérance zéro en ce qui concerne le Commerce des Êtres Humains. Le Commerce des Êtres Humains (« CEH ») telle qu'énoncée dans sa Politique de lutte contre le Commerce des Êtres Humains.⁹ Conformément à cette politique :

(a) **Définition des expressions.** Aux fins de l'application et de l'interprétation de la présente sous-clause :

- (i) Les expressions « coercition », « acte sexuel à des fins commerciales », « servitude pour dettes », « employé », « travail forcé », « fraude », « servitude involontaire » et « exploitation sexuelle » ont la signification qui leur est attribuée dans la Politique de MCC en matière de lutte contre le Commerce des Etres Humains et ces définitions figurent à titre de référence dans cette sous-clause ; et
- (ii) Le « Commerce des êtres humains » désigne (a) l'exploitation sexuelle par laquelle un acte sexuel à des fins commerciales est induit par la force, la fraude ou la coercition, ou par laquelle la personne induite à réaliser ledit acte est âgée de moins de 18 ans ; ou (b) le recrutement, l'hébergement, le transport, l'alimentation d'une personne en vue d'obtenir un travail ou des services, par la force, la fraude ou la coercition à des fins de servitude involontaire, de,

⁹<https://www.mcc.gov/resources/doc/policy-counter-trafficking-in-persons-policy>

péonage, de servitude pour dettes ou d'esclavage.

Interdiction. Les entrepreneurs, sous-traitants, Consultants, Sous-traitants et leur personnel respectif ne peuvent se livrer à une quelconque forme de commerce des êtres humains au cours de l'exécution d'un contrat financé, en totalité ou en partie par MCC, et doivent également respecter les interdictions prévues par les lois en vigueur aux Etats-Unis et exécuter les ordres relatifs au CEH, y compris le recours à des pratiques de recrutement trompeuses ; la facturation aux employés des frais de recrutement ; ou la destruction, la dissimulation, ou la confiscation des papiers d'identité d'un employé ou lui en refuser l'accès.

(b) Obligations du consultant

- (i) L'entrepreneur, le sous-traitant, le Consultant ou le Sous-traitant doit :
 - a. notifier à ses employés la politique de MCC en matière de lutte contre le Commerce des Êtres Humains et les mesures qui seront prises à l'encontre du Personnel en cas de violation de ladite politique. De telles mesures peuvent comprendre, à titre indicatif et non limitatif, l'exclusion du contrat, la réduction des avantages sociaux, ou la résiliation du contrat de travail; et
 - b. prendre les mesures appropriées, y compris la résiliation du contrat à l'encontre du Personnel, des sous-traitants ou des Sous-traitants qui enfreindrait les interdictions énoncées dans cette politique.
- (ii) Le Consultant doit :
 - a. certifier qu'il ne se livrera pas à des activités facilitant ou permettant le Commerce des Êtres Humains, ou à des activités connexes également interdites en vertu de cette politique, pendant toute la durée du Contrat ;
 - b. donner l'assurance que des activités de commerce des êtres humains, ou des activités connexes également interdites en vertu de cette politique, ne seront pas tolérées par son personnel, ses sous-traitants ou Sous-traitants (selon le cas), ou par leurs employés respectifs ; et
 - c. de reconnaître que se livrer à telles activités

constituerait un motif valide de suspension ou de résiliation du contrat de travail ou du présent Contrat.

(iii) Le soumissionnaire, fournisseur, entrepreneur, sous-traitant, Consultant ou Sous-traitant doit immédiatement communiquer à l'Agence MCA-Morocco :

a. toute information obtenue auprès d'une quelconque source (y compris en vertu de l'application de la loi) faisant état que l'un des membres de son Personnel, ses sous-traitants, ou l'un des employés d'un sous-traitant, s'est livré à une pratique qui enfreint les stipulations de cette politique ; ainsi que toutes mesures prises à l'encontre des membres du personnel, un sous-traitant, sous-traitant/consultant, ou à l'encontre d'un employé d'un sous-traitant, conformément à ces exigences.

(c) Recours. Dans le cas où l'incident est confirmé, et en fonction de la gravité de chaque cas, l'Agence MCA-Morocco prendra des mesures correctives, y compris les mesures suivantes :

- (i) l'Agence MCA-Morocco peut exiger du Consultant de retirer les membres de son Personnel, les Sous-traitants ou fournisseurs concernés ainsi que les membres de leur personnel concernés, ou tous agents ou affiliés concernés ;
- (ii) l'Agence MCA-Morocco peut exiger la résiliation d'un contrat de sous-traitance ou de sous-attribution ;
- (iii) l'Agence MCA-Morocco peut suspendre les paiements prévus au Contrat jusqu'à ce qu'il soit remédié à la violation à la satisfaction de l'Agence MCA-Morocco ;
- (iv) l'Agence MCA-Morocco peut décider de suspendre le versement des primes conformément au système des primes prévu au Contrat, le cas échéant, pour la période d'exécution au cours de laquelle l'Agence MCA-Morocco a constaté le non-respect des exigences ;
- (v) l'Agence MCA-Morocco peut prendre des sanctions à l'encontre du Consultant, y compris l'exclure indéfiniment ou pour une période déterminée de toute attribution de contrats financés

par MCC ; et

(vi) l'Agence MCA-Morocco peut résilier le Contrat pour manquement ou motif visé à la clause de résiliation prévue au présent Contrat.

- | | | |
|---|------|---|
| 26. Égalité des genres et intégration sociale | 26.1 | Le Consultant doit veiller à ce que ses activités en vertu du présent Contrat respectent la politique de MCC ¹⁰ en matière d'égalité des genres, ainsi que le plan de l'Agence MCA-Morocco en matière d'intégration sociale et de la dimension de genre, tels qu'applicables aux activités exécutées en vertu du présent Contrat. La politique de MCC en matière d'égalité des genres exige que les activités financées par MCC combattent spécifiquement les inégalités sociales et les inégalités fondées sur le genre de manière à offrir des chances de participation aux femmes et aux groupes vulnérables, et à garantir que ces activités n'auront pas d'effets négatifs significatifs sur l'intégration sociale et l'égalité des genres. |
| 27. Interdiction du travail forcé des enfants | 27.1 | Le Consultant ne peut employer un enfant pour réaliser des tâches considérées comme une exploitation économique, ou qui sont susceptibles d'être dangereuses, ou qui portent atteinte à son éducation, nuisent à sa santé, ou portent atteinte à son développement physique, mental, spirituel, moral ou social. Le Consultant devra signaler la présence de toute personne âgée de moins de dix-huit (18) ans. Lorsque les lois en vigueur ne prévoient pas d'âge minimum, le Consultant veillera à ce que les enfants de moins de quinze (15) ans ne soient pas employés pour exécuter des tâches prévues au Contrat. Lorsque les lois en vigueur prévoient un âge différent de l'âge limite susmentionné, c'est l'âge le plus élevé qui s'applique. Les enfants de moins de 18 ans ne pourront pas être employés pour accomplir un travail dangereux. Toutes les tâches accomplies par des personnes âgées de moins de dix-huit (18) ans sont soumises à une évaluation appropriée des risques ainsi qu'à une surveillance régulière de la santé, des conditions de travail, et des heures de travail. |
| 28. Interdiction du harcèlement sexuel | 28.1 | Le Consultant interdira tout harcèlement sexuel à l'encontre des bénéficiaires du Compact, des employés de l'Agence MCA-Morocco ou des Consultants de l'Agence MCA-Morocco. Les comportements suivants, entre autres, sont des |

¹⁰Disponible sur : <https://assets.mcc.gov/guidance/mcc-policy-gender.pdf>

exemples de harcèlement sexuel : les avances sexuelles non désirées ; les demandes de faveurs de nature sexuelle ; le harcèlement verbal ou physique de nature sexuelle ; les remarques offensantes en relation avec le sexe d'une personne, en raison de son orientation sexuelle ou de la non-conformité avec les stéréotypes sexistes. L'Agence MCA-Morocco peut enquêter sur des allégations de harcèlement sexuel si elle l'estime approprié. Le Consultant doit pleinement coopérer avec les personnes chargées de l'enquête menée par l'Agence MCA-Morocco en cas de violation de cette stipulation. Le Consultant veillera à ce que tout cas de harcèlement sexuel examiné par l'Agence MCA-Morocco soit résolu à la satisfaction de l'Agence MCA-Morocco.

29. Non-discrimination et
égalité des chances

29.1 L'Agence MCA-Morocco adhère au principe d'égalité des chances et de traitement équitable en matière d'emploi. L'Agence MCA-Morocco attend du Consultant de ne pas prendre de décisions en matière d'emploi, fondées sur des caractéristiques personnelles sans lien avec les exigences inhérentes au poste. Ces caractéristiques personnelles comprennent le sexe, la race, la nationalité, l'origine ethnique ou sociale, la religion ou les croyances, le handicap, l'âge, l'orientation sexuelle et l'identité de genre. L'Agence MCA-Morocco s'attend à ce que le Consultant fonde ses décisions en matière d'emploi sur le principe d'égalité des chances et de traitement équitable, et qu'il n'opère aucune discrimination liée aux différents aspects de la relation de travail, y compris en matière de recrutement et d'embauche, de détermination de la rémunération (y compris des salaires et des avantages sociaux), de conditions de travail et de termes du contrat de travail, d'accès à une formation, de promotion, de licenciement, de départ à la retraite, et de mesures disciplinaires. Des mesures spéciales de protection ou d'assistance visant à remédier à une discrimination passée, ou une sélection pour un poste particulier basée sur les besoins inhérents à ce poste ne peuvent être considérées comme constituant une discrimination.

30. Mécanisme de réclamation
destiné au Personnel du
Consultant et du Sous-
traitant

30.1 Le Consultant doit mettre en place un mécanisme de réclamation destiné au Personnel, y compris pour le Personnel du sous-traitant dans le cas où un mécanisme de réclamation propre au Sous-traitant n'existe pas, pour leur permettre de faire part de leurs préoccupations liées au lieu de travail. Le Consultant doit informer le Personnel de l'existence du mécanisme de réclamation au moment de leur recrutement et le rendre facilement accessible. Le mécanisme doit garantir un

niveau de gestion approprié et doit répondre rapidement aux préoccupations, grâce à un processus compréhensible et transparent qui fournit des informations en temps opportun aux personnes concernées, sans aucune rétribution. Le mécanisme devrait également permettre que des plaintes anonymes soient soulevées et traitées. Le mécanisme ne devrait pas empêcher l'accès à d'autres voies de recours judiciaires ou administratifs qui pourraient être prévus par la loi ou par les procédures d'arbitrage existantes, ou se substituer aux mécanismes de réclamation prévus dans les conventions collectives.

- | | | |
|---|------|---|
| 31. Norme de performance | 31.1 | Le Consultant exécute ses Services et ses obligations contractuelles en faisant preuve de diligence, d'efficacité et de manière économique, conformément aux normes et pratiques généralement acceptées par la profession, observe de bonnes pratiques en matière de gestion, et utilise des technologies appropriées et un équipement, des machines, des matériaux et des méthodes sûrs et efficaces. Le Consultant agit en toutes circonstances, pour tout ce qui a trait au présent Contrat ou aux Services, comme un conseiller loyal envers l'Agence MCA-Morocco, et défend et protège les intérêts légitimes de l'Agence MCA-Morocco dans toutes les opérations avec des Sous-traitants ou des tiers. |
| Loi qui régit les Services | 31.2 | Le Consultant exécute ses Services conformément au Droit Applicable et prend toutes les mesures possibles pour s'assurer que les Sous-traitants, ainsi que le Personnel du Consultant et des Sous-traitants, respectent le Droit Applicable. |
| 32. Conflit d'intérêts | 32.1 | Le Consultant défend avant tout les intérêts de l'Agence MCA-Morocco, sans faire entrer en ligne de compte l'éventualité d'une mission ultérieure, et évite scrupuleusement toute possibilité de conflit avec d'autres missions ou ses propres intérêts. |
| Le Consultant ne peut accepter de commissions, rabais, etc. | 32.2 | La rémunération du Consultant qui sera versée conformément aux stipulations de la clause 17 des CGC constitue la seule rémunération versée au Consultant au titre du présent contrat et, conformément à la clause 32.3 des CGC, le Consultant n'acceptera pas pour lui-même aucune commission à caractère commercial, rabais ou autre paiement de ce type lié aux activités prévues au présent Contrat ou dans le cadre de l'exécution de ses obligations contractuelles, et il s'efforcera à ce que tous les Sous-traitants, leur Personnel et leurs agents, ne perçoivent pas de rémunération supplémentaire de cette |

nature.

- 32.3 Si, dans le cadre de l'exécution de ses Services , le Consultant est chargé de conseiller l'Agence MCA-Morocco en matière d'achat de biens, de travaux ou services, il se conformera aux « Directives sur la passation des marchés du programme de MCC » en vigueur à ce moment, telles que publiées sur le site web de MCC à l'adresse www.mcc.gov/ppg et exercera en toutes circonstances ces responsabilités de façon à protéger au mieux les intérêts de l'Agence MCA-Morocco. Tout rabais ou commission obtenue par le Consultant dans l'exercice de ces responsabilités en matière de passation de marchés seront crédités à l'Agence MCA-Morocco.
- Non-participation du Consultant et des entités affiliées à ce dernier à certaines activités.
- 32.4 Le Consultant ainsi que toute entité affiliée à ce dernier, ainsi que tout Sous-traitant et toute entité affiliée à ce dernier, s'interdisent, pendant la durée du présent Contrat et à son issue, à fournir des biens, travaux ou services (à l'exception de l'exécution des Services) découlant directement ou ayant un rapport étroit aux Services.
- Interdiction d'activités incompatibles
- 32.5 Le Consultant, son Personnel, les Sous-traitants et leur Personnel ne devront pas s'engager, directement ou indirectement, dans des affaires ou activités professionnelles qui pourraient être incompatibles avec les activités qui leur ont été confiées au titre du présent Contrat.
33. Informations confidentielles ; droit de jouissance
- 33.1 Sauf autorisation écrite préalable de l'Agence MCA-Morocco, ou afin de se conformer au Droit Applicable, le Consultant et son Personnel s'engagent (et veilleront à ce que les sous-traitants et leur personnel s'engagent également) à (a) ne pas divulguer à toute personne ou entité des informations confidentielles obtenues dans le cadre des Services , ou à (b) rendre public les recommandations formulées dans le cadre de l'exécution de ces Services , ou découlant de l'exécution de ces Services.
- 33.2 Le Consultant et son Personnel s'engagent (et veilleront à ce que les sous-traitants et leur personnel s'engagent également), à ne pas divulguer le présent Contrat, ou toute stipulation du présent Contrat, ou toute spécification, plan, dessin, motif, échantillon ou information fournis par ou pour le compte de l'Agence MCA-Morocco en en relation avec le présent Contrat, à toute personne autre qu'une personne employée par le Consultant pour l'exécution du présent Contrat, sans l'autorisation écrite préalable de l'Agence MCA-Morocco,. Les informations seront divulguées à un employé de manière

confidentielle et uniquement si nécessaire pour l'exécution du présent Contrat.

- 33.3 Le Consultant et son Personnel s'engagent (et veilleront à ce que les sous-traitants et leur personnel s'engagent également), à ne pas utiliser de documents ou d'informations relatifs au présent Contrat ou communiqués en rapport avec le présent Contrat, sauf dans le cadre de l'exécution du présent Contrat, sans obtenir l'autorisation écrite préalable de l'Agence MCA-Morocco.
- 33.4 Tout document relatif au présent Contrat ou communiqué en rapport avec le présent Contrat, autre que le Contrat lui-même, demeure la propriété de l'Agence MCA-Morocco et doit être remis (y compris tous les exemplaires, à l'exception de ce qui est prévu à la clause 34 des CGC,) à l'Agence MCA-Morocco à l'achèvement des Services du Consultant prévues au présent Contrat.
34. Les documents préparés par le Consultant sont la propriété de l'Agence MCA-Morocco
- 34.1 Tous les plans, dessins, spécifications, projets, rapports, autres documents et logiciels préparés par le Consultant dans le cadre du présent Contrat deviennent et demeurent la propriété de l'Agence MCA-Morocco, et le Consultant les remettra à l'Agence MCA-Morocco lors de la résiliation ou de l'achèvement du présent Contrat, avec l'inventaire détaillé correspondant conformément aux sous-clauses 34.1 et 33.4 des CGC, et dans la forme et le contenu spécifiquement exigés dans les Termes de référence. Le Consultant peut conserver un exemplaire de ces documents et logiciels, et utiliser ces logiciels pour son propre usage après obtention de l'autorisation écrite préalable de l'Agence MCA-Morocco. Si des contrats de licence sont nécessaires ou appropriés entre le Consultant et des tiers aux fins du développement ou de l'utilisation desdits logiciels, le Consultant doit obtenir l'autorisation écrite préalable de l'Agence MCA-Morocco à cet effet, et l'Agence MCA-Morocco peut, à sa discrétion demander à recouvrer les frais liés au développement du ou des logiciel(s) concerné(s). Toute autre restriction concernant leur utilisation à une date ultérieure sera, le cas échéant, **indiquée dans les CPC**.
35. Responsabilité du Consultant
- 35.1 Sous réserve de stipulations supplémentaires qui peuvent figurer **dans les CPC**, les responsabilités du Consultant dans le cadre du présent Contrat sont celles prévues par le Droit Applicable.
36. Assurance à la charge du
- 36.1 Le Consultant (a) prendra et maintiendra, et fera en sorte que

Consultant		les Sous-traitants prennent et maintiennent, à ses frais (ou aux frais des sous-traitants, le cas échéant) mais conformément aux termes et conditions approuvées par l'Agence MCA-Morocco, une assurance couvrant les risques, et pour les montants indiqués dans les CPC et à l'Annexe B, et (b) à la demande de l'Agence MCA-Morocco, lui fournira la preuve que cette assurance a bien été prise et est maintenue et que les primes ont bien été payées.
37. Comptabilité, inspection et audit	37.1	Le Consultant tient à jour et de façon systématique la comptabilité et la documentation relatives aux Services en vertu du présent Contrat, conformément aux stipulations de l'Annexe B et selon des principes de comptabilité internationalement reconnus et sous une forme suffisamment détaillée pour permettre d'identifier clairement tous les changements et les coûts, la réception et l'utilisation des biens et des services, avec l'inventaire détaillé correspondant.
Obligations en matière de rapports	37.2	Le Consultant tiendra les livres et rapports et soumettra à l'Agence MCA-Morocco les rapports, documents et autres informations indiqués aux Annexes B et C, dans la forme, selon les quantités et les délais indiqués dans ces Annexes. Le Consultant soumettra à l'Agence MCA-Morocco tout autre rapport, document et information que cette dernière jugera nécessaire à tout moment. Les rapports de clôture doivent être remis sous format électronique comme spécifié par l'Agence MCA-Morocco en plus des copies papier spécifiées aux Annexes B et C. Le Consultant consent au partage par l'Agence MCA-Morocco des rapports, documents et informations remis par le Consultant en vertu du présent Contrat avec MCC et le Gouvernement.
38. Actions du Consultant nécessitant l'approbation préalable de l'Agence MCA-Morocco	38.1	En plus de toute modification ou variation des termes et conditions du présent Contrat en vertu de la sous-clause 16.4 des CGC, le Consultant obtiendra par écrit l'approbation préalable de l'Agence MCA-Morocco avant de : (a) modifier les membres du Personnel identifiés à l'Annexe D ou en désigner de nouveaux; (b) conformément à la section 5.1 ci-dessus , sous-traiter l'exécution d'une Partie des Services; et (c) et prendre toute autre mesure indiquée dans les CPC .
39. Obligations par rapport aux contrats de sous-traitance	39.1	Nonobstant l'approbation par l'Agence MCA-Morocco d'un contrat de sous-traitance en vertu de la clause 38 des CGC, le Consultant demeure entièrement responsable de l'exécution des Services et des paiements dus aux sous-traitants. Dans le

cas où l'Agence MCA-Morocco établit qu'un Sous-traitant est incompetent ou incapable de s'acquitter des tâches qui lui ont été confiées, l'Agence MCA-Morocco peut demander au Consultant de fournir un remplacement ayant des qualifications et expériences jugées acceptables par l'Agence MCA-Morocco, ou de reprendre lui-même l'exécution des Services.

- | | | |
|---|------|--|
| 40. Utilisation des fonds | 40.1 | Le Consultant s'assure que ses activités ne violent pas les dispositions relatives à l'utilisation des fonds et l'interdiction des activités de nature à causer un risque important pour l'environnement, la santé ou la sécurité, comme prévu à l'Annexe B. Les risques pour l'environnement, la santé et la sécurité sont définis à l'Appendice A des Directives de MCC en matière d'environnement disponibles sur le site web suivant : www.mcc.gov . |
| 41. Équipements, véhicules et matériel fournis par l'Agence MCA-Morocco | 41.1 | Les équipements, véhicules et matériel mis à la disposition du Consultant par l'Agence MCA-Morocco, ou bien achetés par le Consultant entièrement ou en partie grâce à des fonds fournis par l'Agence MCA-Morocco, demeurent la propriété de l'Agence MCA-Morocco et en porteront l'identification. A la résiliation ou à l'achèvement du présent Contrat, le Consultant remet à l'Agence MCA-Morocco un inventaire de ces équipements, véhicules et matériel et se dessaisira de ces derniers conformément aux instructions de l'Agence MCA-Morocco. Lorsqu'il sera en possession de ces équipements, véhicules et matériel, le Consultant les assurera pour un montant égal à leur valeur de remplacement, sauf instructions écrites contraires de l'Agence MCA-Morocco. |
| 42. Équipements et matériel apportés par le Consultant | 42.1 | Les équipements, véhicules ou matériel apportés dans le Pays MCA par le Consultant, les Sous-traitants et le Personnel, ou bien achetés par ces derniers sans fonds fournis par l'Agence MCA-Morocco, et utilisés pour l'exécution des Services ou à des fins personnelles demeurent la propriété du Consultant, de ses Sous-traitants ou du Personnel concerné, selon le cas. |
| 43. Assistance et exemptions | 43.1 | <p>Sauf indication contraires dans les CPC, l'Agence MCA-Morocco fera son possible pour que le Gouvernement :</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) fournisse au Consultant, aux Sous-traitants et à leur Personnel les permis de travail et autres documents qui leur sont nécessaires dans le cadre de l'exécution de leurs Services. (b) fasse en sorte que leur Personnel et, le cas échéant, les personnes à leur charge obtiennent rapidement les visas |

d'entrée et de sortie, les permis de résidence, les permis de change nécessaires et tous autres documents requis pour leur séjour dans le pays de ce Gouvernement.

- (c) facilite le dédouanement rapide de tous les biens nécessaires à l'exécution des Services et des effets personnels appartenant au Personnel et aux personnes à leur charge admissibles.
- (d) Dans la limite autorisée par le Droit Applicable, exempte le Consultant, les Sous-traitants et leur Personnel de tout droit d'enregistrement ou obtienne pour eux les autorisations d'exercer leur profession en société ou à titre individuel.
- (e) accorde au Consultant, aux Sous-traitants et à leur Personnel, conformément au Droit Applicable, le privilège d'importer dans le Pays MCA des montants en devises raisonnables au titre de l'exécution des Services et des besoins du Personnel et des personnes à leur charge, et de réexporter les montants en devises versés au Personnel dans le cadre de l'exécution des Services.

- | | |
|---|---|
| 44. Accès aux lieux | 44.1 L'Agence MCA-Morocco garantit au Consultant, aux Sous-traitants et à leur Personnel l'accès libre, gratuit et sans contrainte aux lieux situés dans le Pays MCA et dont l'accès est nécessaire pour l'exécution des Services. L'Agence MCA-Morocco sera responsable pour tout dommage causé aux biens meubles ou immeubles qui peut en résulter, et dédommagera le Consultant, les Sous-traitants et leur Personnel de la responsabilité de tels dommages, à moins qu'ils ne résultent d'un manquement ou de la négligence du Consultant, des Sous-traitants ou de leur Personnel. |
| 45. Changements des Lois en vigueur en matière d'impôts et de taxes | 45.1 Si, après la date de signature du présent Contrat, les lois en vigueur en matière d'impôts et taxes sont modifiées, et qu'il en résulte une augmentation ou une diminution des coûts à la charge du Consultant au titre de l'exécution des Services, la rémunération du Consultant ne sera pas ajustée. Cependant, les stipulations de la sous-clause 18(e) des CGG sont applicables dans cette situation. |
| 46. Services, installations et propriétés de l'Agence MCA-Morocco. | 46.1 L'Agence MCA-Morocco mettra gratuitement à la disposition du Consultant et du Personnel, aux fins de l'exécution des Services, les services, installations et propriétés figurant à l'Annexe G aux dates et selon les modalités spécifiées à l'Annexe G. |

- 46.2 Dans le cas où de tels services, installations et propriétés ne sont pas mis à la disposition du Consultant aux dates et selon les modalités prévues à l'Annexe G, les Parties se mettront d'accord sur (a) le délai supplémentaire à accorder au Consultant pour l'exécution des Services, (b) les modalités selon lesquelles le Consultant obtiendra ces services, installations et propriétés auprès d'autres sources et (c) les paiements additionnels qui pourraient être versés au Consultant conformément aux stipulations de la sous-clause 17.1 des CGC.
47. Paiements
- 47.1 L'Agence MCA-Morocco effectuera les paiements au Consultant au titre des Services rendus dans le cadre du présent Contrat, conformément aux stipulations de la clause 17 du CGC.
48. Personnel de contrepartie
- 48.1 L'Agence MCA-Morocco mettra gratuitement à la disposition du Consultant le personnel professionnel de contrepartie et le personnel d'appui, qu'elle aura elle-même sélectionné, avec les conseils du Consultant, comme indiqué à l'Annexe G.
- 48.2 Si l'Agence MCA-Morocco ne fournit pas le personnel de contrepartie au Consultant selon les modalités et aux dates indiquées à l'Annexe G, l'Agence MCA-Morocco et le Consultant s'entendront sur (a) la façon dont les Services affectés par cette situation seront exécutés et sur (b) les paiements additionnels qui pourraient être versés à ce titre par l'Agence MCA-Morocco au Consultant conformément aux stipulations de la sous-clause 17.1 des CGC.
- 48.3 Le personnel de contrepartie professionnel et d'appui, à l'exception du personnel de liaison de l'Agence MCA-Morocco, travaillera sous la direction exclusive du Consultant. Si un membre du personnel de contrepartie n'exécute pas de façon satisfaisante les tâches qui lui sont confiées par le Consultant, dans le cadre de la position qui lui est attribuée, le Consultant pourra demander qu'il soit remplacé, et l'Agence MCA-Morocco ne pourra pas refuser, à moins d'un motif sérieux, de donner suite à la requête du Consultant.
49. Bonne foi
- 49.1 Les Parties s'engagent à agir de bonne foi vis-à-vis de leurs droits contractuels réciproques et à prendre toute mesure possible pour assurer la réalisation des objectifs du présent Contrat.

50. Exécution du Contrat

50.1 Les Parties reconnaissent qu'il n'est pas possible de prévoir dans le présent Contrat toutes les éventualités pouvant survenir durant sa durée. Elles reconnaissent qu'il est dans leur intention de veiller à ce que le Contrat soit exécuté équitablement, sans que soient lésés les intérêts de l'une ou l'autre d'entre elles. Si pendant la durée d'exécution du présent Contrat, l'une des Parties estime que le présent Contrat n'est pas exécuté équitablement, les deux Parties feront de leur mieux pour s'entendre sur les mesures destinées à éliminer la ou les causes de cette iniquité.

CONDITIONS PARTICULIERES DU CONTRAT

Modifications et compléments apportés aux clauses des Conditions générales du Contrat

CGC 1.1	<p>(a) L'expression « Droit applicable » désigne la législation et tous les autres instruments ayant force de loi au Royaume du Maroc, comme promulguée et en vigueur à tout moment.</p> <p>(m) L'expression « Monnaie nationale » désigne le Dirham marocain.</p> <p>(n) L'expression « Pays MCA » désigne le Royaume du Maroc.</p>
CGC 3.1	Le présent Contrat est rédigé en français
CGC 4.1	<p>Les adresses pour envoyer les notifications conformément aux stipulations du présent Contrat sont les suivantes:</p> <p><u>Pour l'Agence MCA-Morocco:</u></p> <p>Agence MCA-Morocco</p> <p>Att. :</p> <p><u>Adresse :</u></p> <p>Complexe administratif et culturel de la Fondation Mohammed VI des œuvres sociales de l'Education - Formation,</p> <p>Avenue Allal EL FASSI- Madinat AL IRFANE Hay Riad, Rabat- Maroc</p> <p><u>Courriel :</u></p> <p><u>Consultant :</u></p>
CGC 8.1	<p>Le mandataire de l'association est [insérer le nom du mandataire]</p> <p><i>[Note : Si le Consultant est une co-entreprise ou autre association constituée de plusieurs entités juridiques, insérer le nom de l'entité dont l'adresse est indiquée à la sous-clause 9.1 des CPC. Si le Consultant n'est constituée que d'une entité, supprimer la présente sous-clause des CPC.]</i></p>
CGC 9.1	<p>Les Représentants désignés sont :</p> <p><u>Pour l'Agence MCA-Morocco :</u></p> <p>Agence MCA-Morocco</p> <p><u>Adresse :</u></p> <p>Complexe administratif et culturel de la Fondation Mohammed VI des œuvres sociales de l'Education - Formation,</p> <p>Avenue Allal EL FASSI- Madinat AL IRFANE Hay Riad, Rabat- Maroc</p> <p><u>Courriel :</u></p> <p><u>Pour le Consultant :</u></p>

CGC 10.3	Une notification écrite envoyée à l'Agence MCA-Morocco pour les ajustements est requise.
CGC 10.5	Un Chef de Projet Résident est requis pour la durée du présent Contrat.
CGC 13.2	<p>Tous les litiges doivent être réglés par arbitrage en accord avec les dispositions suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. <u>Sélection des arbitres</u>. Chaque litige soumis à arbitrage par une Partie est entendu par un arbitre unique ou par un panel d'arbitres composé de trois arbitres, conformément aux dispositions suivantes : <ol style="list-style-type: none"> (a) Lorsque les Parties reconnaissent que le litige concerne une question technique, elles peuvent accepter de nommer un arbitre unique ou, à défaut d'accord sur l'identité de cet arbitre unique dans les trente (30) jours après réception par l'autre Partie de la proposition de nom pour cette nomination par la Partie qui a initié la procédure, chaque Partie peut faire appel à Casablanca International Mediation & Arbitration Center (CIMAC) afin d'obtenir une liste d'au moins cinq (5) noms, et, à la réception de cette liste, les Parties proposent tour à tour des noms qui en sont tirés, et le dernier de la liste devient l'arbitre unique pour la question en litige. Si le dernier nom n'est pas déterminé de cette manière dans les soixante (60) jours à dater de la liste, CIMAC nomme, à la demande d'une Partie, et à partir de la liste ou autrement, un arbitre unique pour la question en litige. (b) Lorsque les Parties ne conviennent pas que le litige concerne une question technique, l'Agence MCA-Morocco et le Consultant nomment chacun un arbitre, et ces deux arbitres nomment ensemble un troisième arbitre, qui préside le panel d'arbitrage. Si les arbitres nommés par les Parties ne parviennent pas à nommer un troisième arbitre dans les trente (30) jours après la nomination du dernier des deux arbitres nommés par les Parties, le troisième arbitre, à la demande d'une des Parties, est nommé par CIMAC. (c) Si, dans un litige soumis à la sous-clause 13.2.1 (b) des CSC, une Partie ne nomme pas d'arbitre dans les trente (30) jours après la nomination d'un arbitre par l'autre Partie, la partie qui a nommé un arbitre peut faire appel à CIMAC pour nommer un arbitre unique pour la question en litige, et l'arbitre nommé suite à cette demande est l'arbitre unique pour ce litige. 2. <u>Règles de procédure</u>. Exception faite de ce qui est précisé aux présentes, les procédures arbitrales sont menées conformément aux règles de procédure d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) en vigueur à la date du présent Contrat. 3. <u>Arbitres remplaçants</u>. Si pour une quelconque raison un arbitre n'est pas en mesure de remplir sa fonction, un remplaçant est nommé de la même manière que l'arbitre initial. 4. <u>Nationalité et qualifications des arbitres</u>. L'arbitre unique ou le troisième arbitre nommé selon les paragraphes (a) à (c) de la sous-clause 13.2 est un expert légal ou technique internationalement reconnu avec une vaste expérience en lien avec la

	<p>question en litige et il ne peut être un ressortissant du pays d'origine du Consultant [Note : Si le Consultant consiste en plus d'une entité, ajouter : ou du pays d'origine de chacun des membres ou Parties] ou du pays du Gouvernement. Aux fins de l'application de la présente clause, « pays d'origine » signifie entre autres :</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) le pays d'origine du Consultant [Note : Si le Consultant consiste en plus d'une entité, ajouter : ou du pays d'origine de chacun des membres ou Parties] ; ou (b) le pays dans lequel se trouve le principal établissement du Consultant [ou de l'un des membres ou parties] ; ou (c) le pays de la nationalité de la majorité des actionnaires du Consultant [ou de l'un des membres ou parties] ; ou (d) le pays de la nationalité des Sous-consultants concernés, lorsque le litige concerne un contrat de sous-traitance. <p>5. <u>Coûts</u>. En cas de survenance d'un litige, les Parties conviennent de l'allocation des coûts associés aux efforts de règlement avant arbitrage ou en lien avec l'arbitrage. Lorsque les Parties ne parviennent pas à un accord concernant l'allocation, celle-ci est déterminée par l'arbitre.</p> <p>6. <u>Divers</u>. Dans toute procédure d'arbitrage en vertu du présent Contrat :</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) les procédures se tiennent, sauf accord des Parties, au CIMAC ; (b) l'anglais est la langue officielle à tous égards ; et (c) la décision de l'arbitre unique ou de la majorité des arbitres est définitive, contraignante et exécutoire devant les tribunaux compétents. Les Parties renoncent par la présente à toute objection ou réclamation fondée sur une immunité relative à l'exécution du jugement.
	<p>[Note : La stipulation suivante relative aux droits de MCC d'être inclus comme observateur dans une procédure d'arbitrage doit figurer dans tous les Contrats.]</p> <p>7. <u>Droit de MCC</u> : MCC peut, à sa seule discrétion, être un observateur dans toute procédure d'arbitrage relative au présent Contrat, sans toutefois être tenue de participer à la procédure d'arbitrage. Que MCC soit ou non un observateur dans une procédure d'arbitrage associée au présent Contrat, les Parties doivent remettre à MCC la transcription écrite en Anglais de toute procédure ou audience d'arbitrage ainsi qu'une copie écrite de la sentence arbitrale dans les dix (10) jours suivant (a) chacune de ces procédures ou audiences ou, (b) la date du prononcé de la sentence arbitrale. MCC peut exercer son droit conformément aux stipulations du présent Contrat dans un arbitrage conduit conformément à la présente stipulation ou en intentant une action devant les tribunaux compétents. L'acceptation par MCC du droit d'être un observateur dans une procédure d'arbitrage ne constitue nullement une acceptation de la compétence des tribunaux ou de tout autre organisme d'une quelconque juridiction ou de la compétence des arbitres.</p>
CGC 16.1	<p>Le présent Contrat entre en vigueur à la date de la signature du présent Contrat par les deux Parties.</p>

CGC 16.2	La date de prise d’effet est la date indiquée dans l’ordre de service envoyé par l’Agence MCA-Morocco au Consultant après la signature du Contrat par les deux Parties.																																								
CGC 16.3	Le contrat expire 36 mois maximum après la date de prise d’effet telle que spécifiée au CGC 16.2, sans toutefois dépasser la date de fin du Compact du 30 juin 2022.																																								
CGC 17.1	<p>Le montant du prix fixe du Contrat est de XXXXX [Dollars US] OU XXXXX [Dirham Marocain] OU XXXXX [Dollars US] et XXXXX [Dirham Marocain] (le « Prix du Contrat »).</p> <p>Les numéros de compte sont :</p> <p>Pour les paiements en Dollars US : [insérer le numéro de compte]</p> <p>Pour les paiements en Dirham Marocain : [insérer le numéro de compte]</p> <p>Les paiements pour les produits livrables s’effectuent selon l’échéancier suivant indiquant les pourcentages des montants inclus dans le Contrat :</p> <table><tr><th colspan="4">LOT 1 et 2</th></tr><tr><th>MISSION</th><th>Phase ou Tâche</th><th>Durée (mois)</th><th>Ratio (Forfait)</th></tr><tr><td rowspan="7">MISSION 1</td><td>Rapport de démarrage</td><td>0,5</td><td>5%</td></tr><tr><td>Diagnostic A</td><td>8,5</td><td>30%</td></tr><tr><td>Diagnostic B</td><td>4</td><td>15%</td></tr><tr><td>Étude A (APS)</td><td>2</td><td>15%</td></tr><tr><td>Étude A (APD)</td><td>2</td><td>10%</td></tr><tr><td>Étude A (PE/DCE)</td><td>2</td><td>15%</td></tr><tr><td>Étude B</td><td>5</td><td>10%</td></tr><tr><td rowspan="3">MISSION 2</td><td>Exécution</td><td>7 par établissement</td><td>MxN/196</td></tr><tr><td>Réception provisoire</td><td></td><td>5%</td></tr><tr><td>Réception définitive</td><td></td><td>5%</td></tr></table> <ul style="list-style-type: none">• N: Nombre d'établissements en travaux durant le mois en cours. La durée cumulée des travaux pour chaque établissement doit être inférieure ou égale à 7 mois, sinon l'établissement concerné n'est considéré dans le calcul de N.• M: Montant global proposé par le consultant pour la tranche optionnelle diminué de 10% (5% pour la réception provisoire et 5% pour la réception définitive).• Les pourcentages mentionnés ci-dessus seront appliqués aux montants globaux par mission <p>* Paiement à l’approbation par MCA-Morocco de tous les livrables relatifs à la tâche concernée.</p> <p><u>Modalités de paiement : Voir Tax Exemption Guidelines.</u></p> <p><u>Pénalités</u></p> <p>Une pénalité de 1/1000 (un sur mille) du montant du livrable par jour calendaire de retard sera applicable au consultant pour tout livrable qui n’est pas conforme aux spécifications exigées dans les Termes de référence si le Consultant n’est pas en mesure de remédier à la non-conformité dans les délais prévus.</p>	LOT 1 et 2				MISSION	Phase ou Tâche	Durée (mois)	Ratio (Forfait)	MISSION 1	Rapport de démarrage	0,5	5%	Diagnostic A	8,5	30%	Diagnostic B	4	15%	Étude A (APS)	2	15%	Étude A (APD)	2	10%	Étude A (PE/DCE)	2	15%	Étude B	5	10%	MISSION 2	Exécution	7 par établissement	MxN/196	Réception provisoire		5%	Réception définitive		5%
LOT 1 et 2																																									
MISSION	Phase ou Tâche	Durée (mois)	Ratio (Forfait)																																						
MISSION 1	Rapport de démarrage	0,5	5%																																						
	Diagnostic A	8,5	30%																																						
	Diagnostic B	4	15%																																						
	Étude A (APS)	2	15%																																						
	Étude A (APD)	2	10%																																						
	Étude A (PE/DCE)	2	15%																																						
	Étude B	5	10%																																						
MISSION 2	Exécution	7 par établissement	MxN/196																																						
	Réception provisoire		5%																																						
	Réception définitive		5%																																						

	<p>Une pénalité de 1/1000 (un sur mille) du montant du livrable sera appliquée pour chaque jour calendaire de retard d'exécution.</p> <p>Le total des pénalités appliquées ne peut excéder dix (10) pour cent du prix total maximum du présent Contrat de Services.</p> <p>La pénalité sera prélevée sur chaque paiement dû au consultant pour les prestations exécutées en vertu des dispositions du présent Contrat de Services.</p> <p>Dans le cas où les pénalités appliquées atteignent un total cumulé de dix (10) pour cent du montant total du présent Contrat de Services, MCA-Morocco aura le droit de résilier le présent Contrat conformément aux dispositions de la Clause 20.1.b.</p>
CGC 17.5	<p>Le taux d'intérêt applicable en cas de retard de paiements est le taux des fonds fédéraux comme indiqué sur le site suivant:</p> <p>http://www.federalreserve.gov/releases/h15/current/default.htm</p>
CGC 34.1	<p>[L'Agence MCA-Morocco-Morocco indique ici toute autre restriction à l'utilisation des documents]</p> <p><i>[Note : en l'absence de restrictions supplémentaires à l'utilisation des documents, supprimer la présente clause des CPC]</i></p>
CGC 35.1	<p>[L'Agence MCA-Morocco-Morocco indique ici toute autre stipulation relative à la responsabilité du Consultant conformément aux stipulation du présent Contrat.]</p> <p><i>[Note : en l'absence de stipulations supplémentaires relatives à la responsabilité du Consultant en vertu du présent Contrat, supprimer la présente clause DES CPC]</i></p>
CGC 36.1	<p>Les risques et la couverture minimale sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) assurance responsabilité civile automobile envers les tiers pour les véhicules à moteur utilisés au Maroc par le Consultant ou son Personnel ou tout Sous-consultant ou son Personnel, avec une couverture minimum proportionnelle au présent contrat et assureront une couverture raisonnable des risques conformément aux réglementations locales; (b) assurance responsabilité civile, avec une couverture minimum proportionnelle au présent contrat et assureront une couverture raisonnable des risques conformément aux réglementations locales ; (c) assurance responsabilité professionnelle, avec une couverture minimum proportionnelle au présent contrat et assureront une couverture raisonnable des risques conformément aux réglementations locales ; (d) assurance responsabilité de l'employeur et assurance indemnités du travailleur pour le Personnel du Consultant et de tout Sous-consultant, conformément aux dispositions pertinentes de la Loi en vigueur, ainsi que, pour ce qui est de ce Personnel, toutes les assurances vie, santé, accident, voyage ou autres si cela s'avère approprié ; et (e) assurance contre la perte de ou les dommages à (i) l'équipement acheté entièrement ou en partie avec des fonds amenés en vertu du présent Contrat, (ii) la propriété du Consultant utilisée en vue de prêter les Services, et (iii) tous les documents préparés par le Consultant dans le cadre de la prestation de ses Services.

CGC 38.1	<p>[L'Agence MCA-Morocco indique ici toute autre action du Consultant nécessitant l'approbation préalable de l'Agence MCA-Morocco.]</p> <p><i>[Note : en l'absence d'actions supplémentaires du Consultant nécessitant l'approbation préalable de l'Agence MCA-Morocco, supprimer la présente clause des CPC]</i></p>
CGC 43.1	<p>[L'Agence MCA-Morocco indique ici toutes les aides qu'elle fournit ou ne fournit pas au Consultant en plus des aides indiquées à la sous-clause 43.1 du CGC.]</p> <p><i>[Note : en l'absence de compléments ou de modifications apportés à l'aide fournie par l'Agence MCA-Morocco conformément aux stipulations de la sous-clause 43.1 du CGC, supprimer la présente clause des CPC]</i></p>

ANNEXES AU CONTRAT

Annexe A : Description des Services

[Remarque pour l'Agence MCA-Morocco : Description détaillée des Services à fournir, dates d'achèvement des différentes tâches, lieu d'exécution des différentes tâches, tâches spécifiques devant être approuvées par l'Agence MCA-Morocco, etc. La présente description des Services doit se baser sur les TdR émis avec la DP et inclure les éventuelles modifications acceptées au cours des négociations. Il convient de noter que cette Description des Services prévaut sur toute proposition du Consultant, et par conséquent les modifications recommandées ou demandées par le Consultant n'altèrent nullement les Services à exécuter par le Consultant sauf si lesdites modifications ont été approuvées pendant les négociations et introduites dans la présente Description des Services.]

La présente Annexe A incorpore par renvoi : la proposition datée du **[insérer la date de la Proposition retenue]** soumise par **[insérer le nom du Consultant à qui le Contrat a été attribué]** pour la passation du présent Contrat (la« Proposition »). En cas de contradiction entre la présente Description des Services et la Proposition, la présente Description des Services prévaut.

Annexe B : Stipulations complémentaires

Les stipulations complémentaires du Contrat sont disponibles sur le site web de MCC :

<https://www.mcc.gov/resources/doc/annex-of-general-provisions>

NB: Ces stipulations doivent être téléchargées et jointes au présent Contrat

Annexe C : Rapports

Note : Format, fréquence et du contenu des rapports ; personnes désignées pour les recevoir ; les dates de remise des rapports; etc.

Annexe D : Personnel clé et sous-traitants

Note : Joindre la liste :

- D-1 Titres [**et noms, si possible**], descriptions détaillées des tâches et qualifications minimales exigées du Personnel clé appelé à travailler en/au/aux [**Pays**], et nombre de mois de travail par individu.
- D-2 Fournir les mêmes informations que celles requises pour D-1 pour le Personnel clé appelé à travailler hors de/du/des [**Pays**].
- D-3 Liste des Sous-traitants approuvés (s'ils sont déjà connus) ; fournir les mêmes informations concernant leur Personnel que celles requises pour D-1 et D-2.
- D-4 Fournir les mêmes informations que celles requises pour D-1 pour le Personnel clé.
- D-5 Heures de travail, congés, congés maladie et congés , tels que prévus aux stipulations de la clause 11 des CGC (si applicable)

Annexe E : Ventilation du prix contractuel en Dollars US

Note : Dresser la liste des montants mensuels versés au Personnel (Personnel clé et autre Personnel) (coûts complets, comprenant les dépenses et bénéfices directs et indirects), utilisés pour obtenir la ventilation du prix - partie en Dollars US (sur base du Formulaire FIN-4).

La présente annexe est exclusivement utilisée pour déterminer la rémunération des services additionnels.

Annexe F : Ventilation du prix contractuel en Dirham Marocain (MAD)

Note : Dresser la liste des taux de rémunération mensuels versés au Personnel (Personnel clé et autre Personnel) (coûts complets, comprenant les dépenses et bénéfices directs et indirects), utilisés pour obtenir la ventilation du prix - Partie Dirham Marocain (MAD) (sur la base du Formulaire FIN-4).

La présente annexe est exclusivement utilisée pour déterminer la rémunération des services additionnels.

Annexe G : Services et installations fournis par l'Agence MCA-Morocco

Note : Dresser la liste des services, installations et personnel de contrepartie mis à la disposition du Consultant par l'Agence MCA-Morocco.

Annexe H: Formulaire de certificat d'observation des sanctions

Conformément à la clause G des Stipulations complémentaires qui figurent à l'Annexe B du Contrat, le présent formulaire doit être complété par le Consultant. Le Consultant soumettra le formulaire dûment complété, accompagné du Contrat signé, puis le soumettra par la suite le dernier jour ouvrable avant le dernier jour de chaque trimestre (31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre) après la signature du contrat financé par MCC, tout au long de la durée du Contrat¹¹. Le formulaire doit être soumis à l'Agent de Passation de Marchés de l'Agence MCA-Morocco [procurement@mcamorocco.ma] et un exemplaire envoyé à MCC à l'adresse suivante: sanctionscompliance@mcc.gov. Les instructions pour compléter ce formulaire figurent ci-dessous:

Dénomination sociale complète du Consultant:

Nom complet et numéro du Contrat: _____

L'Agence MCA-Morocco avec laquelle le Contrat a été signé:

☐ Toutes les vérifications d'éligibilité ont été effectuées conformément aux «**Stipulations Complémentaires**» visées à l'Annexe B du Contrat, notamment à la **clause G «Respect des lois relatives à la lutte contre le financement du terrorisme et des autres restrictions**». Aucun financement de MCC¹² n'a été accordé à un individu, une société ou autre entité figurant sur les listes énumérées, y compris au Consultant lui-même. Aucun financement de MCC n'a été accordé à un pays, ou à une entreprise basée ou exerçant une partie importante de ses activités dans un pays, soumis à des sanctions ou à des restrictions en vertu de la loi ou de la politique des États-Unis, y compris aux pays désignés par les États-Unis comme parrainant le terrorisme.

OU

☐ Toutes les vérifications d'éligibilité ont été effectuées conformément aux «**Stipulations Complémentaires**» visées à l'Annexe B du Contrat, notamment à la **clause G «Respect des lois relatives à la lutte contre le financement du terrorisme et des autres restrictions**», et les résultats suivants ont été obtenus (informations à fournir pour chaque résultat):

- Nom de l'individu, de la société ou de l'entité:
- Source(s) auprès de laquelle l'éligibilité a été vérifiée, si l'individu, la société ou l'entité ont été déclarés inéligibles:
- Poste (s'il s'agit d'un individu), ou biens ou Services fournis (s'il s'agit d'une société ou autre entité):
- Estimation de la valeur des tâches exécutées depuis la date du certificat:

Je certifie par les présentes que les informations fournies ci-dessus sont exactes et sincères à tous points importants et que toute inexactitude des renseignements fournis, fausse déclaration ou omission de fournir les informations demandées dans ce certificat peut être considérée comme une «manœuvre frauduleuse» aux fins du Contrat passé entre le Consultant et l'Agence MCA-Morocco, des Directives sur la passation des marchés du Programme de MCC et d'autres

¹¹ "Contrat financé par la MCC" désigne un contrat signé par une Entité ou Equipe de base MCA contrairement à un contrat signé par la MCC, conformément aux spécifications des Directives sur les passations de marché du Programme de la MCC, utilisant des fonds fournis par la MCC par l'intermédiaire d'un Programme Compact, d'un Programme seuil ou d'un financement en vertu d'un Accord au titre de la Clause 609(g).

¹² "Financement MCC" désigne un financement accordé par la MCC, par l'intermédiaire d'un Programme Compact, d'un Programme seuil ou d'un financement en vertu d'un Accord au titre de la Clause 609(g).

politiques ou directives applicables de MCC, y compris de la politique de MCC en matière de prévention, de détection et de correction de la fraude et de la corruption dans les opérations de MCC.

Signataire Autorisé: _____ **Date:** _____

Nom du Signataire en caractères d'imprimerie: _____

INSTRUCTIONS POUR COMPLETER LE FORMULAIRE DU CERTIFICAT D'OBSERVATION DES SANCTIONS:

Le Consultant doit suivre les procédures suivantes pour vérifier l'éligibilité des entreprises, du personnel clé, des sous-traitants, des vendeurs, des fournisseurs et des bénéficiaires du financement, conformément à l'Annexe B du Contrat, intitulée «**Stipulations complémentaires**», notamment à la **Clause G « Respect des lois relatives à la lutte contre le financement du terrorisme et des autres restrictions »**.

Le Consultant doit vérifier que l'individu, la société ou l'entité ayant accès au financement de MCC ou en bénéficiant, y compris le personnel du consultant, les consultants, les sous-traitants, les vendeurs, les fournisseurs, et les bénéficiaires ne figurent sur aucune des listes suivantes:

1. System for Award Management (SAM) - <https://www.sam.gov/portal/SAM/#1>
2. Liste des entreprises radiées par la Banque Mondiale
- <http://web.worldbank.org/external/default/main?contentMDK=64069844&menuPK=116730&pagePK=64148989&piPK=64148984&querycontentMDK=64069700&theSitePK=84266>
3. US Government Consolidated Screening List – Liste de contrôle consolidée du gouvernement américain disponible sur: https://2016.export.gov/ecr/eg_main_023148.asp

La documentation du processus prend deux formes. Le Consultant doit préparer un tableau répertoriant chaque membre du personnel, consultant, sous-traitant, vendeur, fournisseur et bénéficiaire intervenant dans le Contrat, conformément au tableau qui figure ci-dessous.

Nom	Date à laquelle la vérification a été effectuée			Eligible (O/N)
	Liste du système SAM	Liste des entreprises radiées par la Banque Mondiale	Liste de contrôle consolidée du gouvernement américain (US Government Consolidated Screening List)	
Consultant (le cabinet lui-même)				
Membre du personnel #1				
Membre du				

personnel #2				
Consultant #1				
Consultant #2				
Sous-traitant #1				
Sous-traitant #2				
Vendeur #1				
Fournisseur #1				
Bénéficiaire #1				

Le Consultant doit indiquer la date à laquelle la recherche a été effectuée auprès de chaque source de vérification de l'éligibilité, et déterminer si le membre du personnel, le consultant, le sous-traitant, le vendeur, le fournisseur ou le bénéficiaire est éligible – c'est-à-dire qu'il n'est inscrit sur la liste d'aucune des sources de vérification de l'éligibilité.

En outre, les trois listes étant des bases de données consultables, affichant les résultats de recherche sur une page, après avoir saisi le nom à rechercher, le Consultant doit imprimer et conserver pour chaque membre du personnel, consultant, sous-traitant, vendeur, fournisseur ou bénéficiaire la page de résultats de la recherche générée par chaque source de vérification de l'éligibilité, qui se présente comme suit: «*Exclusion active? Non* »(dans le cas du système SAM), «*Aucun dossier n'a été trouvé!* »(dans le cas de la liste des entreprises radiées par la Banque Mondiale) ou «*Aucun résultat* »(dans le cas de la liste de contrôle consolidée du gouvernement américain).

Si un dossier négatif a été trouvé pour un ou plusieurs individus ou une ou plusieurs entités, y compris pour le Consultant lui-même, ce dernier doit effectuer une recherche supplémentaire pour établir si le résultat de la recherche est « un faux positif ». S'il s'agit d'un faux positif, le Consultant marquera le membre du personnel, le consultant, le sous-traitant, le vendeur, le fournisseur ou le bénéficiaire comme éligible, et conservera le résultat de la recherche qui confirme son éligibilité.

Si, par contre, le résultat de la recherche montre que le personnel du consultant, les consultants, les sous-traitants, les vendeurs, les fournisseurs ou les bénéficiaires sont inéligibles à ce stade, l'Agence MCA-Morocco déterminera s'il est possible dans les circonstances d'autoriser le Consultant à procéder à un remplacement. Cette décision sera prise au cas par cas, et nécessitera l'approbation de MCC, quelle que soit la valeur estimée du contrat proposé.

En outre, conformément à l'alinéa P1.A.1.7 des Directives sur la passation des marchés du Programme de MCC, le Consultant doit s'assurer que le financement du MCC n'est pas utilisé pour des biens ou des Services provenant d'un pays ou d'une entreprise qui est constituée, basée ou qui exerce une partie importante de ses activités dans un pays, soumis à des sanctions ou à des restrictions en vertu de la loi ou de la politique des États-Unis, y compris dans les pays désignés par les États-Unis comme parrainant le terrorisme (<https://www.state.gov/j/ct/list/c14151.htm>).

Le Consultant conserve tous ces documents qui font partie de l'ensemble du dossier du Contrat passé avec l'Agence MCA-Morocco, tout au long de la durée du Contrat, et après l'achèvement

du Contrat pour une période ultérieure telle que visée aux stipulations du Contrat (généralement cinq ans après la date d'achèvement du Programme Compact ou du Programme Seuil). L'Agence MCA-Morocco, MCC ou leurs représentants doivent avoir accès à ces documents conformément aux stipulations du Contrat régissant l'accès aux documents.

Annexe B “Stipulations complémentaires,” Paragraph G “Respect des lois relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, et des autres restrictions ”

1. Le Consultant s’engage à ne fournir directement ou indirectement d’aide ou de ressources substantielles, ni à permettre sciemment que des fonds de MCC soient versés à une personne, entreprise ou autre entité connue par le Consultant, ou qu’il est supposé connaître comme étant l’auteur d’actes, de tentatives ou d’encouragement d’actes terroristes, en tant que facilitateur, participant ou personne préconisant des actes terroristes, y compris, à titre indicatif et non limitatif, à des personnes ou entités figurant (i) sur la liste de référence des Ressortissants spécialement désignés et des personnes sous embargo, tenue à jour par le Bureau du département du Trésor américain chargé du contrôle des actifs à l’étranger, cette liste étant disponible à l’adresse www.treas.gov/offices/enforcement/ofac ; (ii) sur la liste consolidée des personnes et des entités gérées par le « Comité 1267 » du Conseil de Sécurité des Nations Unies ; (iii) sur la liste tenue à jour sur le site www.sam.gov ; ou (iv) sur toute autre liste que l’Agence MCA-Morocco pourra, en toute circonstance, demander. Aux fins des présentes, l’expression « aide et ressources substantielles » comprend les devises, les instruments monétaires ou financiers, services financiers, logement, formation, conseil ou assistance d’expert, hébergement, faux documents ou fausse identité, matériel de télécommunication, installations, armes, substances mortelles, explosifs, personnel, moyens de transport et autres biens corporels, à l’exception des médicaments et des articles religieux.
2. Le Consultant s’assure que ses activités au titre du présent Contrat sont conformes à toutes les lois, réglementations et décrets des États-Unis relatifs à la lutte contre le blanchiment d’argent, le financement des activités terroristes, et le commerce des êtres humains, aux lois pénales des États-Unis, aux pratiques commerciales restrictives, aux boycotts, et à toutes autres sanctions économiques, promulgués le cas échéant par voie législative, par décret, par arrêté ou par réglementation, ou tels qu’ils sont appliqués par le Bureau du Département du Trésor des États-Unis chargé du Contrôle des Actifs à l’étranger ou toute autorité gouvernementale qui lui succède, y compris aux articles suivants de la loi : 18 U.S.C. § 1956, 18 U.S.C. § 1957, 18 U.S.C. § 2339A, 18 U.S.C. § 2339B, 18 U.S.C. § 2339C, 18 U.S.C. § 981, 18 U.S.C. § 982, au Décret 13224, au règlement 15 C.F.R. Partie 760, et à tous les programmes de sanctions économiques énumérés dans le règlement 31 C.F.R., Parties 500 à 598, et s’assure que toutes ses activités au titre du présent Contrat sont conformes aux politiques et procédures de contrôle et de surveillance des opérations visant à vérifier la conformité comme déterminé le cas échéant par MCC, l’Agence MCA-Morocco, l’Agent fiduciaire ou la Banque autorisée par l’Agence MCA-Morocco, selon les cas. Le Consultant vérifie, ou fait vérifier l’éligibilité de toute personne, entreprise ou toute autre entité ayant accès aux fonds ou en bénéficiant, cette vérification étant effectuée conformément aux procédures énoncées à la Partie 10 des Directives sur la Passation des marchés du Programme de MCC (Procédures de vérification de l’Éligibilité) disponibles sur le site web de MCC à l’adresse www.mcc.gov/ppg. Le Consultant (A) effectue la vérification mentionnée dans ce paragraphe au moins tous les trimestres, ou selon toute autre périodicité raisonnable demandée par l’Agence MCA-Morocco ou MCC, le cas échéant, et (B) remet un rapport sur cette vérification périodique à l’Agence MCA-Morocco et un exemplaire dudit rapport à MCC.

3. Le Consultant est soumis à d'autres restrictions énoncées à la Clause 5.4(b) du Compact et relatives au trafic de stupéfiants, au terrorisme, au trafic sexuel, à la prostitution, à la fraude, au crime, à toute mauvaise conduite nuisible à MCC ou à l'Agence MCA-Morocco, à toute activité contraire à la sécurité nationale des États-Unis ou à toute autre activité pouvant affecter fortement ou négativement la capacité du Gouvernement ou de toute autre partie à assurer la mise en œuvre efficace du Programme, ou de tout autre Projet ou à en garantir la mise en œuvre, ou la mise en œuvre de tout autre Projet, ou à s'acquitter de ses responsabilités ou obligations dans le cadre du Compact ou de tout autre document connexe, ou affectant négativement et fortement les actifs du Programme ou les Comptes autorisés.

Annexe I: Formulaire d'auto-certification pour les Consultants/Sous-traitants/Fournisseurs

Le formulaire d'auto-certification ci-dessous doit être signé par le Consultant dans le cadre du Contrat. En vertu de cette auto-certification, le Consultant déclare n'acheter les biens et les matériaux nécessaires à l'exécution du Contrat qu'auprès de fournisseurs qui n'ont pas recours au travail forcé et au travail des enfants, et qui offrent à leur personnel un lieu de travail sûr et hygiénique.

Comme prévu aux Clauses 11.6, 11.7 et 27.1 du Contrat, le Consultant doit veiller à ce que les normes de travail et les protections offertes aux travailleurs soient conformes aux *normes de performance de l'IFC en matière de durabilité sociale et environnementale*. Le Consultant doit à son tour s'assurer que ses principaux fournisseurs, à savoir toute personne physique ou morale qui fournit des biens ou des matériaux nécessaires à l'exécution du Contrat, n'ont pas recours au travail forcé et au travail des enfants dans le processus de production de ces biens et matériaux, et offrent à son personnel un lieu de travail sûr et hygiénique.

Concernant ce Contrat, j'atteste par les présentes que:

- ☐ Je comprends les exigences du contrat passé avec le **-[Nom du pays]**.
- ☐ **Le [Nom du Consultant]** veillera à ce que toutes les activités exécutées soient conformes aux normes de performance de l'IFC, comme décrites aux Clauses 11.6, 11.7 et 27.1 du Contrat.
- ☐ **Le [Nom du Consultant]** n'a pas et n'aura pas recours au travail forcé ou au travail des enfants, et offre à son personnel un lieu de travail sûr et hygiénique.
- ☐ **Le [Nom du Consultant]** n'achète pas et n'achètera pas de matériaux ou biens auprès de fournisseurs qui ont recours au travail forcé ou au travail des enfants.
- ☐ **Le [Nom du Consultant]** n'achètera de matériaux ou de biens qu'auprès de fournisseurs qui offrent à leurs employés un lieu de travail sûr et hygiénique.
- ☐ **Le [Nom du Consultant]** a un système en place qui lui permet de surveiller ses fournisseurs, d'identifier tout nouveau risque ou risque émergent. Ce système permet également au **[Nom du Consultant]** de remédier efficacement à tout nouveau risque.
- ☐ Lorsqu'il n'est pas possible de remédier à un nouveau risque ou à des incidents, **[Nom du Consultant]** s'engage à rompre les liens avec lesdits fournisseurs.

Noter ci-dessous toute exception aux stipulations susmentionnées:

--

JE CERTIFIE PAR LES PRESENTES QUE LES INFORMATIONS FOURNIES CI-DESSUS SONT EXACTES ET SINCERES A TOUS POINTS IMPORTANTS ET QUE TOUTE

INEXACTITUDE DES RENSEIGNEMENTS FOURNIS, FAUSSE DECLARATION OU OMISSION DE FOURNIR LES INFORMATIONS DEMANDEES DANS CE CERTIFICAT PEUT ETRE CONSIDEREE COMME UNE «MANŒUVRE FRAUDULEUSE» AUX FINS DU CONTRAT. JE CONFIRME REPRESENTER DUMENT [NOM DU CONSULTANT] ET ETRE DUMENT AUTORISE A SIGNER.

Signataire autorisé: _____ Date: _____

Nom du signataire en caractères d'imprimerie:

Annexe J: Avis d'intention d'attribution du Contrat

[L'avis d'intention d'attribution du Contrat doit être complété et envoyé au Consultant retenu conformément aux stipulations de la clause 26.1 de l'IC]

[date]

**CECI N'EST PAS UNE NOTIFICATION D'ATTRIBUTION DU CONTRAT OU UNE
LETTRE D'ACCEPTATION.
L'ACHETEUR N'ENTEND FORMER AUCUN CONTRAT EN VERTU DE CETTE
NOTIFICATION**

A l'attention de: [insérer le nom et l'adresse du Fournisseur]

Re : « La sélection d'un bureau d'études techniques (Infrastructure-PES) pour la maîtrise d'œuvre de la mise à niveau de 56 établissements scolaires répartis en deux lots :

Lot 1 : dans la région de Fès - Meknès

Lot 2 : dans la région Marrakech – Safi

Ref : DP/QCBS/MCA-M/ES-26/Compact-PP-04

Comme prévu dans le Dossier de la Demande de Propositions (Clause 26.1 des IC) relativement à [insérer le nom et le numéro d'identification du Contrat, comme indiqué dans le Dossier de la Demande de Propositions], le présent avis a pour but de vous informer que nous avons retenu votre proposition associée à la demande de propositions susmentionnée et, que nous prévoyons de vous envoyer une notification formelle d'attribution et un accord contractuel à l'expiration du délai de dépôt des contestations et la résolution des contestations soumises, conformément aux règles prévues dans le Système de Sontestation des Soumissionnaires, comme expliqué plus en détail dans le Dossier de la demande de propositions et après les négociations concluantes,.

La présente notification d'intention d'attribution NE constitue pas la formation d'un contrat entre nous, et ne vous confère aucun droit légal et équitable. De même, nous ne vous accorderons et n'accepterons aucun droit légal et équitable ni aucune obligation tant qu'une lettre d'acceptation / une notification d'attribution, ainsi qu'un formulaire de contrat, et que les exigences énoncées dans cette lettre d'acceptation / notification d'attribution aient été respectées d'une manière que nous jugeons acceptable. Nous nous réservons le droit d'annuler cette notification d'intention d'attribution à tout moment avant l'attribution du Contrat, sans encourir une quelconque responsabilité de ce fait.

Nous vous remercions pour votre participation à la demande de propositions. Pour toute information au sujet de cette notification, vous êtes priés de contacter la personne dont le nom figure ci-dessous.

Signature:

En qualité de:

[Nom en caractères d'imprimerie]